ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 27 septembre 1977, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant les dispositions légales relatives à la filiation et à l'adoption", et amendé en cours d'instruction par le fonctionnaire à ce dûment habilité, ainsi qu'il ressort d'une lettre du Ministre en date du 14 octobre 1977, a donné le 7 décembre 1977 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 27e september 1977 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wettelijke bepalingen met betrekking tot de afstamming en de adoptie", dat in de loop van het onderzoek geamendeerd is door de ambtenaar daartoe behoorlijk gemachtigd zoals blijkt uit een brief van de Minister dd. 14 oktober 1977, heeft de 7e december 1977 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

La rédaction suivante est proposée :

"Projet de loi modifiant diverses dispositions législatives relatives à la filiation et à l'adoption".

EXAMEN DES ARTICLES.

Observations sur le chapitre ler du projet relatif aux actes de l'état civil.

I. Article ler.

Le début de la phrase liminaire devrait être rédigé comme suit :

"L'article 45, alinéa 2, du Code civil, modifié par ..."

Au sujet de l'alinéa 3 en projet de cet article, le délégué du Gouvernement admet que la possibilité d'une recherche déterminée dans un but légitime doit être prévue et pouvoir être autorisée par le Président du Tribunal.

Il y a donc lieu d'insérer dans cet alinéa, après les mots "ni frais", les mots "soit une recherche déterminée, soit".

II. Article nouveau à insérer après l'article 1er.

D'accord avec le délégué du Gouvernement, il y a lieu d'abroger l'article 50 du Code civil et de régler la matière dans le chapitre XI du projet relatif aux modifications à apporter au Code pénal.

Dès lors, il est proposé d'insérer dans le projet un article nouveau qui serait rédigé comme suit :

"Article ... .-
L'article 50 du même Code est abrogé".

III. Article 2.

Les modifications prévues aux articles 55 et 56 du Code civil, notamment en matière de délai de déclaration de naissance permettent de reporter à l'article 56 toute la matière des délais.

La rédaction suivante est proposée pour l'article 55 nouveau :

"La déclaration de naissance est faite à l'officier de l'état civil du lieu de l'accouchement dans les délais déterminés à l'article 56".

IV. Article 3.

L'application de l'article 56 en projet peut soulever plusieurs difficultés :

/

1. Au § 1er, la possibilité qui est donnée à la mère aussi bien qu'au père de faire la déclaration de naissance risque de créer des conflits entre eux quant aux prénoms à donner à l'enfant. Cette difficulté n'est pas résolue par le projet.

2. Au même paragraphe, combiné avec l'article 55 du projet, la fixation d'un délai unique dans lequel la déclaration doit être faite aussi bien par le père ou la mère que par toutes les autres personnes qui ont l'obligation de faire une déclaration à défaut de ceux-ci, est source de difficultés puisque l'obligation de ces autres personnes ne naîtra que lorsque le père ou la mère n'auront pas fait la déclaration, c'est-à-dire à l'expiration du délai de dix jours.

Sous réserve de la solution à donner à la question du choix des prénoms, le § 1er de l'article 56 nouveau pourrait être rédigé comme suit :

"§ 1er. La naissance de l'enfant est déclarée par le père ou par la mère ou par les deux auteurs dans les dix jours de l'accouchement.

A défaut de ceux-ci, la déclaration doit être faite dans les trois jours après l'expiration du délai prévu à l'article précédent, par toute personne ayant assisté à l'accouchement et lorsque la mère a accouché hors de son domicile, par la personne chez qui elle a accouché.

Les délais prévus à l'alinéa 1er ne comprennent pas les samedis, dimanches et jours fériés".

.../...

3. Au § 2, la modification prévue à l'alinéa 2 n'est pas en concordance avec l'article 438 du Code civil qui exige que l'acte soit dressé "sur le champ", c'est-à-dire au moment même de la déclaration qui doit être reçue par l'officier de l'état civil lui même. Le texte nouveau tend à entériner la pratique actuelle qui n'est pas en concordance avec le prescrit de la loi.

4. A la demande du délégué du Gouvernement, le contenu du § 3 du projet doit être omis.

V. Article 4.

Dans un souci de concordance, la modification qui sera apportée à l'article 57 du Code civil devra être apportée également à l'article 7, alinéa 4, 4°, de la loi du 27 juin 1937 relative à la navigation aérienne, comme il sera indiqué plus loin.

VI. Article 5.

Le début de la phrase liminaire doit se lire comme suit :

"L'article 57bis, alinéa 1er, du même Code, y inséré ...".

.../...

Dans un but de précision, le premier alinéa de l'article 57bis nouveau doit être rédigé comme suit :

"L'officier de l'état civil qui reçoit la déclaration de naissance d'un enfant dont l'acte ne mentionne qu'un seul auteur, doit en informer le juge de paix dans les trois jours".

Au sujet de l'article 57bis, il conviendra d'en abroger l'alinéa 2 et d'en reprendre la matière dans le chapitre du projet qui sera relatif aux modifications à apporter au Code pénal, tout comme il a été proposé pour l'article 50.

VII. Article nouveau à insérer dans le projet.

Il est proposé d'insérer dans le projet un article nouveau remplaçant l'article 59 du Code civil. Le texte suivant, qui a reçu l'accord du fonctionnaire délégué est proposé :

"Article ... .-

L'article 59 du même Code modifié par la loi du 15 décembre 1949 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 59. S'il naît un enfant pendant un voyage en mer, le commandant du navire se transportera personnellement et sans délai auprès du nouveau-né et recevra la déclaration du père ou de la mère, ou des deux auteurs, ou à leur défaut de toute personne ayant assisté à l'accouchement.

L'acte de naissance sera inscrit à la suite du rôle d'équipage".

.../...

VIII. Article nouveau à insérer dans le projet.

Sur la proposition du délégué du Gouvernement, il y a lieu de modifier l'article 73 du Code civil et de reprendre dans le projet la substance du texte figurant dans le projet L. 11.670/2 (document - Sénat - n° 673 - session 1974-1975, n° 1).

Le texte suivant est proposé :

"Article ... .-

L'article 73 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 73. Le consentement des père et mère ou du conseil de famille peut être donné dans l'acte de mariage même ou dans un acte authentique séparé, établi par un notaire ou par l'officier de l'état civil du lieu du mariage ou par l'officier de l'état civil du domicile ou de la résidence de la personne appelée à consentir.

Si le consentement au mariage est constaté par un acte authentique séparé, les prénoms, nom et domicile de chacun des futurs époux, ainsi que de tous ceux qui étaient présents à l'acte y sont mentionnés, de même que leur degré de parenté avec les futurs époux".

IX. Article nouveau à insérer dans le projet.

"Article ... .-

A l'article 76 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

.../...

a) le 4° est remplacé par le texte suivant :

"4° dans les cas où un consentement est requis, le consentement des père et mère, du conseil de famille ou du tribunal";

b) le 5° est abrogé".

X. Articles nouveaux à insérer dans le projet.

L'article 55 exige que l'enfant soit présenté à l'officier de l'état civil. Cette présentation devait permettr le contrôle de l'état de vie de l'enfant nouveau-né. Pareil contrôle est en fait assuré aujourd'hui par le médecin de l'état civil que l'officier public désigne le plus souvent à cette fin.

.../...

La difficulté soumise au Gouvernement en 1806 avait pour objet l'hypothèse où, au moment de la présentation à l'officier de l'état civil, l'enfant n'était pas vivant. Dans ce cas, le Gouvernement estima qu'il n'était pas démontré qu'un enfant était né vivant. Dès lors, l'officier de l'état civil devait se borner à acter ses constatations à savoir qu'un enfant lui avait été présenté sans vie. Il était décidé, en outre, que pareil acte serait inscrit sur les registres de décès sans que cela préjugeât la question de savoir si l'enfant avait eu vie ou non.

Cette incertitude même révèle que le décret du 4 janvier 1806 couvre deux hypothèses radicalement distinctes :

1° celle de l'enfant mort-né, c'est-à-dire qui n'a jamais vécu hors du sein de sa mère;

2° celle de l'enfant qui est né, a vécu quelques heures, peut-être quelques dizaines d'heures, mais était décédé au moment de la constatation de l'officier de l'état civil.

Dans cette deuxième catégorie d'enfants, il y a lieu de faire une distinction supplémentaire, à laquelle se réfèrent notamment les articles 314 et 906, alinéa 3, du Code civil, selon que l'enfant est né viable ou non. Il s'agit là d'une appréciation de caractère médical, qui ne concerne pas la rédaction de l'acte de naissance. Si l'enfant non viable a été présenté vivant à l'officier de l'état civil, celui-ci dresse un acte de naissance, pour rédiger quelques heures ou quelques jours plus tard un acte de décès.

Inversément, un enfant né viable peut décéder dans les premières heures de sa naissance, et le décret de 1806 exclut qu'un acte de naissance soit dressé si ce décès a eu lieu avant la présentation à l'officier de l'état civil.

D'après le système du décret de 1806, un élément purement fortuit : le moment auquel l'enfant "est présenté" à l'officier de l'état civil (c'est-à-dire, en fait examiné par le médecin de l'état civil) détermine si un acte de naissance sera ou non dressé pour cet enfant.

Dans la rédaction nouvelle qu'il propose pour l'article 55 du Code civil, le Gouvernement entend supprimer la formalité de la présentation à l'officier de l'état civil. D'après les explications données par le fonctionnaire délégué, l'intention du Gouvernement n'est pas de légaliser le contrôle fait par un médecin délégué par l'officier public, mais de permettre à celui-ci d'agréer les médecins ou accoucheuses diplômées qui, ayant assisté à l'accouchement, délivreront une attestation relative à ce fait. Attester la naissance signifie attester la naissan d'un enfant vivant. Dès lors, tous les enfants morts quelques heures ou même quelques minutes après leur naissance doivent logiquement faire l'objet de deux actes distincts, un acte de naissance et un acte de décès. Il va sans dire que l'attestation de naissance ne préjuge pas la question de viabilité, qui doit demeurer étrangère à la rédaction des actes de l'état civil.

Dans la perspective ainsi suivie par le Gouvernement pour la rédaction de l'article 55 du Code civil, quelle place faut-il encore faire à l'hypothèse réglée par le décret de 1806 ? Comme sous l'empire du droit actuel, il existera encore, à côté des enfants mort-nés, une catégorie d'enfants qui ont peut-être

.../...

vécu sans que le fait ait été attesté à l'officier de l'état civil. Toutefois, si un médecin ou une accoucheuse diplômée agréés ont assisté à l'accouchement et attestent que l'enfant n'a jamais vécu, ne faut-il pas le constater dans l'acte de l'état civil ? Le doute ne devrait subsister qu'à l'égard des enfants qu'aucune personne qualifiée par la loi n'a vus en état de vie.

Dans le projet de disposition à insérer sous un nouvel article 77bis du Code civil, l'hypothèse est beaucoup trop largement décrite et n'est pas en harmonie avec la rédaction nouvelle proposée pour l'article 55 du Code civil. Outre que le mot "décédé" employé au premier alinéa paraît impliquer que l'enfant est né vivant et est mort, le moment auquel l'acte de naissance est dressé ne doit pas être pris en considération mais seulement le moment auquel une personne agréée par l'officier de l'état civil ou cet officier lui-même a pu constater l'état de cadavre de l'enfant, sans avoir pu constater son état de vie.

Le Conseil d'Etat propose, dès lors, que soient déduites les conséquences logiques du nouveau système retenu par le Gouvernement pour la constatation des naissances. Quand une personne exerçant l'art de guérir et agréée par l'officier de l'état civil peut attester, soit que l'enfant est né vivant, soit que l'enfant n'est pas né vivant, il y a lieu de dresser dans les registres de l'état civil un acte qui répond à l'une ou à l'autre de ces hypothèses pour les cas qui deviendront très rares, où aucune personne qualifiée ne peut attester à l'officier de l'état civil ni qu'elle a vu l' enfant vivant, ni que l'enfant est mort-né, il y a lieu d'adopter le système élaboré par le décret du 4 janvier 1806.

.../...

Le délégué du Gouvernement a marqué son accord sur cette proposition.

Les textes suivants sont proposés :

"Article ... .-

Un article 77bis rédigé comme suit est inséré dans le même Code :

"Article 77bis. Lorsqu'un médecin ou une accoucheuse diplômée agréés par l'officier de l'état civil atteste que la mère a accouché d'un enfant qui n'est pas né vivant, l'officier de l'état civil dresse un acte énonçant la date, l'heure et le lieu de l'accouchement, les prénoms de l'enfant s'il lui en est donné, ainsi que les indications prévues à l'article 57 concernant les père et mère.

L'acte est dressé dans le registre aux actes de décès et il y est fait mention de la circonstance que l'enfant n'est pas né vivant".

"Article ... .-

Un article 77ter rédigé comme suit est inséré dans le même Code :

"Article 77ter. Lorsqu'un accouchement est déclaré à l'officier de l'état civil et qu'il ne peut vérifier si l'enfant était né vivant ou non, il s'assure de ce que l'enfant est sans vie, par une attestation d'un médecin agréé par lui ou en cas d'impossibilité en se transportant personnellement

.../...

auprès de la personne décédée. Il dresse un acte énonçant la date, l'heure et le lieu de l'accouchement, les prénoms de l'enfant, s'il lui en est donné, ainsi que les indications prévues à l'article 57 concernant les père et mère.

L'acte est dressé dans le registre aux actes de décès sans qu'il en résulte aucun préjugé sur la question de savoir si l'enfant a eu vie ou non".

XI. Article nouveau à insérer dans le projet.

Comme il a été proposé ci-avant pour les articles 50 et 57bis, alinéa 2, il y a lieu d'insérer également un nouvel article abrogeant l'article 79, alinéa 4, du Code civil, modifié par la loi du 16 décembre 1851.

XII. Articles nouveaux à insérer dans le projet.

Par souci de concordance avec les articles 55 et 56 en projet, il est proposé d'insérer deux articles nouveaux, l'un modifiant l'article 88, l'autre abrogeant l'article 92 du Code civil.

Les textes suivants sont proposés :

"Article ... .-

A l'article 88 du même Code modifié par la loi du 15 décembre 1949, le mot "prescrites" est remplacé par "et les délais prescrits .

.../...

Article ... .-

L'article 92 du même Code est abrogé".

Observations sur le chapitre II du projet relatif au mariage.

XIII. Article nouveau à insérer entre les chapitres Ier et II.

Comme il sera exposé au sujet de l'article 51 du projet, cet article entraîne des modifications aux articles 141 et suivants du Code civil ainsi qu'à l'intitulé qui les précède.

Le Conseil d'Etat propose les textes suivants :

"Chapitre ... du projet. Modifications aux dispositions du Livre Ier, titre IV, du Code civil. "Des absents".

Article ... .-

L'intitulé du chapitre IV est remplacé par l'intitulé suivant :

"De la surveillance des enfants mineurs de l'auteur qui a disparu".

Article ... .-

L'article 141 du même Code est abrogé.

.../...

Article ... .-

L'article 142 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 142. Six mois après la disparition de l'un des auteurs de l'enfant si l'autre était décédé lors de cette disparition, ou s'il vient à décéder avant que l'absence du premier ait été déclarée, la surveillance des enfants sera déférée par le conseil de famille, aux ascendants les plus proches conformément à l'article 402 ou, à leur défaut, à un tuteur provisoire".

Article ... .-

L'article 143 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 143. Il en sera de même dans le cas où la filiation n'est établie qu'à l'égard d'un seul auteur si celui-ci a disparu en laissant des enfants mineurs".

XIV. Article nouveau à insérer dans le chapitre II du projet, avant l'article 6.

Comme le Conseil d'Etat le propose dans son avis L. 11.670/2 (Doc. Sénat n° 673 - session 1974-1975, n° 1), il y a lieu de remplacer l'article 148 du Code civil par le texte suivant, qui a reçu l'accord du délégué du Gouvernement :

.../...

"Article ... .-

L'article 148 du même Code, modifié par les lois des 14 juillet 1953, 5 juillet 1963 et 8 avril 1965 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 148. Les enfants qui n'ont pas atteint l'âge de 21 ans accomplis ne peuvent contracter mariage sans le consentement de leurs père et mère.

En cas de dissentiment entre ceux-ci, le litige est porté, par l'un d'eux, par voie de requête, au tribunal de la jeunesse.

Le dissentiment entre père et mère peut être constaté par acte notarié, par exploit d'huissier de justice, par procès-verbal dressé par l'officier de l'état civil ou par lettre de refus adressée à ce dernier par celui des auteurs qui ne consent pas au mariage.

Lorsque la filiation n'est établie qu'à l'égard d'un seul auteur, le consentement de celui-ci suffit".

XV. Article 6.

Dans le projet L. 11.670/2, l'alinéa 2, de l'article 149 du Code civil est omis et le Conseil d'Etat n'a émis aucune observation au sujet de cette abrogation.

Si le Gouvernement persiste dans son intention de supprimer cet alinéa, l'article 6 du projet devrait être rédigé comme suit :

.../...

"Article ... .-

L'article 149 du même Code, modifié par les lois du 30 avril 1896 et du 7 janvier 1908 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 149. Le consentement d'un seul auteur suffit si l'autre auteur est décédé, s'il est dans l'impossibilité de manifester sa volonté, s'il est absent ou si sa demeure est inconnue".

XVI. Article nouveau à insérer dans le projet avant l'article 7.

Dans le même avis L. 11.670/2, il avait été proposé de donner comme contenu à l'article 150 la matière du consentement à donner lorsque le père et la mère sont décédés ou sont dans l'impossibilité de manifester leur volonté. Selon le projet (article 10), l'article 159 est abrogé tandis qu'à l'article 150, le Gouvernement propose de supprimer le consentement des ascendants.

Il en résulte que l'article 150 doit être modifié et l'article 160 doit être abrogé.

L'article 150 pourrait être rédigé comme suit :

"Article ... .-

L'article 150 du même Code modifié par la loi du 14 juillet 1953 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 150. S'il n'y a ni père ni mère ou s'ils sont dans l'impossibilité de manifester leur volonté, l'enfant mineur ne peut contracter mariage sans le consentement

/

du conseil de famille".

XVII. Article 8.

Comme le Conseil d'Etat l'a exprimé dans son avis L. 11.670/2, il est proposé de remplacer l'article 155 du Code civil par le texte suivant qui a reçu l'accord du délégué du Gouvernement :

"Article ... .-

L'article 155 du même Code, modifié par les lois des 30 avril 1896 et 7 janvier 1908, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 155. Il n'est pas nécessaire de produire l'acte de décès du père ou de la mère, lorsque la mère ou le père atteste ce décès. Il doit être fait mention de cette attestation soit dans l'acte de consentement, soit dans l'acte de mariage.

L'absence de celui des père et mère dont le consentement est requis est constatée par la représentation du jugement qui aurait été rendu pour la déclarer ou, à défaut de ce jugement, de celui qui aurait ordonné l'enquête.

Le décès du père et de la mère, lorsque l'acte de décès ne peut être produit, peut être établi par une déclaration faite sous serment par le futur époux et par deux témoins âgés de vingt et un ans au moins. Cette déclaration peut être faite au moment de la célébration du mariage devant

.../...

l'officier de l'état civil qui en fait mention dans l'acte. Elle peut également être reçue avant la célébration par l'officier de l'état civil du domicile ou de la résidence de l'un des futurs époux ou de l'un des témoins. Elle peut être faite simultanément par le futur époux et les témoins ou séparément par chacun d'eux. L'officier de l'état civil dresse procès-verbal de la prestation de serment et de l'affirmation tant du futur époux que des témoins.

Le fait que les père et mère ou l'un d'eux sont dans l'impossibilité de manifester leur volonté ou n'ont aucune demeure connue, peut être établi de la manière prévue à l'alinéa 3".

XVIII. Article 9.

Plutôt que de modifier partiellement l'article 155bis du Code civil comme le fait l'article 9 du projet, il serait préférable de reprendre ce texte intégralement en y apportant les modifications prévues.

Par ailleurs, cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article ... .-

L'article 155bis du même Code y inséré par la loi du 30 avril 1896 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 155bis. Les pouvoirs conférés aux officiers de l'état civil par les articles 148 et 155 sont exercés à

.../...

l'étranger par les agents diplomatiques, consuls et vice-consuls de Belgique".

XIX. Article 10.

Pour mettre fin à la dualité des autorisations de mariage, respectivement prévues par l'article 159 du Code civil, pour les enfants naturels et par l'article 160 pour les enfants légitimes, dualité incompatible avec l'élimination de toute discrimination fondée sur les circonstances de la naissance de l'enfant, le législateur peut soumettre tous les enfants soit à l'autorisation donnée par le tuteur (article 159 actuel), soit à l'autorisation du conseil de famille (article 160).

Le Conseil d'Etat croit utile d'éclairer le législateur sur la portée de ce choix en formulant les considérations suivantes.

L'intervention du conseil de famille paraît de nature à protéger de manière plus efficace l'intérêt du mineur, compte tenu de ce que la décision de cet organe fait, en outre, l'objet d'un contrôle exercé par le tribunal de la jeunesse conformément à l'article 1232 du Code judiciaire. Si le pouvoir de consentir au mariage du mineur était attribué au tuteur, il faudrait envisager d'organiser une procédure analogue permettant de contrôler l'exercice de ce pouvoir.

En certaines matières, présentant quelque analogie avec l'autorisation de mariage et dans lesquelles le législateur a déjà supprimé toute discrimination entre l'enfant naturel et l'enfant légitime, il a dévolu l'exercice de

.../...

l'autorité parentale au conseil de famille et non au tuteur. Tel est le cas pour ce qui concerne l'émancipation (C. civ., art. 478, modifié par la loi du 8 avril 1965) et le consentement à l'adoption (C. civ., art. 348, § 1er, al. 3, modifié par la loi du 1er mars 1971). Si le législateur retenait une solution différente en ce qui concerne le consentement au mariage, il y aurait lieu, par souci de cohérence, de modifier les règles relatives à l'émancipation et à l'adoption.

Dans une hypothèse déjà visée par l'article 159 du Code civil, notamment le cas où les deux auteurs de l'enfant naturel sont dans l'impossibilité d'exprimer leur volonté, la compétence donnée au tuteur implique que l'on réunisse d'abord le conseil de famille pour que celui-ci désigne un "tuteur", alors qu'aucune des causes d'ouverture de la tutelle n'existe en l'occurrence. Dès lors, au cas où le mineur n'est pas sous tutelle, il paraît judicieux de généraliser la règle de l'article 160 plutôt que celle de l'article 159.

Les trois considérations qui précèdent permettent de juger cette dernière solution préférable dans tous les cas, y compris ceux où le mineur est soumis au régime de la tutelle.

Le délégué du Gouvernement s'est rallié à cette suggestion. Il en a été tenu compte dans les propositions faites dans le présent avis.

.../...

L'article 160 doit être modifié comme suit :

"Article ... .-

Les articles 158 et 159 et l'article 160 modifié par la loi du 30 avril 1896 sont abrogés".

XX. Article 11.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article ... .-

A l'article 160bis, alinéa 1er, du même Code, y inséré par la loi du 28 avril 1965, les mots "158 et 159" sont supprimés".

XXI. Article 12.

La suppression proposée à l'article 162 doit être faite également à l'article 161.

La rédaction suivante est proposée :

"Article ... .-

A l'article 161 et à l'article 162 du même Code, modifié par la loi du 11 février 1920, les mots "légitimes ou naturels" sont supprimés".

.../...

XXII. Article 13.

Plutôt que de remplacer les mots "encore que ceux-ci aient 25 ans accomplis" par "encore que ceux-ci soient majeurs", il y a lieu de supprimer ces mots à l'article 173 du Code civil.

XXIII. Articles à insérer avant l'article 14.

"Article ... .-

A l'article 174, 1°, du même Code, les mots "par l'article 160" sont remplacés par les mots "par l'article 150".

Article ... .-

A l'article 182 du même Code, les mots "des ascendants" sont supprimés".

XXIV. Articles 14 et 15.

A l'article 184nouveau, il suffirait d'ajouter les mots "né et actuel" après les mots "qui y ont un intérêt".

L'article 187 qui fait double emploi avec l'article 184 ainsi amendé pourrait, dès lors, être abrogé.

XXV. Article nouveau à insérer après l'article 14.

"Article ... .-

A l'article 186 du même Code, les mots "les ascendants et la famille et" sont remplacés par "et le conseil

de famille".

XXVI. Article 16.

A cet article, les mots "deux fois" doivent être supprimés.

XXVII. Article 21.

Afin de couvrir également l'hypothèse où le conjoint qui n'a pas la garde matérielle a subvenu aux besoins de l'enfant, le Conseil d'Etat propose d'omettre à la fin de l'article 203, a, les mots "dont il a la garde matérielle".

Cette modification a reçu l'accord du délégué du Gouvernement.

XXVIII. Articles 22 et 23.

L'article 203, b, a pour objet d'étendre aux sommes allouées en vertu de l'article 203, ainsi que des articles 203, a, 303, 323, § 2 et 336 en projet, les mesures d'exécution prévues par l'article 221 du Code civil. L'article 203, c, tend au même objet en ce qui concerne l'article 1288, 3°, du Code judiciaire.

Cette extension et la manière dont il y est procédé appellent les observations suivantes.

.../...

I. L'article 221, alinéas 2 et suivants du Code civil, organise une procédure spéciale appelée "délégation de sommes" au profit de chacun des conjoints, en vue de faciliter la mise à exécution de l'obligation de contribuer aux charges du mariage prévues par l'alinéa 1er de la même disposition.

La loi du 9 juillet 1975 a, pour la première fois, étendu la mesure d'exécution précitée à une autre obligation alimentaire que celle qui constitue une charge du mariage, en conférant au tribunal allouant une pension alimentaire après un divorce pour cause déterminée, les pouvoirs attribués au juge de paix par l'article 218 (devenu 221) du Code civil. Cette disposition a pris place sous l'article 301bis du Code civil.

Si le législateur a l'intention d'étendre la catégorie des créanciers pouvant se prévaloir de la procédure d'exécution organisée par l'article 221, alinéas 2 et suivants du Code civil, il y aurait lieu soit de grouper ces extensions dans une seule disposition qui pourrait former un article 221bis, soit de prévoir des dispositions séparées complétant chacun des articles du Code auxquels la procédure de l'article 221 serait ainsi étendue. La première solution permettrait d'abroger l'actuel article 301bis dont le contenu serait incorporé à la nouvelle disposition. Si l'on devait préférer la seconde méthode, il faudrait maintenir sous l'article 203, b, la seule référence aux articles 203 et 203, a, et introduire de nouvelles dispositions sous les articles 303 et 1288, 3°, et sous les articles 323, § 2 et 336 en projet.

.../...

II. La procédure d'exécution organisée par les alinéas 2 et suivants de l'article 221 du Code civil, consiste à ordonner à un débiteur de payer au conjoint d'une personne, et non à la personne elle-même, les sommes dues à celle-ci.

Après notification de la décision prise par le juge de paix, le conjoint du créancier est substitué à celui-ci, pour recevoir paiement des sommes ayant fait l'objet de la délégation. La substitution d'un débiteur à un autre ne suscite pas de difficulté si l'on admet comme l'a fait la Cour de cassation que l'ordonnance prise en vertu de l'article 221 du Code civil (ou des dispositions antérieures analogues) ne confère aucun titre à l'époux délégataire mais lui permet seulement d'exercer le droit de créance de son conjoint

En multipliant le nombre de personnes qui ont qualité pour obtenir de juridictions différentes une délégation ayant pour objet la même somme (par exemple, le salaire d'un travailleur), l'application de la loi en projet risque de susciter des conflits que le législateur n'a pas dû prévoir quand il a institué la délégation de sommes au seul profit du conjoint. Il n'est pas difficile d'imaginer que trois juridictions différentes notifient à l'employeur d'une personne de payer la moitié du salaire aux trois créanciers respectivement désignés par chacune de ces juridictions. Comme la délégation de sommes n'est pas une saisie, la loi du concours ne saurait être appliquée même par analogie. Il appartiendra au gouvernement d'adapter le système de la délégation de sommes aux conditions nouvelles dans lesquelles il devrait fonctionner afin d'éviter que plusieurs personnes ne puissent obtenir de juridictions différentes des délégations concurrentes qui

.../...

excèderaient les montants qui en font l'objet, et sans doute même, qui épuiseraient la totalité du salaire d'un travailleur.

III. La loi du 14 juillet 1976 a inséré dans le Livre IV de la quatrième partie du Code judiciaire, un chapitre Xbis intitulé "Des demandes des époux relatives à leurs droits et devoirs respectifs et à leur régime matrimonial". Les règles de procédure reprises sous les articles 1253bis à 1253octies sont applicables notamment à la délégation de sommes de l'article 221 du Code civil. La loi du 14 juillet 1976 n'a pas prévu que cette procédure soit applicable aux époux divorcés, conformément à l'article 301bis du Code civil (loi du 9 juillet 1975). L'extension de la délégation de sommes à d'autres catégories de bénéficiaires implique l'insertion de la référence aux dispositions nouvelles dans les articles 1253bis et suivants du Code judiciaire, ainsi qu'une modification de l'intitulé du chapitre Xbis puisque plusieurs de ces dispositions n'ont plus pour objet exclusif une demande relative aux droits et devoirs respectifs des époux. En outre, le législateur devra apprécier si l'article 1412, alinéa 1er, 2°, du Code judiciaire doit être modifié de manière que les délégations de sommes prévues par le présent projet soient soumises au même régime que la délégation faite au conjoint du travailleur, seule hypothèse de délégation de sommes actuellement visée par cette disposition.

Il y a lieu d'observer aussi que le projet de modification de l'article 391bis du Code pénal prévu par

.../...

l'article 89, § 2, du projet ne vise que l'article 221 du Code civil et non les délégations de sommes prévues entre ex-époux ou au profit des enfants conçus et nés en dehors du mariage.

IV. L'article 1412 du Code judiciaire se réfère à de nombreuses dispositions du Code civil dont les unes ont déjà été transférées sous d'autres articles que ceux qui y sont visés, tandis que le contenu de la plupart des autres sera modifié par la loi en projet. Il y aurait lieu, dès lors, de modifier les références contenues dans cet article afin de les mettre en harmonie avec les modifications apportées aux dispositions référées.

XXIX. Article 24.

Le texte suivant est proposé :

"Article ....-

Le chapitre VIII du Titre V du Livre Ier du même Code : "Des seconds mariages", comprenant l'article 228, modifié par la loi du 30 juin 1956, est abrogé".

Observation sur le chapitre III du projet relatif au divorce.

L'article 25 repris dans ce chapitre ne soulève pas d'observation.

.../...

Observations sur le chapitre IV du projet relatif à la parenté et à la filiation.

XXX. Article 26 du projet, article 312 du Code civil.

La supposition ou la substitution d'enfant sont des cas parmi d'autres où la personne désignée comme telle dans l'acte de naissance n'est pas la mère.

Le Conseil d'Etat propose le texte suivant pour le § 2 :

"§ 2. Il peut être établi par toute voie de droit que la personne désignée comme telle dans l'acte de naissance n'est pas la mère".

XXXI. Article 26 du projet, article 313 du Code civil.

Les articles 312 et 313 en projet ne prévoient pas que dans le cas où une personne est désignée, dans l'acte de naissance, comme la mère de l'enfant, une autre personne, qui prétend être la mère véritable de celui-ci, puisse le reconnaître, les effets de la reconnaissance étant alors, il va de soi, subordonnés à la condition que l'action en contestation prévue par l'article 312, § 2, soit introduite et déclarée fondée.

Il est de l'intérêt de l'enfant et de la personne qui prétend être sa véritable mère que cette dernière puisse faire immédiatement un acte de reconnaissance. En effet,

cette personne pourrait décéder avant qu'elle ait pu intenter l'action en contestation prévue par l'article 312, § 2, et surtout, avant que cette action ait pu faire l'objet d'un jugement.

Le projet présente ainsi une lacune qu'il semble souhaitable de combler. Si le Gouvernement se rallie à cette conception, il pourrait atteindre l'objectif suggéré en complétant l'article 313; cet article serait scindé en deux paragraphes, qui seraient susceptibles d'être rédigés comme suit :

"Article 313.-

§ 1er. Si, dans l'acte de naissance, aucun nom n'est mentionné comme étant celui de la mère, la personne qui prétend avoir cette qualité peut reconnaître l'enfant.

(Les articles 321 à 323 sont applicables à cette reconnaissance).

§ 2. Lorsque l'acte de naissance mentionne le nom de la mère, une personne autre que celle qui est ainsi désignée peut, toutefois, reconnaître l'enfant si elle prétend être la mère de celui-ci. En ce cas, les effets de la reconnaissance sont subordonnés à la condition que l'intéressée introduise l'action en contestation prévue par l'article 312, § 2, et que cette action soit déclarée fondée".

.../...

XXXII. Article 26 du projet, articles 314 et 315 du Code civil.

Les dispositions de ces articles devraient être fusionnées en un article unique et l'expression "prétendue mère" figurant à l'article 315 devrait être remplacée par les mots "mère prétendue".

Le délégué du Gouvernement, par voie d'amendement, supprime le second alinéa de l'article 314 et introduit un article 333, c, qui constitue une disposition générale.

Par ailleurs, il propose d'ajouter à l'article 315 un alinéa rédigé comme suit :

"L'action est dirigée contre la mère ainsi que contre celui qui, en vertu des articles 316 et 317 serait considéré comme le père de l'enfant si la maternité était établie".

XXXIII. Article 26 du projet, article 316 du Code civil.

Pour résoudre le cas de l'enfant né après la dissolution du mariage célébré in extremis ou des cas similaires pour lesquels la présomption de paternité du mari lui semble souhaitable, le délégué du Gouvernement a modifié l'article 316 en projet comme suit :

"L'enfant né pendant le mariage ou dans les 300 jours au plus qui suivent la dissolution du mariage a pour père le mari".

.../...

Le Conseil d'Etat a fait observer au délégué du Gouvernement que :

1° la disposition maintient la présomption légale de paternité après un jugement de séparation de corps;

2° elle maintient également la présomption de paternité en cas de disparition du mari.

Sur ce second point, le délégué du Gouvernement est d'accord pour ajouter à la suite de l'article 316, un article nouveau qui serait rédigé comme suit :

"Article ... .-

La présomption de paternité prévue à l'article 316 n'est pas applicable à l'enfant né plus de 300 jours après la disparition du mari, en cas d'absence déclarée de celui-ci".

XXXIV. Article 26 du projet, article 317 du Code civil.

L'alinéa 1er a été retiré par le délégué du Gouvernement.

L'article 317, alinéa 2 nouveau, reprend la disposition énoncée actuellement à l'article 315, alinéa 2, tout en apportant à cette dernière disposition d'importantes modifications qui résultent du nouveau système établi par le projet en matière de filiation.

.../...

Ledit article 317, alinéa 2, pourrait être rédigé de manière à mieux indiquer qu'il a pour objet de résoudre un conflit de présomptions de paternité. Le texte suivant est proposé dans ce but :

"Article ... .-

...

Dans le cas où un enfant naît avant l'expiration de la période de trois cents jours suivant la dissolution ou l'annulation d'un mariage antérieur de sa mère, mais après la célébration d'un mariage ultérieur de celle-ci, cet enfant a pour père le nouveau mari. Toutefois, cette présomption de paternité peut être contestée conformément aux articles 318 et suivants; elle peut également l'être par le précédent mari".

XXXV. Article 26 du projet, article 318 du Code civil.

Le texte suivant, qui a reçu l'accord du délégué du Gouvernement est proposé pour le § 3 :

"§ 3. A moins que l'enfant ait la possession d'état à l'égard des deux époux, ou qu'il y ait eu réunion de fait de ceux-ci, la demande est déclarée fondée lorsque l'enfant est né plus de 300 jours après le procès-verbal prévu à l'article 1258 du Code judiciaire ou après la déclaration prévue à l'article 1289 du même Code et moins de 180 jours après le rejet définitif de la demande ou depuis la réconciliation des époux.

.../...

Même dans le cas visé à l'alinéa ler, la preuve de la paternité du mari de la femme peut être administrée au cours de la même action par toute voie de droit".

§ 4. L'expression "consentement à la conception" est manifestement inadéquate et on s'interroge sur la nature de l'acte auquel le mari doit consentir pour que sa paternité soit rejetée.

En outre, on peut se demander pourquoi le consentement du mari est de nature à priver la mère et l'enfant de l'action de contestation de la paternité.

XXXVI. Article 26 du projet, article 319 du Code civil.

Le § ler de cet article ne cite pas tous ceux qui peuvent contester la paternité du mari.

Selon le § 3, les héritiers du mari peuvent introduire cette demande après son décès.

Selon le § 4, les héritiers de l'enfant décédé peuvent l'introduire dans l'année qui suit son décès.

.../...

En ce qui concerne ces derniers, le délégué du Gouvernement a signalé qu'il y a lieu de remplacer le terme d' "héritier" par celui de "descendant".

Il s'indique cependant que le § ler fasse ressortir clairement que les héritiers de la mère sont exclus selon le projet.

Le § ler devrait être complété comme suit :

" ... ainsi que par les héritiers du mari et les descendants de l'enfant".

Le § 2 ne précise pas le délai accordé à l'enfant. Le délégué du Gouvernement est d'accord pour compléter ce paragraphe. Le texte suivant est proposé :

"§ 2. La demande du mari ou de la mère doit être introduite dans les cinq années à compter de la naissance. Si la demande est introduite après ce délai, le tribunal peut néanmoins la déclarer recevable pour de justes motifs.

La demande de l'enfant doit être introduite au plus tard dans les cinq années de sa majorité".

Le texte suivant est proposé pour les §§ 3 et 4.

"§ 3. Les héritiers du mari peuvent reprendre l'action introduite par celui-ci.

.../...

Si le mari est décédé alors que le délai d'introduction de la demande n'était pas expiré, ses héritiers peuvent introduire la demande dans l'année ... (la suite comme au projet).

§ 4. Les descendants de l'enfant peuvent reprendre l'action introduite par celui-ci.

Si l'enfant est décédé alors que le délai d'introduction de la demande n'était pas expiré, ses descendants peuvent introduire la demande dans l'année qui suit le décès".

XXXVII. Article 26 du projet, article 320 du Code civil.

Au troisième alinéa du § 1er, les mots "ou de ses héritiers" doivent être remplacés par "ou de ses descendants".

Le § 2 devrait être remplacé par le texte suivant, qui a reçu l'accord du délégué du Gouvernement :

"§ 2. Si la mère est décédée, la demande du mari ou de ses héritiers est dirigée uniquement contre l'enfant et la demande de l'enfant ou de ses descendants uniquement contre le mari.

.../...

Si le mari ou l'enfant est décédé, la demande est dirigée contre leurs héritiers et descendants.

Si l'enfant est décédé sans héritier, l'action est continuée contre le procureur du Roi".

XXXVIII. Article 26 du projet, article 321 du Code civil.

Il y aurait lieu de fusionner les deux premiers paragraphes comme suit :

"Le père, même mineur, peut reconnaître l'enfant par acte authentique lorsqu'il ne l'a pas fait dans l'acte de naissance",

ou si la proposition qui sera faite plus loin de faire des articles relatifs à la reconnaissance, des dispositions générales, est retenue :

"Une personne, même mineure, peut reconnaître l'enfant par acte authentique lorsqu'elle ne l'a pas fait dans l'acte de naissance".

XXXIX. Article 26 du projet, article 322 du Code civil.

Si la proposition dont il est question à l'observation précédente est retenue, l'article 322 devra être rédigé comme suit :

.../...

"Article 322.-

Lorsqu'un enfant est reconnu par plusieurs personnes du même sexe, seule la première reconnaissance ... (la suite comme au projet)".

XL. Article 26 du projet, article 323 du Code civil.

Tenant compte des diverses observations qui lui ont été présentées, le délégué du Gouvernement propose le texte suivant :

"Article 323. § ler. Toute reconnaissance peut être contestée par toutes voies de droit par tous ceux qui y ont intérêt, y compris par l'auteur de celle-ci.

§ 2. Lorsque celui qui a reconnu l'enfant, savait au moment où il a souscrit la reconnaissance, qu'il n'était pas l'auteur de l'enfant et lorsque la reconnaissance est déclarée nulle, à sa demande, il peut être condamné au paiement d'une pension pour l'entretien et l'éducation de l'enfant si celui-ci est mineur. L'article 338 est applicable".

Ce texte ne règle pas la situation de l'enfant majeur dont l'état qu'il possède paisiblement depuis sa naissance, est remis en question par l'auteur de la reconnaissance.

.../...

XLI. Les articles 321 à 323 devraient constituer des dispositions générales qui devraient être insérées entre les articles 331 et 332 du Code civil.

XLII. Article 26 du projet, article 324 du Code civil.

Le Gouvernement, par voie d'amendement, déclare abandonner l'alinéa 2 du nouvel article 324 qu'il remplace par un texte plus général faisant l'objet de l'article 333, c.

XLIII. Article 26 du projet, article 325 du Code civil.

Les alinéas 2 et 3 du § 1er doivent être fusionnés comme suit :

"Sauf s'il existe des doutes sérieux sur la paternité, celle-ci est présumée s'il est établi que le défendeur a cohabité avec la mère pendant la période légale de conception".

§ 2. A une question qui lui a été posée, le délégué du Gouvernement a déclaré que la disposition de ce paragraphe ne sera pas d'application lorsqu'il est établi que le défendeur n'est pas le père.

.../...

Le texte suivant, qui a reçu l'accord du délégué du Gouvernement est proposé :

"§ 2. Sauf s'il est établi que le défendeur n'est pas le père, le juge peut, sur demande introduite même par voie de conclusions, allouer à l'enfant une pension pour son entretien et son éducation dans les conditions prévues aux articles 336 et suivants, à l'exception de l'article 341, a, (341bis)".

XLIV. Article 26 du projet, article 326 du Code civil.

Le Conseil d'Etat propose le texte suivant qui traduit plus fidèlement les intentions du Gouvernement.

"Article 326.-

L'enfant est présumé, sauf preuve contraire, avoir été conçu à un moment quelconque de la période qui s'étend du 300ème jour au 180ème jour avant la date de sa naissance.

Sauf preuve contraire, la conception est considérée comme ayant eu lieu au moment qui est le plus favorable à l'enfant, compte tenu de l'objet de la demande introduite par celui-ci ou du moyen de défense qu'il propose".

XLV. Article 26 du projet, article 327 du Code civil.

Le texte suivant est proposé :

.../...

"Article 327.-

L'enfant dont la filiation est établie en vertu de la présomption de paternité prévue à l'article 316, ne peut faire l'objet d'une reconnaissance paternelle ni exercer l'action en recherche de paternité.

Toutefois, lorsque la présomption de paternité n'est pas corroborée par la possession d'état, la reconnaissance ... (la suite comme au projet).

Le demandeur doit appeler à la cause celui qui est désigné comme père à l'acte de naissance".

XLVI. Article 26 du projet, article 328 du Code civil.

Avec l'accord du délégué du Gouvernement, il est proposé d'omettre cet article.

XLVII. Article 26 du projet, article 330 du Code civil.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 330.-

§ 1er. La possession d'état s'établit par des faits qui, ensemble ou séparément, indiquent le rapport de filiation et de parenté entre une personne et la famille à laquelle elle est dit appartenir.

.../...

La possession d'état doit être continue.

§ 2. Les faits prévus au § 1er peuvent être notamment :

-que l'enfant a toujours porté le nom de celui dont on le dit issu;
-que celui-ci l'a traité comme son enfant; que l'enfant l'a traité comme son père ou comme sa mère;
-que cette personne a, en cette qualité, pourvu à son éducation et à son entretien;
-que l'enfant est reconnu pour tel par la famille et dans la société;
-que l'autorité publique considère l'enfant comme tel :

XLVIII. Article 26 du projet, article 331 du Code civil.

Afin d'assurer la concordance entre cet article et l'article 312, il est proposé de rédiger comme suit le début de l'article 331 :

"Sans préjudice de l'article 312, § 2, nul ne peut réclamer ... (la suite comme au projet)".

XLIX. Article 26 du projet, article 332 du Code civil.

Les premiers mots de la disposition en projet doivent se lire : "La reconnaissance et la recherche de paternité ou de maternité ne sont pas admises ...".

.../...

D'après les déclarations du délégué du Gouvernement, dès que le nom de la mère de l'enfant est mentionné dans l'acte de naissance de celui-ci, la reconnaissance et la recherche de paternité sont interdites.

Aussi longtemps que la filiation maternelle n'est pas établie, notamment parce que le nom de la mère n'a pas été mentionné dans l'acte de naissance de l'enfant, celui-ci peut faire l'objet d'une reconnaissance paternelle ou exercer l'action en recherche de paternité.

On doit aussi prévoir une troisième hypothèse, à savoir, que le père de l'enfant ait reconnu celui-ci avant que l'acte de naissance de l'enfant ait été dressé. D'après le délégué du Gouvernement, cette reconnaissance produit tous ses effets et elle ne fait pas obstacle à ce que l'officier de l'état civil requis ultérieurement de recevoir la déclaration de naissance y fasse mention du nom de la mère conformément à l'article 57 du Code civil ni à ce que cette mention ait l'effet prévu par l'article 312, § 1er, en projet.

Cette interprétation est conforme au texte de l'article 332 en projet, qu'il y aurait lieu d'amender si l'on voulait éviter que l'ordre de succession dans le temps de la reconnaissance paternelle et de la rédaction de l'acte de naissance ait pour effet de permettre l'établissement d'une double filiation dont l'article 332 prohibe le principe.

.../...

L. Article 26 du projet,
article 333 du Code civil.

Au § 2, il y a lieu de remplacer les mots "En cas de délit" par "En cas d'infraction".

Au même § 2, le texte ne règle pas la question de savoir si les questions d'état sont préjudicielles à l'égard d'autres juridictions que les tribunaux répressifs, notamment à l'égard des juridictions administratives.

LI. Article 26 du projet,
article 333, a, du Code civil.

Par souci de concordance avec les articles 725 et 906 du Code civil, il y a lieu de rédiger le texte comme suit :

"Article 333bis. Les actions relatives à la filiation ne sont pas recevables si l'enfant n'est pas né viable".

LII. Article 26 du projet,
article 333, b, du Code civil.

Le début de cet article devrait se lire :

"Lorsque la loi ne prévoit pas ...".

.../...

LIII. Article 26 du projet,
articles 333, c, et 333, d, du Code civil.

A la suite des observations qui lui ont été faites, le délégué du Gouvernement propose de remplacer les articles 333, c, et 333, d, en projet, par les textes suivants :

"Article 333quarto. § 1er. L'action en réclamation d'état appartient à l'enfant et à chacun de ses père et mère personnellement.

Après le décès de l'enfant, elle peut également être intentée par ses descendants ou héritiers.

Ceux-ci ne peuvent toutefois intenter l'action si l'enfant est décédé depuis plus de cinq ans à compter de sa majorité ou de son émancipation.

L'action est dirigée, par le père contre l'enfant et la mère prétendue, par la mère contre l'enfant et le père prétendu, par l'enfant contre l'auteur prétendu et le père ou la mère.

En cas de décès du défendeur, l'action est intentée contre ses héritiers ou descendants ou à leur défaut contre l'Etat.

§ 2. Sans préjudice des dispositions des articles 319 et 320 :

-l'action en contestation d'état peut être intentée par tout intéressé;

.../...

-la demande du père est dirigée contre l'enfant et la mère;
-la demande de la mère est dirigée contre l'enfant et le père;
-la demande de l'enfant est dirigée contre le père et la mère;
-la demande des tiers est dirigée contre l'enfant, le père et la mère.

Article 333quinto. Les actions relatives à la filiation ne peuvent faire l'objet de renonciation.

Les héritiers peuvent poursuivre l'action déjà engagée, à moins qu'il n'y ait eu un désistement d'instance expres".

LIV. Article 26 du projet, article 333, e, du Code civil.

La rédaction suivante est proposée pour cet article :

"Article 333sexies. Dans une action relative à sa filiation, l'incapable ne peut être représenté par son père ni par sa mère. En ce cas, le conseil de famille lui désigne un représentant spécial à la requête de tout intéressé ou du procureur du Roi.

La personne pourvue d'un administrateur provisoire peut être représentée par celui-ci à moins qu'il ne soit le père ou la mère de cette personne".

.../...

LV. Article 26 du projet,
article 333, f, du Code civil.

Des explications données par le délégué du Gouvernement, il ressort :

1° que la décision de procéder à un examen hématologique n'est pas susceptible d'exécution forcée contre le gré des personnes qui y sont soumises et qu'il appartiendra aux tribunaux de déduire les conséquences du refus par une partie de s'y soumettre.

2° que la détermination de la personne ayant qualité pour autoriser un prélèvement de sang sur la personne d'un enfant mineur obéira au droit commun de l'autorité parentale.

LVI. Article 26 du projet,
article 333, g, du Code civil.

Le second alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"Le juge peut ordonner même d'office que soient appelés à la cause tous les intéressés auxquels il estime que la décision doit être rendue commune".

LVII. Article 26 du projet,
article 333, h, du Code civil.

L'article 333, h, en projet est rédigé comme suit :

.../...

"Article 333, h. Le dispositif de tout jugement ou arrêt faisant droit à une demande relative à la filiation est, dans les quatre mois, signifié ou remis contre accusé de réception, par la partie la plus diligente, à l'officier de l'état civil compétent.

A défaut de l'accomplissement de cette formalité dans le délai prescrit, la décision est réputée non avenue. Une prorogation du délai peut être accordée à moins qu'il ne soit établi que celui qui a obtenu le jugement ou l'arrêt y a renoncé.

Le délai de quatre mois commence à courir, à l'égard des jugements, à l'expiration du délai d'appel et, à l'égard des arrêts, à l'expiration du délai de pourvoi en cassation ou à dater du prononcé de l'arrêt rejetant le pourvoi.

L'officier de l'état civil compétent est celui du lieu où l'acte de naissance de l'enfant a été dressé ou transcrit. Si l'acte de naissance n'est pas inscrit en Belgique, l'officier de l'état civil compétent est celui du lieu du domicile ou de la résidence de l'enfant en Belgique ou, à défaut, celui du premier district de Bruxelles.

Dans le mois de la signification ou de la remise, l'officier de l'état civil transcrit le dispositif dans ses registres; mention en est faite en marge des actes concernant l'état civil de l'enfant".

Suivant une tendance qui s'est déjà exprimée dans la loi du 14 décembre 1970 sur le désaveu de paternité, le

.../...

projet contient une disposition générale, l'article 333, h, en vertu duquel la décision rendue sur une question de filiation est, à défaut de transcription dans le délai légal, "réputée non avenue".

D'après le délégué du Gouvernement, cette disposition est destinée à garantir la mise en concordance des registres de l'état civil avec les modifications apportées à l'état des personnes par jugement. Ce résultat peut aisément être obtenu en chargeant le ministère public de veiller à la transcription du dispositif des décisions relatives à la filiation. La sanction prévue par l'article 333, h, alinéa 2 en projet, paraît disproportionnée avec le résultat qu'on veut atteindre.

La formalité de la transcription et sa sanction sont manifestement empruntées aux règles traditionnelles en matière de divorce, de séparation de corps et d'adoption. Toutefois, il s'agit dans ces dispositions de jugements constitutifs d'un état nouveau. Dans le cas du divorce, la formalité incombe à l'époux qui a obtenu le divorce pour cause déterminée, aux deux époux en cas de divorce par consentement mutuel. L'inaccomplissement de la formalité peut s'interpréter comme la volonté de renoncer aux effets du jugement ayant admis le divorce.

Au contraire, la plupart des jugements relatifs à la filiation sont déclaratifs de droit : ils constatent quelle est légalement la situation des parties quant à leur filiation. Il ne paraît pas raisonnable qu'une décision judiciaire de cette nature soit réputée "non avenue" à défaut d'accomplissement d'une formalité laissée à "la partie la plus diligente".

.../...

Au cas par exemple où une reconnaissance de paternité prohibée par la loi vient à être annulée, il ne convient pas que par l'expiration du délai de transcription, les parties puissent énerver l'effet de la décision. Il faudrait aussi s'interroger sur l'autorité de la chose jugée s'attachant à une décision ayant tranché un litige mais que la loi répute "non avenue".

En ne prévoyant pas à quelle date la décision judiciaire soumise à la transcription produit ses effets, l'article 333, h, en projet se réfère implicitement au droit commun : ainsi, les effets des jugements déclaratifs d'état, tels ceux qui mettent fin à une contestation relative à la paternité ou à la maternité d'un enfant, remontent à la date de naissance de celui-ci, puisqu'ils constatent l'état que l'enfant a toujours eu. Entre le jour du prononcé du jugement ou de l'arrêt et la date à laquelle aura été accomplie la formalité prévue par l'alinéa 1er de la disposition précitée, l'état de la personne intéressée sera incertain puisque tant que la formalité n'aura pas été accomplie, cette personne continuera à jouir de l'état que la décision aura cependant modifié.

Pareille incertitude est aggravée et prolongée de manière à peu près indéfinie en raison de la faculté reconnue par la deuxième phrase de l'alinéa 2 en projet, non sans doute d'obtenir "une prorogation du délai" mais d'être relevé de la déchéance encourue. Comme la disposition ne prévoit pas l'autorité compétente pour prendre cette mesure ni les motifs pour lesquels elle pourra ou devra relever de la déchéance,

.../...

la décision "réputée non avenue" aura pour effet de jeter une grave incertitude sur la filiation de l'intéressé, au moins jusqu'à ce que la personne ayant "obtenu le jugement ou l'arrêt" y ait renoncé.

Formulée en termes aussi généraux, la faculté de renonciation à la filiation constatée par une décision judiciaire suscite, elle aussi, d'assez graves objections. Dans le cas de l'actuel désaveu de paternité, le mari qui n'a pas accompli la formalité prévue par l'article 318, alinéa 3, du Code civil, peut être réputé avoir renoncé à se prévaloir du désaveu, ce qui est parfaitement compatible avec le caractère unilatéral du désaveu et avec la politique restrictive poursuivie jusqu'ici par le législateur en ce domaine. En revanche, il paraît peu en harmonie avec un système qui, selon l'exposé des motifs, poursuit "l'établissement de la vérité biologique" de permettre à celui qui aura fait apparaître une filiation véritable de renoncer à ce que celle-ci se substitue à une filiation jugée fausse. De plus, dans les cas où la décision judiciaire aura sanctionné une illégalité, par exemple, en annulant une reconnaissance de paternité ou de maternité contraire à la loi, il paraît contraire aux principes traditionnels relatifs à l'état de personnes de laisser à la disposition des parties intéressées un élément de leur filiation qui intéressera le plus souvent l'ordre public.

Le délégué du Gouvernement a marqué son accord pour que l'article 333, h, soit rédigé de la manière suivante :

.../...

"Article 333octies. Le dispositif de tout jugement ou arrêt définitif faisant droit à une demande relative à la filiation est signifié, dans les deux mois, par les soins du ministère public, à l'officier de l'état civil du lieu où l'acte de naissance a été dressé ou transcrit.

Si l'acte de naissance n'est pas inscrit en Belgique, l'officier de l'état civil compétent est celui du lieu du domicile ou de la résidence de l'enfant en Belgique ou, à défaut, celui du premier district de Bruxelles.

Dans le mois de la signification ou de la remise, l'officier de l'état civil transcrit le dispositif dans ses registres; mention en est faite en marge des actes concernant l'état civil de l'enfant".

LVIII. Article 26 du projet, article 334 du Code civil.

Le Gouvernement est d'accord pour remplacer le mot "famille" par les mots "parents et alliés".

*

Le projet ne prévoit pas quels seront les effets de la suppression de toute distinction entre les enfants légitimes et les enfants naturels sur les concessions de noblesse.

.../...

En ce qui concerne les titres déjà concédés et qui limitent à la descendance légitime leur transmission héréditaire, il faut se demander si le maintien de cette distinction est compatible avec la volonté exprimée par le Gouvernement dans le présent projet. Il faut se demander aussi si le Roi pourra, dans les concessions ultérieures de noblesse, en limiter la transmission aux seuls enfants légitimes.

LIX. Article 26 du projet, article 335 du Code civil.

En présence des difficultés que suscite le § 3 de cet article et qui ont été exposées au délégué du Gouvernement, celui-ci a déclaré que ce paragraphe doit être supprimé.

LX. Article 26 du projet, article 336 du Code civil.

D'accord avec le délégué du Gouvernement, il est proposé de supprimer les alinéas 2 et 3 de cet article.

Au 4ème alinéa, les mots "pour cause de parenté" peuvent être supprimés.

LXI. Article 26 du projet, article 337 du Code civil.

Selon les précisions données par le délégué du Gouvernement, le but de l'article est d'assurer à l'enfant une éducation correspondant à l'état social du débiteur.

.../...

D'accord avec le délégué du Gouvernement, la rédaction suivante est proposée pour cet article :

"Article 337. Le montant de la pension est fixé d'après les besoins de l'enfant et les ressources et possibilités du débiteur et de la mère.

Pour apprécier les besoins de l'enfant, le juge peut tenir compte de la situation sociale du débiteur.

La pension est susceptible d'être modifiée conformément à l'article 209".

LXII. Article 26 du projet, article 338 du Code civil.

Au premier alinéa, il y a lieu de supprimer les mots "lorsque et".

De l'accord du délégué du Gouvernement, le second alinéa devrait être rédigé comme suit :

"La pension reste également due au-delà de la majorité de l'enfant dans la mesure où il est encore dans le besoin, sauf si cet état lui est imputable".

LXIII. Article 26 du projet, article 339 du Code civil.

Le texte suivant, qui a reçu l'accord du délégué du Gouvernement, est proposé :

.../...

"Article 339. La charge de la pension se transmet à la succession du débiteur.

A défaut d'action intentée contre celui qui a eu des relations avec la mère, sa succession doit des aliments à l'enfant conformément à l'article 205, §§ 3 et 4".

LXIV. Article 26 du projet, article 340 du Code civil.

De l'accord du délégué du Gouvernement, cet article doit être complété comme suit :

" ... ou si l'enfant est adopté".

LXV. Article 26 du projet, article 341 du Code civil.

Afin de respecter le droit de créance quant à des dettes d'entretien restées impayées, il y a lieu avec l'accord du délégué du Gouvernement, de compléter le texte comme suit : "Toutefois ceux-ci peuvent suivre l'action commencée".

LXVI. Article 26 du projet, article 341, a, du Code civil.

Au premier alinéa, les mots "qui veut intenter l'action" peuvent être supprimés.

.../...

D'accord avec le délégué du Gouvernement, le second alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"Le président fixe les jour et heure où les parties comparaîtront devant lui. La convocation à comparaître est faite sous pli judiciaire".

LXVII. Article 26 du projet, article 341, b, du Code civil.

De l'accord du délégué du Gouvernement, le texte suivant est proposé :

"Article 341ter. L'action est rejetée si le défendeur établit par toutes voies de droit qu'il ne peut être le père ou que la mère était d'une inconduite notoire".

LXVIII. Article 26 du projet, article 341, c, du Code civil.

De l'accord du délégué du Gouvernement, le texte suivant est proposé pour le 1er alinéa de cet article :

"Si le défendeur allègue que pendant la période légale de la conception, la mère a eu des relations avec un ou plusieurs hommes autres que le défendeur, le juge peut, en l'absence d'autres éléments de décision ordonner, même d'office, que le défendeur les appellera à la cause.

.../...

Sur cette action, le juge peut mettre la pension pour l'entretien et l'éducation de l'enfant à charge du défendeur et des intervenants chacun dans la mesure qu'il appréciera".

Le délégué du Gouvernement a fait savoir au Conseil d'Etat que le second alinéa doit être supprimé.

Observations sur le chapitre V du projet relatif à l'adoption et à la légitimation par adoption.

LXIX. Article 30.

Le second alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"En outre, il doit avoir au moins 15 ans de plus que l'adopté; toutefois, si l'adopté est l'enfant ou l'enfant adoptif du conjoint même décédé de l'adoptant, il suffit que ce dernier ait 10 ans de plus que l'adopté".

LXX. Article 32.

Au 3. le mot "valablement" qui ne figure pas dans le texte actuel, n'apporte aucune précision utile. Il doit être supprimé.

LXXI. Article 33.

De l'accord du délégué du Gouvernement, il y a lieu d'ajouter au texte proposé par le projet, les mots

.../...

"agissant conjointement" après les mots "père et mère" et de compléter le texte par l'alinéa suivant :

"Il en est de même pour le père ou pour la mère lorsque le consentement de l'un d'eux suffit à l'adoption".

LXXII. Article 34.

Dans un but de clarté, il est préférable de reprendre l'ensemble de l'alinéa 1er du § 3 en le modifiant comme suit :

"Le greffier transmet la requête au procureur du Roi. Celui-ci recueille tout renseignement utile et notamment l'avis des père et mère de l'adopté et, le cas échéant, de son tuteur, ainsi que des enfants de l'adoptant s'ils ont atteint l'âge de 21 ans. Si l'un de ces enfants n'a pas atteint l'âge de 21 ans, l'avis de leur père ou mère, autre que l'adoptant, même divorcé ou séparé de corps, doit être recueilli.

L'avis des père et mère qui ont déclaré laisser le choix de l'adoptant ou des adoptants à un tiers, ne doit pas être recueilli".

*

A la quatrième proposition de modification de l'article 350 du Code civil, les mots "deux fois" doivent être supprimés.

.../...

LXXIII. Article 35.

L'alinéa 1er de l'article 353, § 1er, du Code civil, prévoit que le tribunal peut prononcer l'adoption s'il juge abusif le refus des personnes dont le consentement à l'adoption est exigé par l'article 348. L'alinéa 2 prévoit cependant qu'en cas de refus des père et mère ou de celui qui a la garde de l'enfant, l'adoption ne peut être prononcée par le tribunal que si celui dont émane le refus "s'est désintéressé de la personne de l'enfant ou en a compromis la santé, la sécurité ou la moralité".

Le texte en projet ajoute à cette disposition, une deuxième cause pour laquelle l'adoption peut être "prononcée" et non homologuée. Il y a toutefois trois différences notables entre le contenu de ce texte et l'actuel article 353, § 1er :

1° Au lieu de prononcer l'adoption en passant outre à un refus qualifié d'abusif, la nouvelle disposition permet de ne pas recueillir le consentement des père et mère.

2° La disposition nouvelle définit le désintérêt des père et mère, ce que ne fait pas l'article 353, § 1er, alinéa 2.

3° La disposition prévoit que l'adoption ne sera pas prononcée "si un membre de la famille se déclare disposé à assurer lui-même la garde de l'enfant ...".

.../...

Le cumul des deux causes pour lesquelles l'adoption peut être prononcée paraît d'autant moins satisfaisant qu'à côté d'un élément commun (le désintérêt des père et mère) elles se distinguent sur les trois points qui viennent d'être énumérés.

Si, comme le prévoit le projet du Gouvernement, les deux causes sont maintenues séparément, une série de problèmes risquent de se poser. Pour n'être pas légalement défini, le désintérêt de l'alinéa 2 est-il différent de celui dont l'alinéa 4 donne une définition ? La faculté pour un membre de la famille d'assurer lui-même la garde de l'enfant, vaut-elle pour l'hypothèse du refus abusif comme pour celle de l'adoption prononcée sans que soit recueilli le consentement des père et mère ? Si l'enfant n'a qu'un père ou qu'une mère, la cause prévue par les alinéas 3 et suivants s'ajoute-t-elle au refus abusif, alors que l'alinéa 3 vise seulement le désintérêt du père et de la mère ? Le seul moyen d'éviter ces difficultés consiste à fusionner les dispositions anciennes et les dispositions nouvelles, ou à supprimer des alinéas 1er et 2 du texte actuel de l'article 353, § 1er, les éléments qui font double emploi avec la disposition nouvelle.

LXXIV. Article 36.

Par voie d'amendement, le Gouvernement a soumis au Conseil d'Etat un texte nouveau rédigé comme suit :

.../...

A l'article 354 du même Code, modifié par la loi du 21 mars 1969, sont apportées les modifications suivantes :

"Article 354. Le dispositif d'un jugement ou d'un arrêt définitif relatif à une adoption, est signifié dans les deux mois, par les soins du ministère public, à l'officier de l'état civil du lieu de résidence en Belgique de l'adoptant ou de l'un des époux adoptants.

A défaut de résidence en Belgique de l'adoptant ou de l'un des époux adoptants, l'officier de l'état civil compétent est celui du lieu de résidence en Belgique de l'adopté ou de l'un des adoptés.

Si aucun des adoptants ni des adoptés n'a de résidence en Belgique, l'officier de l'état civil du premier district de Bruxelles est compétent.

Dans le mois de la signification, l'officier de l'état civil transcrit sur les registres le dispositif du jugement ou de l'arrêt. Mention de la transcription est faite en marge des actes intéressant l'état civil de l'adopté et de ses descendants nés avant l'adoption".

Cette rédaction n'appelle pas d'observation.

LXXV. Article nouveau à insérer après l'article 36.

Après l'article 36 du projet, il y a lieu d'insérer un article modifiant l'article 355 du Code civil, dans lequel

.../...

les mots "ou la remise" doivent être supprimés.

LXXVI. Article 37.

Il y a lieu de rédiger cet article comme suit :

"Article ...

A l'article 358, § 3, du même Code, modifié par la loi du 21 mars 1969 ..."(la suite comme au projet).

LXXVII. Article 38.

La rédaction suivante est proposée :

"Article ...

A l'article 359, § 1er, du même Code, modifié par la loi du 21 mars 1969, le mot "légitimes" est supprimé".

LXXVIII. Article 39.

Le texte suivant est proposé :

"Article ...

A l'article 361 du même Code, modifié par la loi du 21 mars 1969, sont apportées les modifications suivantes :

1° ...
2° ...
3° ...
4° ...

.../...

5° au § 3, alinéa 1er, les mots "puissance paternelle" sont remplacés par les mots "autorité parentale";

6° comme au point 5 du projet en supprimant les mots "trois fois".

LXXIX. Article 40.

Au liminaire de cet article, les mots "remplacé par la loi du 21 mars 1969" doivent être remplacés par "modifié par la loi du 21 mars 1969".

La même observation vaut pour les articles 41 à 44 et 46 à 48.

Par ailleurs, à l'article 362nouveau, il y a lieu d'écrire : "des deux adoptants, postérieur au jugement ou à l'arrêt".

LXXX. Article 41.

A cet article, il y a lieu de supprimer les mots "une fois" et "deux fois".

LXXXI. Article 42.

Dans cet article il faut lire : "les mots "légitime" et "légitimes" sont supprimés".

.../...

LXXXII. Article 46.

Au § 2 de l'article 368nouveau, les mots "où est déposé la requête en prononciation de cette adoption" doivent être remplacés par "où est déposée la requête tendant à faire prononcer l'adoption".

LXXXIII. Article 47.

Au § ler du nouvel article 369, les mots "relatifs aux formes de l'adoption" peuvent être supprimés.

Du fait de la citation au § ler et de la rédaction nouvelle de l'article 354, le § 2 n'a plus d'objet et doit être supprimé.

Pour éviter la "découverte" par les tiers, et par l'enfant lui-même, de l'adoption plénière dont il a été l'objet, le projet organise la confection d'un acte de "naissance fictif" et la disparition par incommunicabilité des actes concernant son état civil d'origine ou ceux de ses descendants nés avant l'adoption plénière (§§4 et 5).

.../...

Le dispositif de la décision homologuant ou prononçant l'adoption plénière est sans doute signifié ou remis contre accusé de réception à l'officier de l'état civil du lieu où l'acte de naissance a été dressé ou inscrit; mais il ne sera pas transcrit dans ses registres ni même mentionné en marge de l'acte de naissance contrairement à ce que dit l'exposé des motifs. Le projet se borne à prévoir que l'officier de l'état civil "dresse", sur base de ce dispositif, un nouvel acte de naissance (§ 3), lequel ne contiendra plus d'indication de la filiation d'origine, pas plus que de la filiation adoptive plénière, mais énoncera que l'enfant est né de celui ou de ceux qui ont fait l'adoption et que sa naissance a été déclarée par eux (§ 3).

Il sera fait mention de ce "nouvel acte de naissance" en marge de l'acte de naissance originel et des autres actes concernant l'état civil de l'enfant et de ses descendants avec l'en-tête (pour l'enfant) "Adoption plénière - ne peut pas être communiqué" (§ 4) et il ne pourra plus être délivré de copies ou d'extraits des actes portant cette mention marginale qu'au Ministre de la Justice, aux procureurs généraux près les cours d'appel et aux procureurs du Roi (§ 5), ce qui déroge à l'article 45, y compris à son alinéa 2, modifié par le projet. Ainsi toute liaison devient pratiquement impossible, à l'examen des actes, entre la filiation d'origine et la filiation adoptive et vice-versa.

Les grandes lignes de ce système avaient été imaginées au cours des travaux préparatoires de la loi française du 11 juillet 1966. Le Répertoire civil Dalloz, 2ème éd., V° Adoption,

.../...

par Ghestin, écrit à ce sujet (n° 193) : "Mais au cours des débats parlementaires, il est apparu "qu'une telle mesure risquerait de jeter le discrédit sur l'authenticité des actes de l'état civil". Il a également été tenu compte de l'avis des spécialistes en matière d'adoption qui recommandent de ne pas cacher la vérité à l'enfant. Cette connaissance, en effet, n'est le plus souvent traumatisante que dans la mesure où cette révélation est tardive".

Le système envisagé apparaît de nature à soulever de nombreuses difficultés pratiques chaque fois que soit l'enfant, soit des tiers, seront amenés à devoir justifier de la filiation d'origine de l'enfant pour en faire valoir les effets qu'elle a réellement produits avant la réception de l'acte d'adoption plénière et que cet acte ne supprime nullement.

A titre d'exemples, on peut citer le cas d'une succession ouverte au profit de l'enfant avant son adoption : comment établira-t-on son lien de parenté ? Comment les tiers croiront-ils que la succession est dévolue ? Comment si un bien a été cédé par l'enfant devenu majeur, mais acquis par lui avant l'adoption, sera-t-il possible d'établir l'origine de propriété dans l'acte de revente ou de constitution d'hypothèque ? Si un fait de l'enfant mineur donnant naissance à la responsabilité civile de ses père et mère, a été commis avant l'acte d'adoption, la victime va-t-elle assigner l'auteur de l'adoption plénière ? Si l'enfant a acquis une nationalité par filiation, les effets qu'elle a produits jusqu'à l'adoption seront liés à la filiation d'origine; comment l'établira-t-on ? Les empêchements à mariage pour cause de parenté (d'origine

.../...

subsistent (art. 48 du projet - art. 370, § ler, al. 2). Comment en connaîtra-t-on l'existence ?

Il semble qu'en tous cas, comme il a été dit à propos de l'article 45 du Code civil, il faudrait permettre à des tiers d'être autorisés à effectuer des recherches déterminées dans les actes relatifs à l'état civil de l'intéressé, et à en obtenir des copies.

L'enfant lui-même devrait, s'il le veut, obtenir cette autorisation.

De toute manière, est-il nécessaire que la loi prenne, même dans un but légitime, l'initiative de faire dresser des actes en réalité fictifs et inexacts et de porter ainsi atteinte au crédit des actes de l'état civil ? Si l'on pense que cela peut permettre d'espérer que l'enfant ignorera son adoption, ne suffirait-il pas de préciser dans la loi ce que contiendra l'extrait demandé d'un acte de naissance d'un enfant qui a fait l'objet d'une adoption plénière? Sous réserve de cette observation, les dispositions des §§ 3 à 5 devraient faire l'objet d'un article 369bis.

La disposition qui forme le § 6 et qui concerne une autre matière, trouverait mieux sa place sous la forme d'un § 2 de l'article 369.

.../...

LXXXIV. Article 48.

Il y a lieu de rédiger le § 4 de l'article 370 comme suit :

"L'établissement de la filiation d'un enfant, après le jugement ou l'arrêt ... (la suite comme au projet)".

Observations sur le chapitre VI relatif à la puissance paternel

LXXXV. Article 50.

Au second alinéa de l'article 373, il y a lieu, de l'accord du délégué du Gouvernement, d'insérer les mots "notamment s'ils sont divorcés ou séparés de corps" après les mots "ne vivent pas ensemble" et d'insérer une virgule entre les mots "de la jeunesse" et "uniquement".

LXXXVI. Article 51.

Cet article entraîne l'abrogation de l'article 141 et la mise en harmonie des articles 142 et 143 ainsi que de l'intitulé du chapitre dans lequel ces articles sont contenus.

Ces modifications ont été proposées plus haut (observation XIII).

LXXXVII. Article 53.

Cet article devrait être supprimé moyennant une adaptation des modifications qui seront apportées à l'article 1186 du Code judiciaire (Observation , C III).

.../...

LXXXVIII. Article 54.

L'alinéa 3 du futur article 384 pourrait faire croire qu'il déroge à l'article 600 du Code civil, ce qui n'est pas dans les intentions du Gouvernement.

Le délégué du Gouvernement est d'accord pour supprimer cet alinéa.

LXXXIX. Article 55.

L'abrogation de l'article 386 du Code civil entraîne la nécessité de remplacer le mot "elle" par les mots "ce droit" au début de l'article 387.

Observations sur le chapitre VII du projet relatif à la minorité, à la tutelle et à l'émancipation.

XC. Article 56.

Le texte suivant est proposé :

"Article ... .-

L'article 389 du même Code, modifié par les lois du 8 avril 1965 et du 1er juillet 1976, est abrogé".

XCI. Article 60.

La rédaction suivante est proposée :

.../...

"Article ....-

Sont abrogés dans le même Code :

1° l'article 396bis, y inséré par la loi du 7 mars 1938 et modifié par la loi du 10 mars 1975;

2° l'article 401bis, y inséré par la loi du 7 mars 1938".

XCII. Article 61.

Le texte suivant, qui a reçu l'accord du délégué du Gouvernement est proposé pour l'article 405.

"Article 405. Lorsqu'un enfant mineur et non émancipé n'a ni père, ni mère, ni tuteur élu par ses père ou mère, ni ascendant, ou lorsque le tuteur est excusé ou vient à cesser ses fonctions, il est pourvu par le conseil de famille à la désignation d'un tuteur.

Les fonctions du tuteur désigné prennent fin lorsque la filiation est établie postérieurement à sa désignation.

Cependant, si la reconnaissance est contestée, l'auteur ayant reconnu et étant devenu tuteur reste en fonctions jusqu'au jugement ou arrêt définitif".

XCIII. Article 64.

Au début de cet article, il y a lieu d'écrire "A l'article 4, alinéa 3, du chapitre IIbis ...".

*

.../...

XCIV.

Le projet pourrait être l'occasion de donner aux articles 1er à 6 de la loi du 21 mars 1969 un numérotage qui insérerait ces articles dans le Code civil.

Il serait d'autant plus important de procéder ainsi que ces articles font l'objet d'un chapitre IIbis de ce Code.

Ce numérotage pourrait se faire 475bis, ter, etc ...

La rédaction suivante est proposée :

"Les articles 1er à 6 du chapitre IIbis, inséré dans le titre X du livre 1er du Code civil par l'article 3 de la loi du 21 mars 1969 forment les articles 475bis, 475ter ...".

XCV. Article 65.

Le texte suivant est proposé :

"Article ... .-

L'article 497 du même Code, modifié par les lois du 8 avril 1965 et du 10 mars 1975, est complété par l'alinéa suivant : "...".

XCVI. Articles 66 et 67.

Le début du liminaire de ces articles doit se lire :

"A l'article ..., alinéa ...".

.../...

XCVII. Article 68.

La rédaction suivante est proposée :

"Article ... .-

A l'article 487quater, inséré dans le même Code par la loi du 29 juin 1973, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots "la puissance paternelle" sont remplacés par les mots "l'autorité parentale";

2° l'article est complété par l'alinéa suivant : "...".

Observations sur le chapitre VIII du projet relatif aux successions.

XCVIII. Article 74.

En abrogeant les articles 756 à 766 du Code civil, l'article 74 du projet supprime les dispositions particulières prévues par les articles 762 à 764 en ce qui concerne les enfants adultérins et les enfants incestueux. Ces deux qualifications sont éliminées des dispositions en projet. Après l'entrée en vigueur de celles-ci, la première notion aura perdu toute portée juridique. En revanche, l'article 332 du Code civil en projet maintient la prohibition de la reconnaissance et de la recherche de paternité ou de maternité quand elles sont de nature à faire apparaître qu'il existe entre les père et mère un lien de parenté en ligne directe ou qu'ils sont frère et soeur.

.../...

Il est toutefois possible qu'une telle filiation soit légalement établie, notamment en raison de l'interprétation donnée par le délégué du Gouvernement à l'article 332 du Code civil en projet (voy. ci-dessus l'observation relative à cet article). Si une telle solution est adoptée par le législateur, l'enfant pourra faire valoir ses droits successoraux à l'égard de ses deux auteurs, même si les deux filiations légalement établies font apparaître entre ceux-ci l'empêchement de mariage visé à l'article 332.

Au cas où la filiation paternelle de l'enfant ne peut pas être établie, l'article 336, dernier alinéa, en projet, permet à l'enfant d'obtenir de l'homme qui a eu des relations avec sa mère une pension alimentaire, transmissible à la succession du débiteur, conformément à l'article 339 en projet.

En revanche, si la filiation paternelle est établie en premier lieu, conformément à l'interprétation donnée à l'article 332 en projet par le délégué du Gouvernement, cette disposition interdit l'établissement de la maternité, et l'enfant ne peut faire valoir aucun droit, ni contre la femme qu'il prétend être sa mère ni, après le décès de celle-ci, contre sa succession.

XCIX. Article 75.

La rédaction suivante est proposée :

"Au 5, il y a lieu de remplacer les mots "qu'il a eus avec le défunt" par les mots "de leurs enfants communs ou adoptés".

.../...

Observations sur le chapitre IX du projet relatif aux donation entre vifs et aux testaments.

C. Article 79.

Au nouvel article 960, les mots "par la survenance d'un enfant légitime du donateur, même d'un posthume, ou par la légitimation d'un enfant naturel par mariage subséquent, "s'il est né depuis la donation" doivent être remplacés par les mots "par la naissance, après la donation, d'un enfant du donateur même s'il est né après le décès de ce dernier ou si la filiation est établie après ce décès".

CI. Article 81.

Le délégué du Gouvernement propose l'amendement suivant qui ne soulève pas d'observation du Conseil d'Etat.

"Les articles 1098 et 1465 du même Code sont abrogés"

Observations sur le chapitre X relatif aux modifications au Code judiciaire.

CII. Article nouveau à insérer avant l'article 82.

Il y a lieu de mettre l'article 591, 7°, du Code judiciaire en harmonie avec les modifications envisagées au Code civil par la suppression dans cette disposition de la mention des articles 762 et 763 du Code civil et par le remplacement de la mention de l'article 340bis par la mention de l'article 336.

.../...

CIII. Article nouveau à insérer après l'article 82.

Le projet ne modifie pas l'article 1181 du Code judiciaire, alors que la curatelle au ventre est abrogée par l'article 58 du projet et que les articles 391 et 392 du Code civil, relatifs au conseil spécial de la mère tutrice, ont été abrogés par la loi du 10 mars 1975.

Il s'indiquerait donc d'insérer dans le projet un article qui modifie l'article 1181 du Code judiciaire.

Le texte suivant est proposé :

"Article ... .-

A l'article 1181 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots "du curateur au ventre et du conseil spécial de la mère tutrice" sont supprimés;

2° l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante : "Dans les autres cas, le subrogé tuteur a la faculté d'assister aux opérations d'inventaire".

CIV. Article 83.

Le délégué du Gouvernement, par voie d'amendement, propose le texte suivant qui ne soulève pas d'observation du Conseil d'Etat.

"Article ... .-

L'article 1186, alinéa 3, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Si les mineurs se trouvent sous l'autorité parentale de leur père et mère, la vente doit être autorisée par le tribunal de première instance sur requête présentée par l'un des père et mère, l'autre étant entendu ou, à tout le moins, appelé".

*

CV. Articles nouveaux à insérer après l'article 83.

Après l'article 83, il y a lieu d'insérer des articles modifiant les articles 1253bis et suivants du Code judiciaire ainsi que l'intitulé du chapitre qui les contient, de même que l'article 1412 comme il est signalé dans les observations sur les articles 22 et 23 du projet (articles 203 b et c du Code civil).

Observations sur le chapitre XI relatif aux modifications au Code pénal.

CVI. Articles nouveaux à insérer avant l'article 86.

Il y aurait lieu d'insérer dans le projet des articles modifiant les articles 263 et 264 du Code pénal à la suite des modifications apportées à diverses dispositions du Code civil.

Les textes suivants sont proposés :

.../...

"Article ... .-

L'article 263 du Code pénal est remplacé par la disposition suivante :

"Article 263. Sera puni d'une amende de vingt-six francs à trois cents francs l'officier de l'état civil qui aura contrevenu à l'une des dispositions des articles 34 à 44, 45, § 1er, alinéa 1er, 57bis et 79 du Code civil. Sera puni de la même peine en vertu de l'article 45 du même Code l'agent spécialemer délégué par l'officier de l'état-civil qui contrevient aux dispositions de cet article".

Article ... .-

L'article 264 du même Code, modifié par la loi du 15 juin 1951 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 264. Sera puni d'une amende de cent francs à cinq cents francs, l'officier de l'état civil qui aura contrevenu à l'une des dispositions des articles 45, § 1er, alinéa 2, et 369, §§ 3 à 5, du Code civil".

Article ... .-

L'article 265 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 265. Sera puni d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs l'officier de l'état civil :

1° qui aura procédé à la célébration d'un mariage sans s'être assuré de l'existence des consentements requis;

.../...

2° qui aura négligé d'énoncer dans l'acte de mariage les consentements requis;

3° qui aura procédé à la célébration d'un mariage sans exiger la preuve que le futur a satisfait aux lois sur la milice".

Le délégué du Gouvernement a marqué son accord sur ces textes.

CVII. Article 87.

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"A l'article 360bis, alinéa 2, du même Code, y inséré par la loi du 15 mai 1912, les mots : ...".

CVIII. Article 89.

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"A l'article 391bis du même Code, y inséré par la loi du 14 janvier 1928 et modifié par la loi du 5 juillet 1963, sont apportées les modifications suivantes :".

Le 1. devrait être rédigé comme suit :

"1. Le deuxième alinéa est remplacé par la disposition suivante :

"Sera punie des mêmes peines, l'inexécution dans les conditions prévues à l'alinéa 1er, des obligations déterminées par les articles 203, 203a (203bis dans le numérotage proposé par le Conseil d'Etat) 205, 206, 213, 301, 303, 307, 307bis et 364 du Code civil et par les articles 1288 et 1306, alinéa 3, du Code judiciaire".

Au 2, il y a lieu de supprimer la référence à l'article 1280 du Code judiciaire.

CIX. Articles 90 à 92.

L'intention du Gouvernement est, selon les explications du délégué du Gouvernement, d'étendre les aggravations de peine prévues notamment par les articles 395, 410 et 415 du Code pénal aux infractions commises par un adopté sur la personne de ses adoptants et, en cas d'adoption plénière, sur la personne des ascendants des adoptants.

En outre, eu égard aux effets de l'adoption simple, les aggravations de peine subsistent en cas d'infraction commise par l'enfant adoptif envers ses ascendants dans sa famille d'origine; au contraire, après une adoption plénière, les aggravations de peine ne seront plus applicables aux infractions commises par l'enfant envers ses ascendants dans sa famille d'origine.

Compte tenu de cette observation, le Conseil d'Etat propose d'insérer, immédiatement après l'article 392 un article 392bis rédigé comme suit :

"Article ...-

Il est inséré dans le chapitre 1er du Titre VIII du Livre II du Code pénal un article rédigé comme suit :

"Article 392bis. Pour l'application du présent chapitre les mots "père", "mère" et "ascendant" désignent également les adoptants et, en cas d'adoption plénière, les ascendants des adoptants".

Ce texte a reçu l'approbation du délégué du Gouvernement.

*

.../...

A l'article 91, le délégué du Gouvernement, propose de remplacer le mot "illégitime" qui figure au troisième alinéa de l'article 396 du Code pénal, par les mots "né hors mariage", supprimant du projet initial le mot "conçu".

Le Conseil d'Etat estime cependant que le mot "conçu" doit être maintenu; sa suppression aurait pour effet de faire considérer que le meurtre de l'enfant conçu pendant le mariage mais né après la mort de son père, est soumis à la peine plus légère de l'alinéa 3 de l'article 396.

*

Si la suggestion faite plus haut, d'insérer dans le Code pénal un article 392bis est retenue, l'article 92 doit être modifié comme suit :

"Article ...-

1. A l'article 410, alinéa 1er, du même Code, les mots "légitimes, naturels ou adoptifs ou envers ses ascendants légitimes" sont remplacés par "ou ses autres ascendants".

2. A l'alinéa 2 du même article, inséré par la loi du 12 mai 1912, les mots "légitimes, naturels ou adoptifs" sont supprimés".

.../...

CX. Article 93.

La rédaction suivante est proposée :

"Article ...-

A l'article 415 du même Code, les mots "légitimes, ou envers ses père et mère naturels" sont supprimés".

CXI. Article 94.

Dans l'article 450 du Code pénal, la suppression du mot "légaux" après celui de "héritiers" paraît n'avoir aucune portée juridique.

CXII. Observation générale sur le chapitre XII du projet.

Les modifications apportées par le projet aux lois coordonnées sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité visent, en ordre principal, à déduire, dans cette partie du droit belge, les conséquences de la suppression de toute distinction entre les diverses catégories d'enfants quels que soient les modes d'établissement de la filiation et les circonstances de la naissance. Conformément à l'article ler de la Convention de La Haye du 12 avril 1930 concernant certaines questions relatives aux conflits de lois sur la nationalité (loi du 20 janvier 1939), le législateur belge doit se borner à déterminer les conditions auxquelles la nationalité belge s'acquiert, se perd ou est recouvrée. Certaines dispositions du

.../...

projet ne sont pas très claires à cet égard et la rédaction devrait en être améliorée ainsi qu'il sera proposé ci-dessous. En outre, le projet paraît inspiré par l'intention d'éviter la multiplication des conflits de nationalité (apatridie et bipatridie), tantôt en subordonnant l'acquisition de la nationalité belge à la circonstance que l'enfant n'ait pas une autre nationalité, tantôt en ne prévoyant la perte de la même nationalité que si l'enfant n'est pas, de ce chef, rendu apatride. Si telle est bien l'intention du Gouvernement, elle pourrait être traduite dans les textes et le Conseil d'Etat croit utile de faire quelques suggestions à cet égard.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Article 95.

L'article 1er, 2°, en projet des lois coordonnées n'attribue à l'enfant la nationalité belge de sa mère que si la filiation n'est établie qu'à l'égard de celle-ci. Au cas où la filiation paternelle est établie sans que l'enfant acquière une nationalité par l'effet de cette filiation - soit parce que son père est apatride, soit parce que l'enfant ne satisfait pas aux conditions auxquelles se transmet la nationalité de son père -, l'article 1er, 2°, a pour effet de laisser l'enfant apatride.

.../...

Inversément, si l'enfant qui a acquis la nationalité belge de sa mère en vertu de l'article ler, 2°, en projet des lois coordonnées sur la nationalité est ensuite reconnu par son père, et à supposer que la nationalité étrangère de celui-ci se transmette de plein droit à l'enfant, ce dernier devient bipatride. En effet, aucune disposition du projet ne prévoit que la nationalité belge d'abord transmise par la mère est perdue dans ce cas.

Si le législateur entend éviter l'apatridie ou la bipatridie qui résulte d'une absence de coordination entre les règles belges et les règles étrangères sur la nationalité, comme le Gouvernement paraît en exprimer l'intention dans la condition inscrite dans l'article ler, 2°, précité, il y aurait lieu de :

a) rédiger cette disposition dans les termes suivants :

"2° l'enfant né d'une mère ayant la qualité de Belge au moment de l'établissement de la filiation, à moins que l'enfant n'ait acquis à ce moment la nationalité étrangère de son père".

b) compléter l'article 18 des lois coordonnées par la disposition suivante:

"... l'enfant ayant acquis la nationalité belge de sa mère conformément à l'article ler, 2°, si par l'établissement de sa filiation paternelle durant sa minorité et avant son émancipation il vient à acquérir ensuite la nationalité étrangère de son père".

*

.../...

Par ailleurs, la phrase liminaire de l'article 95 devrait être rédigée comme suit :

"L'article ler des lois sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité, coordonnées le 14 décembre 1932, est remplacé par la disposition suivante :".

Article 96.

I. Les alinéas ler et 3 de l'article 2 en projet des lois coordonnées reproduisent des dispositions qui figurent actuellement sous l'article ler, 2°, des mêmes lois. On peut se demander si la notion d'enfant "né en Belgique de parents légalement inconnus" qui a toujours suscité des difficultés d'interprétation est adéquate compte tenu de l'introduction dans le droit belge de la règle mater semper certa est. Cette notion se réfère, en effet, à la règle actuelle du droit belge, selon laquelle la mère naturelle dont le nom est mentionné dans l'acte de naissance est "légalement" inconnue. Après l'entrée en vigueur de l'article 312 du Code civil en projet, hormis le cas d'enfants trouvés, il n'y aura plus d'enfant nés en Belgique de parents légalement inconnus, sauf s'il faut appliquer la disposition à l'enfant né d'une étrangère dont la loi personnelle n'admet pas l'établissement d'un rapport juridique de filiation par la seule mention du nom de la mère dans l'acte de naissance ou dont la loi exige que cette mention soit complétée d'une autre circonstance (telle la possession d'état dans l'article 337 du Code civil français).

.../...

Alors que l'article ler, 2°, actuel des lois coordonnées a surtout pour effet d'attribuer à l'enfant né en Belgique la nationalité de la femme belge qui en a accouché, sans que le rapport juridique de filiation doive être établi, la disposition en projet s'appliquera aux enfants trouvés, ainsi qu'aux enfants nés d'une étrangère, mais, dans ce dernier cas, sa mise en oeuvre exigera que l'on détermine selon la loi étrangère compétente si la mère est "légalement inconnue".

Si l'intention est de conférer la nationalité belge aux enfants qui naissent en Belgique sans acquérir une nationalité par l'effet de leur filiation et notamment parce que celle-ci n'est pas établie, il y a lieu de rédiger la disposition en conséquence. Si l'on y voit au contraire, une simple présomption de transmission de la nationalité belge par l'effet d'une filiation légalement inconnue à l'égard d'une Belge, il suffit de limiter la portée de la disposition aux enfants trouvés, la seule mention du nom de la mère dans l'acte de naissance ayant désormais pour effet de conférer à l'enfant la nationalité belge de celle-ci en vertu de l'article ler, 2°, en projet des lois coordonnées.

II. L'alinéa 2 de l'article 2 en projet des lois coordonnées est rédigé dans les termes suivants :

"Cette disposition n'est d'application que si la filiation n'a pas été établie pendant la minorité et avant l'émancipation de l'enfant".

.../...

Il semble que l'intention du Gouvernement soit de faire perdre la nationalité belge acquise conformément à l'alinéa 1er du même article, si la filiation de l'enfant est établie après sa naissance, mais avant sa majorité ou son émancipation. Toutefois, il n'est pas exact que la disposition précitée "n'est pas d'application" puisqu'au contraire elle aura effectivement conféré à l'enfant la nationalité belge jusqu'à ce que la filiation de celui-ci ait été établie. Si telle est bien l'intention du Gouvernement, il y a lieu d'insérer une disposition à cette fin sous l'article 18 des lois coordonnées. Le législateur appréciera :

1° si le seul établissement de la filiation sans que l'enfant acquière de ce fait une nationalité étrangère doit avoir pour effet la perte de la nationalité belge, rendant ainsi l'enfant apatride;

2° si l'adoption de l'enfant doit ou non avoir le même effet.

Article 97.

Dans l'article 3 en projet des lois coordonnées, le Gouvernement a réglé deux questions différentes, qui devraient être distinguées : les effets sur l'attribution de la nationalité belge, de l'adoption par un Belge, et la conséquence sur la nationalité d'un enfant adoptif d'origine belge, de son adoption par un étranger.

.../...

I. La solution donnée par le Gouvernement consiste à conférer à un enfant étranger (ou, le cas échéant, à un enfant belge par application de l'article 2, alinéa ler, en projet) la nationalité belge de l'adoptant. Cette intention serait plus correctement exprimée en ajoutant à l'article ler la disposition suivante :

"3° l'enfant qui fait l'objet d'une adoption ou d'une adoption plénière, si l'adoptant est Belge, ou en cas d'adoption plénière par deux époux, si le mari est Belge".

Il y aurait lieu alors de rédiger l'alinéa 2 de l'article ler en projet dans les termes suivants :

"Ces dispositions ne sont applicables que si l'enfant est mineur non émancipé au moment où la filiation est établie, au moment où est dressé l'acte d'adoption ou d'adoption plénière ou au moment où est déposée la requête tendant au prononcé de l'adoption ou de l'adoption plénière".

Une variante consisterait à fixer le moment à la date de l'homologation ou de la transcription. Il paraît cependant nécessaire d'apporter sur ce point une précision qui fait défaut au texte en projet.

II. Au cas où un enfant est adopté par un étranger, il est superflu de constater qu'il suit la condition de l'adoptant si celui-ci est ressortissant

.../...

d'un Etat dont la loi confère à l'enfant la nationalité de l'adoptant, conséquence qui découle de l'article 2 de la Convention de La Haye du 12 avril 1930. Si cette deuxième partie de la disposition a une portée juridique, elle ne saurait être que de décider que l'acquisition de la nationalité étrangère de l'adoptant par un enfant adoptif ayant la nationalité belge entraîne la perte de celle-ci. Au cas où telle serait bien l'intention du Gouvernement, il y aurait lieu de compléter en ce sens l'article 18 des lois coordonnées.

Article 99.

Les deux hypothèses distinguées par les alinéas 1er et 2 de l'article 5 en projet des lois coordonnées ne paraissent pas couvrir toutes les situations possibles.

1° Les père et mère et les adoptants exercent ensemble l'autorité parentale : l'alinéa 2 ne prévoit que l'hypothèse où les auteurs sont mariés et il prévoit que la nationalité belge acquise par le mari se communique à l'enfant. D'après ce texte, quand les père et mère ne sont pas mariés et même s'ils acquièrent tous deux la nationalité belge, cette acquisition est sans effet sur la nationalité de l'enfant. Cette discrimination à l'égard de l'enfant issu de personnes non mariées, et qui paraît la seule dont il serait frappé, semble peu en harmonie avec le principe inscrit dans l'article 334 du Code civil en projet.

.../...

2° Il n'est pas certain que l'alinéa ler vise toutes les autres hypothèses, à savoir :

a) l'enfant dont la filiation est établie à l'égard d'un seul de ses auteurs;

b) l'enfant dont l'un des auteurs est décédé;

c) l'enfant dont les auteurs sont séparés de fait et à l'égard duquel l'exercice de l'autorité parentale est réglé par l'article 373, alinéa 2, en projet du Code civil;

d) l'enfant dont les père et mère sont divorcés ou en instance de divorce.

Il serait utile que le Gouvernement précise ses intentions sur ces différents points.

*

A l'alinéa 2 de l'article 5 en projet il faut écrire "Lorsque l'administration de la personne appartient" et remplacer les mots "alinéa précédent" par "alinéa ler".

.../...

CXIII. Article 100.

Pour plus de clarté, il est préférable de remplacer tout l'article 6 des lois coordonnées. Le texte suivant est proposé :

"Article 100. -

L'article 6 des mêmes lois, modifié par les lois des 11 février 1953, 22 décembre 1961 et 21 mars 1969, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 6. Peuvent acquérir la qualité de Belge par option, dans les conditions et suivant les formes établies ci-après :

1° l'enfant né en Belgique;

2° l'enfant né à l'étranger et dont l'un des parents ou adoptants a ou a eu la qualité de Belge".

CXIV. Article 101.

L'article 15, alinéa 2, des lois sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité, coordonnées le 14 décembre 1932 règle un cas différent de celui qui est prévu à l'alinéa 1er. Le délégué du Gouvernement en a convenu. Mieux vaudrait faire de cet alinéa 2 que l'article 101 du projet modifie, un article distinct.

Les textes suivants sont proposés :

.../...

"Article ...-

L'article 15, alinéa 2, des mêmes lois est abrogé.

Article ...-

Un article 15bis rédigé comme suit est inséré dans les mêmes lois :

"Article 15bis. Les enfants majeurs ou émancipés dont un auteur ou un adoptant est devenu Belge par naturalisation, avant l'expiration de leur vingt-cinquième année, peuvent déclarer leur intention de suivre la condition de Belge, soit conjointement, auquel cas ils sont dispensés des conditions prévues aux articles 12 et 13, soit dans les six mois de la transcription de l'acte de naturalisation, selon les formalités prévues à l'article 10".

CXV. Article 102.

La rédaction suivante est proposée pour la phrase liminaire :

"L'article 18, 4°, des mêmes lois, modifié par la loi du 8 avril 1965, est remplacé par le texte suivant : ...".

Le 4° du nouvel article 18 devrait être rédigé comme suit :

"4° Les enfants mineurs non émancipés d'un auteur ou adoptant Belge ..., s'ils ont acquis la nationalité étrangère en même temps que cet auteur ou cet adoptant. Lorsque l'administration de la personne des enfants appartient à chacun des père et mère ou adoptants, l'application de cette disposition est subordonnée à la perte de la qualité de Belge dans le chef du père ou du mari".

.../...

CXVI. Articles 103 à 105.

Le délégué du Gouvernement a déclaré retirer ces articles.

CXVII. Observations sur le chapitre XIII du projet relatif à des modifications à quelques dispositions relatives au mariage.

Sous réserve de l'observation qui sera faite au sujet de l'article 113, le chapitre XIII du projet devrait grouper les modifications à diverses dispositions législatives qui sont en rapport direct avec les textes que le projet modifie.

L'intitulé du chapitre XIII devrait, dès lors, être remplacé par le suivant :

"Modifications à diverses dispositions législatives".

Dans ce chapitre, il y a lieu d'insérer des articles rédigés comme suit :

"Article ...-

Le décret du 4 juin 1806 concernant le mode de rédaction de l'acte par lequel l'officier de l'état civil constate qu'il lui a été présenté un enfant sans vie est abrogé.

Article ...-

L'arrêté royal du 5 février 1817 relatif à la légitimation des enfants nés de parents au degré prohibé est abrogé.

.../...

Article ...-

L'article 18 du décret sanitaire du 18 juillet 1831 est abrogé.

Article ...-

A l'article 5 de la loi du 16 août 1887 modifiant certaines dispositions relatives au mariage, les mots "et à la légitimation de leurs enfants naturels" sont supprimés (1).

Article ... (Article 106 du projet).

A l'article 1er de la loi du 26 décembre 1891, apportant des modifications à quelques dispositions relatives au mariage, complété par la loi du 7 janvier 1908, les mots "et les prénoms, noms, professions, domicile et résidence de leurs pères et mères" sont supprimés (1).

Article ...-

L'article 9 de la même loi est abrogé (1).

Article ...-

A l'article 5 de la loi du 10 juillet 1931 concernant la compétence des agents diplomatiques et consulaires en matière notariale sont apportées les modifications suivantes

1° le 4° est abrogé;

2° au 5° le mot "naturels" est supprimé;
au 6° le chiffre "4" et les termes "au Congo belge ou dans le Ruanda-Urundi" sont supprimés.

.../...

---

(1) Le présent projet pourrait être l'occasion d'insérer dans le Code civil les dispositions encore en vigueur de la loi du 16 août 1887 et de celles de la loi du 26 novembre 1891. Ce serait également l'occasion de donner à ces deux lois un texte légal néerlandais.

Article ...-

A la loi du 12 juillet 1931 relative à certains actes de l'état civil et à la compétence des agents diplomatiques et consulaires en matière d'état civil, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'article 3, les mots "l'article 4 de la loi du 16 août 1887 et l'article 6 de la loi du 30 avril 1896 (article 155bis du Code civil)" sont remplacés par "les articles 151 et 153 du Code civil";

2° à l'article 6, le mot "naturels" est supprimé;

3° à l'article 10, les mots "dans les dix jours" sont remplacés par "dans les délais prévus aux articles 55 et 56 du Code civil".

Article ...-

A l'article 7 de la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne, modifiée par la loi du 4 août 1967, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

"La déclaration de naissance est faite au commandant de l'aéronef par le père ou la mère ou les deux auteurs ou à leur défaut par toute personne ayant assisté à l'accouchement".

2° à l'alinéa 4, 4°, les mots "profession" et "et des témoins" sont supprimés.

.../...

Article ...-

L'article 2, alinéa 1er, de la loi du 14 juillet 1966 relative à certains actes de l'état civil dressés en dehors du Royaume est complété par les mots "conformément à l'article 45, alinéas 1er et 2, du Code civil".

Observations sur le chapitre XIV du projet relatif aux dispositions transitoires et aux dispositions finales.

CXVIII. Article 107.

Le texte suivant est proposé.

"Article ...-

Sans préjudice des articles 108 à 110, la présente loi est applicable aux situations nées et aux actes faits antérieurement à sa mise en vigueur; toutefois cette application ne pourra avoir pour conséquence d'annuler des actes valablement accomplis sous l'empire de la législation antérieure ni créer des effets pour une période antérieure à cette mise en vigueur.

L'article 1er, 2°, des lois sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité, coordonnées le 14 décembre 1932, modifié par la présente loi ne s'applique qu'aux enfants nés après l'entrée en vigueur de la présente loi".

CXIX. Article 108.

Il est proposé de grouper en un seul article les diverses dispositions transitoires relatives aux actions judiciaires.

.../...

Le texte suivant est proposé :

"Article ...-

Les jugements définitifs prononcés en application de la législation antérieure produisent les effets prévus par présente loi si ceux-ci ne sont pas contraires à la chose jugée entre parties.

Les actions introduites avant la mise en vigueur de la présente loi sont poursuivies et jugées selon la législation antérieure.

Toutefois, il n'est pas porté préjudice aux droits qu'ont les parties d'accomplir des actes ou d'exercer des actions conformément à la présente loi si elles sont dans les conditions prévues par celle-ci.

Aux actions introduites avant la mise en vigueur de la présente loi, la prescription trentenaire prévue à l'article ... du Code civil (article 333b selon le projet et qui, dans les propositions faites plus loin par le Conseil d'Etat deviendrait l'article 333ter) ne commence à courir qu'à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi".

CXX. Article 109.

La rédaction suivante est proposée :

"Article ...-

Les successions ouvertes avant l'entrée en vigueur de la présente loi ne sont pas affectées par les dispositions des articles 70 à 81 de la présente loi".

.../...

Observation sur les articles 111 à 113.

La disposition qui fait l'objet de l'article 113 devrait être placée avant celle qui fait l'objet de l'article 111.

CXXI. Article 111 du projet.

Le texte suivant est proposé :

"Article ...-

A compter de l'entrée en vigueur de la présente loi et en attendant les adaptations prévues à l'article ... les lois et arrêtés existants sont appliqués en tenant compte du principe de non-discrimination en matière d'établissement et de détermination des effets de la filiation, consacré par la présente loi".

CXXII. Article 112 du projet.

La rédaction suivante est proposée :

"Article ...-

La présente loi entre en vigueur le premier jour du dixième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au Moniteur belge".

.../...

CXXIII. Article 113 du projet.

De nombreuses dispositions législatives qui concernent notamment le droit judiciaire privé, le droit administratif, le droit social, le droit fiscal et d'autres dispositions particulières devront être mises en concordance avec les dispositions nouvelles du Code civil.

Tel est le but de l'article 113 du projet.

Cet article appelle les observations suivantes :

Ainsi que le souligne l'exposé des motifs, l'adoption de la loi en projet aura pour conséquence que de nombreuses dispositions législatives "devront être aménagées". Comme il est impossible que la loi en projet apporte à la législation actuellement en vigueur toutes les modifications nécessaires, le projet confie cette mission au Roi.

L'article sous examen, tel qu'il a été amendé par le délégué du Gouvernement, est rédigé comme suit :

"Le Roi est chargé de modifier et d'abroger toutes dispositions législatives non conformes au principe d'égalité en matière d'établissement de la filiation et des effets de celle-ci, tel qu'établi par la présente loi".

Pour permettre au Gouvernement d'atteindre les objectifs qu'il poursuit, il est indispensable que l'article attribue au Roi deux pouvoirs distincts.

.../...

En premier lieu, il est nécessaire d'habiliter le Roi à constater par des dispositions expresses les modifications que la loi en projet aura implicitement apportées par elle-même à plusieurs lois. Il est superflu de viser les abrogations de dispositions législatives, puisque les abrogations constituent des modifications.

En second lieu, il est nécessaire d'attribuer au Roi le pouvoir de mettre la législation en vigueur en harmonie avec le principe de non-discrimination en matière d'établissement et de détermination des effets de la filiation, consacré par la loi en projet. Ce second pouvoir a un caractère plus étendu. En effet, dans l'exercice de ce pouvoir, le Roi pourra et devra user d'une certaine liberté d'appréciation qui sera limitée par l'obligation de n'apporter aux lois en vigueur que les seules adaptations requises pour qu'elles soient mises en harmonie avec le principe consacré par le projet.

Pour mieux faire apparaître qu'il a pour objet d'attribuer au Roi ces deux pouvoirs distincts, l'article pourrait être rédigé comme suit :

"Article ...-

Le Roi constate par des dispositions expresses les modifications que la présente loi apporte aux lois en vigueur.

Il modifie les lois en vigueur pour les mettre en harmonie avec le principe de non-discrimination en matière d'établissement et de détermination des effets de la filiation, consacré par la présente loi".

*

* *

OBSERVATIONS FINALES.

Si les modifications proposées par le Conseil d'Etat, lesquelles comportent l'addition, la suppression ou la modification de certains articles sont retenues, il y aura lieu de revoir très soigneusement le numérotage des articles du projet et les nombreuses références que les textes nouveaux contiennent.

*

Dans un souci de concordance générale, il y a lieu de numéroter par bis, ter, ... les articles indiqués par a, b, c, ...

*

Les Chambres législatives sont actuellement saisies de plusieurs projets en rapport avec certaines matières qui font l'objet du présent projet.

Il s'agit notamment :

1° du projet de loi sur les droits successoraux du conjoint survivant (Doc. parl. Sénat, n° 789, session 1975-1976, n° 1, du 12 février 1976, avis du Conseil d'Etat n° 10.488/2);

2° du projet de loi abaissant à 18 ans l'âge de la majorité civile (Doc. parl. Sénat, n° 673, session 1974-1975, n° 1, du 22 août 1975, avis du Conseil d'Etat n° 11.670/2), projet de loi qui a été relevé de la caducité par la loi du 16 novembre 1977.

.../...

Si les modifications que ces projets apportent au Code civil sont adoptées par le législateur avant le présent projet, il va de soi que celui-ci devra être amendé.

Si, au contraire, les deux projets précités n'avaient pas encore été adoptés au moment où le présent projet le serait, il conviendra de les amender pour les mettre en harmonie avec ce dernier.

OPSCHRIFT.

Voorgesteld wordt :

"Ontwerp van wet tot wijziging van een aantal wetsbepalingen betreffende de afstamming en de adoptie".

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Opmerkingen over hoofdstuk I van het ontwerp betreffende de akten van de burgerlijke stand.

I. Artikel 1.

De inleidende volzin moet als volgt beginnen :

"Artikel 45, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek, gewijzigd bij ...".

In verband met het ontworpen derde lid van dit artikel is de gemachtigde van de Regering het ermee eens dat moet worden voorzien in de mogelijkheid om een bepaald onderzoek in te stellen met een wettig oogmerk, en dat daartoe machtiging moet kunnen worden verleend door de voorzitter van de rechtbank.

In dat derde lid moeten derhalve tussen de woorden "schriftelijk verzoek" en "de afgifte" de woorden "hetzij een bepaald onderzoek, hetzij" worden ingevoegd.

.../...

II. Nieuw artikel, in te voegen na artikel 1.

De gemachtigde van de Regering is het ermee eens dat artikel 50 van het Burgerlijk Wetboek wordt opgeheven en dat de erin behandelde aangelegenheid wordt geregeld in hoofdstuk XI van het ontwerp, gewijd aan de in het Strafwetboek aan te brengen wijzigingen.

Derhalve wordt voorgesteld in het ontwerp een nieuw artikel in te voegen, luidende :

"Artikel ... .-

Artikel 50 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven".

III. Artikel 2.

De voorgenomen wijzigingen in de artikelen 55 en 56 van het Burgerlijk Wetboek, onder meer wat de termijn voor de aangifte van geboorte betreft, maken het mogelijk al wat termijnen betreft over te brengen naar artikel 56.

Voor het nieuwe artikel 55 wordt de volgende redactie voorgesteld :

"De aangifte van geboorte wordt gedaan aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats van de bevalling, binnen de termijnen bepaald in artikel 56".

.../...

IV. Artikel 3.

De toepassing van het ontworpen artikel 56 kan verscheidene moeilijkheden opleveren :

1. De in § 1 zowel aan de moeder als aan de vader gegeven mogelijkheid om aangifte te doen van de geboorte, kan een bron worden van onenigheid tussen beiden over de aan het kind te geven voornamen. Die moeilijkheid wordt door het ontwerp niet ondervangen.

2. In dezelfde paragraaf, samengelezen met het ontwerp-artikel 55, is slechts één termijn bepaald binnen welke de aangifte moet worden gedaan zowel door de vader of de moeder als door alle andere personen die bij gebreke van dezen verplicht zijn aangifte te doen; dat kan tot moeilijkheden leiden, aangezien de verplichting van die anderen eerst ontstaat wanneer de vader of de moeder de aangifte niet hebben gedaan, dat is na afloop van de termijn van tien dagen.

Onder voorbehoud van de oplossing die wordt gegeven aan het probleem van de keuze van de voornamen, zou § 1 van het nieuwe artikel 56 als volgt kunnen worden geredigeerd :

"§ 1. De geboorte van het kind wordt aangegeven door de vader of door de moeder of door beide ouders, binnen tien dagen na de bevalling.

.../...

Bij gebreke van dezen moet de aangifte binnen drie dagen na het verstrijken van de in het vorig artikel bepaalde termijn worden gedaan door enige persoon die bij de bevalling tegenwoordig is geweest en, als de moeder buiten haar woning is bevallen, door de persoon bij wie zij bevallen is.

In de termijnen bepaald in het eerste lid worden zaterdagen, zondagen en feestdagen niet meegerekend".

3. De in § 2, tweede lid, voorgestelde wijziging is niet in overeenstemming met artikel 438 van het Burgerlijk Wetboek, hetwelk eist dat de akte "terstond" wordt opgemaakt, dat is bij de aangifte zelf, die moet worden ontvangen door de ambtenaar van de burgerlijke stand in persoon. De nieuwe tekst strekt tot bekrachtiging van de huidige praktijk, die niet in overeenstemming is met het wetsvoorschrift.

4. Overeenkomstig het verzoek van de gemachtigde van de Regering moet de inhoud van § 3 van dit artikel van het ontwerp vervallen.

V. Artikel 4.

Ter wille van de overeenstemming moet de wijziging die in artikel 57 van het Burgerlijk Wetboek wordt aangebracht, ook worden aangebracht in artikel 7,

.../...

vierde lid, 4°, van de wet van 27 juni 1937 betreffende de luchtvaart, zoals verder in het advies zal worden aangegeven.

VI. Artikel 5.

De inleidende volzin moet als volgt beginnen :

"Artikel 57bis, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, aldaar ingevoegd bij ...".

Nauwkeurigheidshalve dient het eerste lid van het nieuwe artikel 57bis als volgt te worden geredigeerd :

"De ambtenaar van de burgerlijke stand die de aangifte van geboorte van een kind, waarvan de akte slechts een van de ouders vermeldt, ontvangt moet daarvan binnen drie dagen aan de vrederechter kennis geven".

Het tweede lid van artikel 57bis moet worden opgeheven en de inhoud ervan worden opgenomen in het hoofdstuk van het ontwerp dat gewijd is aan de wijzigingen van het Strafwetboek, zoals ook voor artikel 50 is voorgesteld.

VII. In het ontwerp in te voegen nieuw artikel.

Voorgesteld wordt in het ontwerp een nieuw artikel op te nemen ter vervanging van artikel 59 van het Burgerlijk Wetboek. De volgende tekst, waarmee de gemachtigde ambtenaar heeft ingestemd, wordt voorgesteld :

.../...

"Artikel ... .-

Artikel 59 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 15 december 1949, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 59. Wordt een kind tijdens een zeereis geboren, dan begeeft de commandant van het schip zich persoonlijk en onverwijld naar het pasgeboren kind en ontvangt hij de aangifte van de vader of van de moeder, of van beide ouders, of, bij gebreke van dezen, van enige persoon die bij de bevalling tegenwoordig is geweest.

De akte van geboorte wordt achteraan op de monsterrol bijgeschreven".

VIII. In het ontwerp in te voegen nieuw artikel.

Overeenkomstig het voorstel van de gemachtigde van de Regering dient artikel 73 van het Burgerlijk Wetboek te worden gewijzigd en de inhoud van de tekst van ontwerp L. 11.670/2 (Gedr. St. - Senaat - nr 673 - zitting 1974-1975, nr 1) in het onderhavige ontwerp te worden overgenomen.

Voorgesteld wordt :

"Artikel ... .-

Artikel 73 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 73. De toestemming van de ouders of van de familieraad kan worden gegeven in de akte van huwelijk zelf of in een afzonderlijke authentieke akte, opgemaakt door een notaris of door de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats van het huwelijk, of door de ambtenaar van de burgerlijke stand van de woonplaats of de verblijfplaats van degene die zijn toestemming moet geven.

Indien de toestemming tot het huwelijk wordt vastgesteld bij een afzonderlijke authentieke akte, worden daarin de voornamen, de naam en de woonplaats van elk van de aanstaande echtgenoten en van allen die bij de akte tegenwoordig waren, alsmede dezer graad van bloedverwantschap met de aanstaande echtgenoten vermeld".

IX. In het ontwerp in te voegen nieuw artikel.

"Artikel ... .-

In artikel 76 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) 4° wordt door de volgende tekst vervangen :

"4° de toestemming van de ouders, van de familieraad of van de rechtbank, in de gevallen waarin een toestemming vereist is";

b) 5° wordt opgeheven".

.../...

X. In het ontwerp in te voegen nieuwe artikelen.

Artikel 55 eist dat het kind aan de ambtenaar van de burgerlijke stand wordt vertoond. Zo kon deze zich vergewissen of de pasgeborene leefde. Die controle geschiedt thans door de geneesheer van de burgerlijke stand die meestal daartoe door de openbare ambtenaar wordt aangewezen.

De moeilijkheid die in 1806 aan de Regering werd voorgelegd was het geval dat het kind niet leefde op het tijdstip waarop het aan de ambtenaar van de burgerlijke stand werd vertoond. In dat geval, zo meende de Regering, was niet aangetoond dat een kind levend was geboren. De ambtenaar van de burgerlijke stand moest er zich dan toe beperken zijn bevindingen op te tekenen, namelijk dat hem een levenloos kind was vertoond. Ook werd besloten dat een zodanige akte in de registers van overlijden moest worden ingeschreven, zonder dat daarmee vooruitgelopen werd op de vraag of het kind al dan niet geleefd had.

Die onzekerheid zelf toont aan dat het decreet van 4 januari 1806 twee totaal verschillende gevallen bestrijkt :

1° het kind is doodgeboren, met andere woorden heeft nooit geleefd buiten de moederschoot;

2° het kind is geboren en heeft enkele uren, misschien enkele tientallen uren geleefd, maar is overleden op het tijdstip van de vaststelling door de ambtenaar van de burgerlijke stand.

.../...

In deze tweede categorie van kinderen moet nog een verder onderscheid worden gemaakt, dat onder meer van belang is voor de toepassing van de artikelen 314 en 906, derde lid, van het Burgerlijk Wetboek, naargelang het kind al dan niet levensvatbaar is geboren. Het gaat hier om een medische beoordeling, die niets uitstaande heeft met het redigeren van de akte van geboorte. Indien het niet levensvatbare kind levend vertoond is aan de ambtenaar van de burgerlijke stand, maakt deze een akte van geboorte, en enkele uren of dagen later een akte van overlijden op.

Andersom kan een levensvatbaar geboren kind in de eerste uren na zijn geboorte overlijden; volgens het decreet van 1806 wordt geen akte van geboorte opgemaakt als het kind overleden is vooraleer het aan de ambtenaar van de burgerlijke stand is vertoond.

In de regeling van het decreet van 1806 bepaalt een zuiver toeval - namelijk het tijdstip waarop het kind aan de ambtenaar van de burgerlijke stand "wordt vertoond" (met andere woorden in feite wordt onderzocht door de geneesheer van de burgerlijke stand) - of voor dat kind al dan niet een akte van geboorte zal worden opgemaakt.

In de nieuwe tekst welke de Regering voor artikel 55 van het Burgerlijk Wetboek voorstelt, wordt de formaliteit van het vertonen van het kind aan de ambtenaar van de burgerlijke stand afgeschaft. Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, ligt het niet in

.../...

de bedoeling van de Regering is controle, verricht door de geneesheer die door de openbare ambtenaar is aangesteld, te legaliseren, wel die ambtenaar in de gelegenheid te stellen de geneesheren of gediplomeerde vroedvrouwen die bij de bevalling tegenwoordig zijn geweest en daarvan een getuigschrift afgeven, toe te laten. Getuigen van de geboorte betekent getuigen van de geboorte van een levend kind. Voor alle kinderen die enkele uren of zelfs minuten na hun geboorte komen te overlijden, moeten dus logischerwijs twee afzonderlijke akten, een van geboorte en een van overlijden worden opgemaakt. Het spreekt vanzelf dat het getuigschrift van de geboorte niet vooruitloopt op de vraag omtrent de levensvatbaarheid, die bij het redigeren van akten van de burgerlijke stand niet ter sprake mag komen.

Wat blijft nu nog de plaats van het door het decreet van 1806 geregelde geval in de visie van de Regering op artikel 55 van het Burgerlijk Wetboek ? Zoals onder de gelding van het huidige recht zal er naast de categorie doodgeboren kinderen een categorie blijven van kinderen die misschien geleefd hebben, zonder dat daarvan kennis is gegeven aan de ambtenaar van de burgerlijke stand. Wanneer echter een toegelaten geneesheer of toegelaten gediplomeerde vroedvrouw, die bij de bevalling aanwezig zijn geweest, verklaren dat het kind nooit geleefd heeft, moet daarvan dan geen aantekening worden gemaakt in de akte van de burgerlijke stand ? Twijfel zou alleen mogen blijven bestaan ten aanzien van kinderen die geen door de wet bevoegd verklaard persoon in leven heeft gezien.

.../...

In de ontwerp-bepaling voor het nieuwe artikel 77bis van het Burgerlijk Wetboek is het geval veel te uitvoerig beschreven en is er geen overeenstemming met de nieuwe redactie die voor artikel 55 wordt voorgesteld. Het woord "overleden" in het eerste lid schijnt erop te wijzen dat het kind bij de geboorte in leven was en gestorven is. Vervolgens hoeft niet gelet te worden op het tijdstip waarop de akte van geboorte is opgemaakt, maar alleen op het tijdstip waarop een door de ambtenaar van de burgerlijke stand erkend persoon, of die ambtenaar zelf, heeft kunnen vaststellen dat het kind dood was, zonder dat hij heeft kunnen vaststellen dat het geleefd heeft.

De Raad van State stelt derhalve voor, dat uit de nieuwe regeling voor de vaststelling van geboorten de logische gevolgtrekkingen worden gemaakt. Wanneer een persoon die de geneeskunst uitoefent en door de ambtenaar van de burgerlijke stand is toegelaten, kan getuigen, hetzij dat het kind levend geboren, hetzij dat het niet levend geboren is, moet in de registers van de burgerlijke stand een akte worden opgemaakt die aan een van die gevallen beantwoordt. Voor de al zeldzamer wordende gevallen dat geen enkel bevoegd persoon aan de ambtenaar van de burgerlijke stand kan verklaren dat hij het kind levend heeft gezien of dat het kind doodgeboren is, moet worden gewerkt met de regeling welke het decreet van 4 januari 1806 heeft ingevoerd.

.../...

De gemachtigde van de Regering heeft met dat voorstel ingestemd.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel ... .-

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 77bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 77bis. Wanneer een door de ambtenaar van de burgerlijke stand toegelaten geneesheer of toegelaten gediplomeerde vroedvrouw bevestigt dat de moeder bevallen is van een kind dat niet levend geboren is, maakt de ambtenaar van de burgerlijke stand een akte op waarin worden vermeld dag, uur en plaats van de bevalling, de voornamen van het kind indien er hem gegeven worden, alsook de in artikel 57 voorgeschreven gegevens betreffende de ouders.

De akte wordt opgemaakt in het register van de akten van overlijden en er wordt melding in gemaakt van het feit dat het kind niet levend geboren is".

"Artikel ... .-

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 77ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 77ter. Wanneer aan de ambtenaar van de burgerlijke stand aangifte wordt gedaan van een bevalling en hij niet kan nagaan of het kind al dan niet levend

.../...

geboren is, vergewist hij zich dat het kind niet leeft, door een verklaring van een door hem toegelaten geneesheer of, wanneer dat niet mogelijk is, door zich persoonlijk naar de overleden persoon te begeven. Hij maakt een akte op waarin worden vermeld dag, uur en plaats van de bevalling, de voornamen van het kind indien er hem gegeven worden, alsook de in artikel 57 voorgeschreven gegevens betreffende de ouders.

De akte wordt opgemaakt in het register van de akten van overlijden, zonder dat daaruit kan worden afgeleid of het kind al dan niet heeft geleefd".

XI. In het ontwerp in te voegen nieuw artikel.

Zoals hierboven is voorgesteld voor de artikelen 50 en 57bis, tweede lid, moet ook een nieuw artikel worden ingevoegd tot opheffing van artikel 79, vierde lid, van het Burgerlijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 16 december 1851.

XII. In het ontwerp in te voegen nieuwe artikelen.

Ter wille van de overeenstemming met de ontworpen artikelen 55 en 56 wordt voorgesteld twee nieuwe artikelen in te voegen, een tot wijziging van artikel 88, een ander tot opheffing van artikel 92 van het Burgerlijk Wetboek.

.../...

De volgende teksten worden voorgesteld :

"Artikel ... .-

In artikel 88 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 15 december 1949, worden de woorden "en binnen de termijnen" ingevoegd tussen de woorden "in de vorm" en "bij de vorige bepalingen".

Artikel ... .-

Artikel 92 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven".

Opmerkingen bij hoofdstuk II.

XIII. Nieuw artikel, in te voegen tussen de hoofdstukken I en II.

Artikel 51 van het ontwerp brengt, zoals bij de bespreking ervan zal worden uiteengezet, wijzigingen mee in artikel 141 en volgende van het Burgerlijk Wetboek alsook in het opschrift boven die artikelen.

De Raad van State stelt de volgende teksten voor :

"Hoofdstuk ... . Wijzigingen in de bepalingen van Boek I, titel IV, van het Burgerlijk Wetboek, "Afwezigen".

.../...

Artikel ... .-

Het opschrift van hoofdstuk IV wordt door het volgende opschrift vervangen :

"Toezicht over de minderjarige kinderen van de verdwenen ouder".

Artikel ... .-

Artikel 141 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Artikel ... .-

Artikel 142 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 142. Indien een van de ouders van het kind reeds was overleden ten tijde van de verdwijning van de andere of komt te overlijden eer deze afwezig is verklaard, wordt, zes maanden na die verdwijning, het toezicht over de kinderen door de familieraad opgedragen aan de naaste bloedverwanten in de opgaande lijn overeenkomstig artikel 402 of, bij gebreke van zodanige bloedverwanten, aan een voorlopige voogd".

Artikel ... .-

Artikel 143 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 143. Hetzelfde geschiedt ingeval de afstamming slechts ten aanzien van een van de ouders vaststaat als deze verdwenen is en minderjarige kinderen achterlaat".

.../...

XIV. Nieuw artikel, in te voegen in hoofdstuk II van het ontwerp, vóór artikel 6.

Zoals de Raad van State voorstelt in zijn advies L. 11.670/2 (Gedr. St. Senaat, nr 673 - zitting 1974-1975, nr 1), dient artikel 148 van het Burgerlijk Wetboek te worden vervangen door de volgende tekst, waarmee de gemachtigde ambtenaar heeft ingestemd :

"Artikel ... .-

Artikel 148 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1953, 5 juli 1963 en 8 april 1965 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 148. Kinderen die de leeftijd van volle 21 jaar niet hebben bereikt, mogen geen huwelijk aangaan zonder toestemming van hun ouders.

Zijn dezen het niet eens, dan wordt het geschil door een van hen bij verzoekschrift voor de jeugdrechtbank gebracht.

Het verschil van gevoelen tussen de ouders kan worden vastgesteld bij een notariële akte, bij een gerechtsdeurwaardersexploot, bij een proces-verbaal opgemaakt door de ambtenaar van de burgerlijke stand, of bij een brief van weigering aan de laatstgenoemde ambtenaar gericht door degene van de ouders die niet in het huwelijk toestemt.

.../...

Wanneer de afstamming slechts ten aanzien van een van de ouders vaststaat, is de toestemming van deze voldoende".

XV. Artikel 6.

In het ontwerp L. 11.670/2 is het tweede lid van artikel 149 van het Burgerlijk Wetboek weggelaten; de Raad van State heeft omtrent die opheffing geen opmerking gemaakt.

Blijft de Regering bij haar voornemen om dat tweede lid op te heffen, dan zou artikel 6 van het ontwerp moeten luiden :

"Artikel ... .-

Artikel 149 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 30 april 1896 en 7 januari 1908, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 149. De toestemming van een van de ouders is voldoende als de andere overleden is, in de onmogelijkheid verkeert zijn wil te kennen te geven, afwezig is of geen bekend verblijf heeft".

XVI. Nieuw artikel, in het ontwerp in te voegen vóór artikel 7.

In het advies L. 11.670/2 was voorgesteld dat in artikel 150 zou worden gehandeld over de toestemming

.../...

die moet worden gegeven als de ouders overleden zijn of in de onmogelijkheid verkeren hun wil te kennen te geven. Volgens het ontwerp (artikel 10) wordt artikel 159 opgeheven, terwijl de Regering voorstelt dat in artikel 150 de toestemming van de bloedverwanten in de opgaande lijn zal vervallen.

Dit heeft tot gevolg dat artikel 150 gewijzigd en artikel 160 opgeheven moet worden.

Artikel 150 kan als volgt worden geredigeerd :

"Artikel ... .-

Artikel 150 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1953, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 150. Indien er geen vader of moeder is of indien deze in de onmogelijkheid verkeren hun wil te kennen te geven, kan het minderjarige kind geen huwelijk aangaan zonder toestemming van de familieraad".

XVII. Artikel 8.

Zoals de Raad te kennen heeft gegeven in zijn advies L. 11.670/2, wordt voorgesteld artikel 155 van het Burgerlijk Wetboek te vervangen door de volgende tekst, waarmede de gemachtigde van de Regering heeft ingestemd :

"Artikel ... .-

Artikel 155 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 30 april 1896 en 7 januari 1908, wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 155. Overlegging van de akte van overlijden van een der ouders is niet vereist wanneer de andere dit overlijden bevestigt. Van deze verklaring moet worden melding gemaakt, hetzij in de akte van toestemming, hetzij in de akte van huwelijk.

De afwezigheid van de ouder wiens toestemming vereist is, wordt vastgesteld door overlegging van het vonnis van verklaring van afwezigheid of, bij gebreke daarvan, van het vonnis waarbij het getuigenverhoor wordt gelast.

Wanneer de overlijdensakten niet kunnen worden voorgelegd, kan het overlijden van beide ouders worden vastgesteld door een beëdigde verklaring van de aanstaande echtgenoot en van twee getuigen, die ten minste eenentwintig jaar oud zijn. Deze verklaring kan op het ogenblik van de voltrekking van het huwelijk worden gedaan voor de ambtenaar van de burgerlijke stand, die er melding van maakt in de akte. Zij kan ook vóór de voltrekking van het huwelijk worden afgelegd voor de ambtenaar van de burgerlijke stand van de woonplaats of van de verblijfplaats van een der aanstaande echtgenoten of van een der getuigen. Zij kan worden afgelegd zowel tegelijk door de aanstaande echtgenoot en de getuigen als door ieder van hen afzonderlijk. De ambtenaar van de burgerlijke stand maakt een proces-verbaal op van de eedaflegging en van de verklaring zowel van de aanstaande echtgenoot als van de getuigen.

.../...

De omstandigheid dat beide ouders of een van hen in de onmogelijkheid verkeren hun wil te kennen te geven of geen bekend verblijf hebben, kan worden vastgesteld op de wijze bepaald in het derde lid".

XVIII. Artikel 9.

In plaats van artikel 155bis van het Burgerlijk Wetboek gedeeltelijk te wijzigen zoals artikel 9 van het ontwerp doet, ware het beter de tekst in zijn geheel, met de nodige wijzigingen, over te nemen.

Het artikel kan als volgt worden geredigeerd :

"Artikel ... .-

Artikel 155bis van hetzelfde Wetboek, aldaar ingevoegd bij de wet van 30 april 1896, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 155bis. De bevoegdheden, door de artikelen 148 en 155 aan de ambtenaar van de burgerlijke stand toegekend, worden in het buitenland uitgeoefend door de diplomatieke ambtenaren, consuls en vice-consuls van België".

XIX. Artikel 10.

Om een einde te maken aan de dualiteit van de toestemmingen tot het huwelijk waarin onderscheiden-

.../...

lijk is voorzien door artikel 159 van het Burgerlijk Wetboek voor de natuurlijke kinderen en door artikel 160 voor de wettige kinderen, een dualiteit die niet overeen te brengen is met het uitschakelen van iedere discriminatie op grond van de omstandigheden waaronder het kind is geboren, kan de wetgever alle kinderen onderwerpen ofwel aan de toestemming die wordt gegeven door de voogd (huidig artikel 159), ofwel aan de toestemming van de familieraad (artikel 160).

De Raad van State acht het nuttig de wetgever voor te lichten over de draagwijdte van die keuze door het volgende in overweging te geven.

Het optreden van de familieraad lijkt dienstig om het belang van de minderjarige op een doeltreffender wijze te beschermen, in acht genomen dat de beslissing van dat orgaan bovendien onder controle van de jeugdrechtbank staat overeenkomstig artikel 1232 van het Gerechtelijk Wetboek. Mocht de bevoegdheid om in het huwelijk van de minderjarige toe te stemmen aan de voogd worden opgedragen, dan zou moeten worden overwogen een soortgelijke procedure in te voeren, die toezicht op de uitoefening van die bevoegdheid mogelijk zou maken.

In bepaalde aangelegenheden, die enige verwantschap vertonen met de toestemming tot het huwelijk en waarin de wetgever reeds iedere discriminatie tussen het natuurlijke en het wettige kind heeft weggewerkt, heeft hij de uitoefening van de ouderlijke macht aan de familieraad en niet aan de voogd opgedragen. Dat is het geval

.../...

inzake ontvoogding (Burgerlijk Wetboek, artikel 478, gewijzigd bij de wet van 8 april 1965) en toestemming in de adoptie (Burgerlijk Wetboek, artikel 348, § 1, derde lid, gewijzigd bij de wet van 1 maart 1971). Mocht de wetgever voor de toestemming tot het huwelijk een andere oplossing voorstaan, dan zou een samenhangend beleid wijziging van de regels betreffende de ontvoogding en de adoptie noodzakelijk maken.

In een geval waarin artikel 159 van het Burgerlijk Wetboek reeds heeft voorzien, het geval dat beide ouders van het natuurlijke kind in de onmogelijkheid verkeren hun wil te kennen te geven, impliceert de aan de voogd verleende bevoegdheid dat eerst de familieraad wordt bijeengeroepen opdat deze een "voogd" aanwijst, terwijl ter zake geen van de redenen voor het openvallen van de voogdij aanwezig is. Voor het geval dat de minderjarige niet onder voogdij staat, lijkt het derhalve geraden veeleer de regel van artikel 160 dan die van artikel 159 te veralgemenen.

Uit de drie vorenstaande overwegingen kan worden geconcludeerd dat de laatstgenoemde oplossing de voorkeur verdient in alle gevallen, ook in die waarin de minderjarige onder voogdij staat.

De gemachtigde van de Regering heeft met deze suggestie ingestemd. Er is rekening mee gehouden in de in dit advies geformuleerde tekstvoorstellen.

Artikel 160 moet als volgt worden gewijzigd :

.../...

"Artikel ... .-

De artikelen 158 en 159 en artikel 160, gewijzigd bij de wet van 30 april 1896, worden opgeheven".

XX. Artikel 11.

Dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel ... .-

In artikel 160bis, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, aldaar ingevoegd bij de wet van 28 april 1965, vervallen de woorden "158 en 159".

XXI. Artikel 12.

De in artikel 162 voorgestelde schrapping is er ook nodig in artikel 161.

Voorgesteld wordt :

"Artikel ... .-

In artikel 161 en in artikel 162 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 11 februari 1920, vervallen de woorden "wettige of natuurlijke".

XXII. Artikel 13.

In artikel 173 van het Burgerlijk Wetboek schrappe men de woorden "zelfs wanneer dezen de volle

.../...

leeftijd van 25 jaren bereikt hebben", liever dan ze te vervangen door "zelfs wanneer dezen meerderjarig zijn".

XXIII. Artikelen in te voegen vóór artikel 14.

"Artikel ... .-

In artikel 174, 1°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "bij artikel 160" vervangen door de woorden "bij artikel 150".

Artikel ... .-

In artikel 182 van hetzelfde Wetboek vervallen de woorden "van de grootouders".

XXIV. Artikelen 14 en 15.

In het nieuwe artikel 184 kan worden volstaan met de woorden "een reeds verkregen en dadelijk" in te voegen vóór het woord "belang".

Artikel 187, dat een herhaling van het aldus geamendeerde artikel 184 is, kan dan worden opgeheven.

XXV. Nieuw artikel, in te voegen na artikel 14.

"Artikel ... .-

In artikel 186 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "de grootouders en de familie" vervangen door "en de familieraad".

.../...

XXVI. Artikel 16.

In dit artikel moet het woord "tweemaal" vervallen.

XXVII. Artikel 21.

Opdat het artikel ook kan gelden voor het geval dat in de behoeften van het kind is voorzien door de echtgenoot die niet de materiële bewaring ervan heeft, wordt voorgesteld aan het slot van artikel 203a de woorden "waarvan hij de materiële bewaring heeft" te schrappen.

De gemachtigde van de Regering heeft met die wijziging ingestemd.

XXVIII. Artikelen 22 en 23.

Artikel 203, b, heeft tot doel de in artikel 221 van het Burgerlijk Wetboek bepaalde maatregelen tot tenuitvoerlegging uit te breiden tot de bedragen, toegekend krachtens artikel 203 alsook krachtens de ontworpen artikelen 203 a, 303, 323, § 2, en 336. Artikel 203, c, beoogt hetzelfde ten aanzien van artikel 1288, 3°, van het Gerechtelijk Wetboek.

In verband met deze verruiming en de wijze waarop zij tot stand wordt gebracht, zijn de volgende opmerkingen te maken.

I. Artikel 221, tweede lid en volgende, van het Burgerlijk Wetboek stelt ten voordele van elk van de echtgenoten een bijzondere procedure in, de machtiging tot het ontvangen van geldsommen, opdat de in het eerste lid van dat

.../...

artikel opgelegde verplichting tot bijdragen in de lasten van het huwelijk gemakkelijker ten uitvoer kan worden gelegd.

De wet van 9 juli 1975 heeft voor het eerst die maatregel tot tenuitvoerlegging uitgebreid tot een andere uitkering tot levensonderhoud dan die welke een last van het huwelijk vormt, door aan de rechtbank die een uitkering tot levensonderhoud toekent na echtscheiding op grond van bepaalde feiten, de bevoegdheden te verlenen welke artikel 218 (thans 221) van het Burgerlijk Wetboek aan de vrederechter toekent. Die bepaling heeft een plaats gekregen in artikel 301bis van het Burgerlijk Wetboek.

Beoogt de wetgever een uitbreiding van de categorie van de schuldeisers die zich op de in artikel 221, tweede lid en volgende, van het Burgerlijk Wetboek bepaalde procedure van tenuitvoerlegging kunnen beroepen, dan zouden alle uitbreidingen moeten worden samengebracht in een enkele bepaling, die een artikel 221bis zou kunnen vormen, of zouden afzonderlijke bepalingen moeten worden vastgesteld die elk voor zich een aanvulling geven op de onderscheiden artikelen van het Burgerlijk Wetboek waartoe de procedure van artikel 221 zou worden verruimd. Met de eerste oplossing zou het huidige artikel 301bis, waarvan de inhoud in de nieuwe bepaling zou worden verwerkt, kunnen vervallen. Wordt aan de tweede methode de voorkeur gegeven, dan moet in artikel 203, b, alleen de verwijzing naar de artikelen 203 en 203, a, worden behouden en moeten nieuwe bepalingen worden ingevoegd in artikel 303 van het Burgerlijk Wetboek en in artikel 1288, 3°, van het Gerechtelijk Wetboek, alsook in de ontworpen artikelen 323, § 2, en 336.

II. De procedure tot tenuitvoerlegging die geregeld is in artikel 221, tweede lid en volgende, van het Burgerlijk

.../...

Wetboek, bestaat erin dat aan een schuldenaar bevel wordt gegeven de aan een bepaalde persoon verschuldigde geldsommen niet aan deze maar aan diens echtgenoot te betalen.

Na kennisgeving van de beslissing van de vrederechter treedt de echtgenoot van de schuldeiser in diens plaats om betaling van de geldsommen waarvoor de machtiging is verleend te ontvangen. Dat een schuldenaar in de plaats van een andere treedt, levert geen moeilijkheden op indien men, met het Hof van Cassatie, aanneemt dat de op grond van artikel 221 van het Burgerlijk Wetboek (of van de vroeger geldende bepalingen) gegeven beschikking de gemachtigde echtgenoot geen enkele aanspraak verleent maar hem alleen toestaat de schuldvordering van de andere echtgenoot te verhalen.

Door het vermenigvuldigen van het aantal personen die bevoegd zijn om van verschillende gerechten een machtiging te verkrijgen met betrekking tot dezelfde geldsom (bijvoorbeeld het loon van een werknemer), dreigt de toepassing van de ontworpen wet aanleiding te zullen geven tot conflicten waaraan de wetgever niet heeft gedacht toen hij de machtiging alleen ten voordele van de andere echtgenoot instelde. Het is niet ondenkbaar dat drie verschillende gerechten aan iemands werkgever ter kennis brengen dat hij de helft van het loon moet betalen aan de drie, onderscheidenlijk door elk van die gerechten aangewezen schuldeisers. Daar de machtiging tot het ontvangen van geldsommen geen beslag is, kan de wet inzake samenloop geen toepassing vinden, zelfs niet bij analogie. De Regering zal het stelsel van de machtiging tot het ontvangen van geldsommen dienen aan te passen bij de nieuwe omstandigheden waarin het moet werken, wil zij voorkomen dat verscheidene personen tegelijk van verschillende gerechten machtigingen

.../...

krijgen die de bedragen waarvoor ze gelden zouden overschrijden en wellicht het gehele loon van een werknemer zouden opslorpen.

III. De wet van 14 juli 1976 heeft in Boek IV van het vierde deel van het Gerechtelijk Wetboek een hoofdstuk Xbis "Vorderingen van echtgenoten betreffende hun wederzijdse rechten en verplichtingen en hun huwelijksvermogenstelsel" ingevoegd. De procedureregelen die bepaald zijn in de artikelen 1253bis tot 1253octies, zijn onder meer van toepassing op de machtiging tot het ontvangen van geldsommen waarover artikel 221 van het Burgerlijk Wetboek handelt. Die wet heeft niet bepaald dat de procedure toepassing vindt voor uit de echt gescheiden echtgenoten, overeenkomstig artikel 301bis van het Burgerlijk Wetboek (wet van 9 juli 1975). De uitbreiding van de machtigingsregeling tot andere categorieën van begunstigden impliceert dat de verwijzing naar de nieuwe bepalingen wordt ingevoegd in de artikelen 1253bis en volgende van het Gerechtelijk Wetboek, en dat het opschrift van hoofdstuk Xbis wordt gewijzigd aangezien verscheidene van die bepalingen niet meer uitsluitend doelen op een vordering betreffende de wederzijdse rechten en verplichtingen van echtgenoten. De wetgever zal bovendien hebben uit te maken of artikel 1412, eerste lid, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek zo moet worden gewijzigd dat de in het onderhavige ontwerp bedoelde machtigingen tot het ontvangen van geldsommen onder dezelfde regeling vallen als de aan de echtgenoot van de werknemer verleende machtiging, welke de enige is waarop die bepaling thans betrekking heeft.

Ook dient te worden opgemerkt dat de wijziging van artikel 391bis van het Strafwetboek, waarin artikel 89, § 2, van het ontwerp voorziet, alleen slaat op artikel 221 van het

.../...

Burgerlijk Wetboek en niet op de machtigingen tot het ontvangen van geldsommen met betrekking tot gewezen echtgenoten of ten voordele van buiten het huwelijk verwekte en geboren kinderen.

IV. Artikel 1412 van het Gerechtelijk Wetboek verwijst naar talrijke bepalingen van het Burgerlijk Wetboek waarvan er een aantal naar andere dan de erin vermelde artikelen zijn overgebracht, terwijl de inhoud van de meeste andere door de ontworpen wet gewijzigd zal worden. De in dat artikel vermelde verwijzingen dienen derhalve zo te worden gewijzigd dat ze in overeenstemming komen met de wijzigingen in de artikelen waarnaar verwezen wordt.

XXIX. Artikel 24.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel ....-

Hoofdstuk VIII van Titel V van Boek I van hetzelfde Wetboek : Tweede Huwelijk", bevattende artikel 228, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1956, wordt opgeheven".

Opmerking bij hoofdstuk III van het ontwerp, betreffende de echtscheiding.

Bij het in dit hoofdstuk opgenomen artikel 25 zijn geen opmerkingen te maken.

Opmerkingen bij hoofdstuk IV van het ontwerp, betreffende het vaderschap en de afstamming.

XXX. Artikel 26 van het ontwerp.
artikel 312 van het Burgerlijk Wetboek.

Onderschuiving en verwisseling van een kind behoren tot de gevallen waarin de in de akte van geboorte als de moeder aangeduide persoon niet de moeder is.

De Raad van State stelt voor § 2 de volgende tekst voor :

"§ 2. Door alle wettelijke middelen kan het bewijs worden geleverd dat de in de akte van geboorte als de moeder aangeduide persoon niet de moeder is".

XXXI. Artikel 26 van het ontwerp,
artikel 313 van het Burgerlijk Wetboek.

De ontworpen artikelen 312 en 313 bepalen niet dat, in het geval dat een persoon in de akte van geboorte als de moeder van het kind is aangeduid, een andere persoon, die beweert de echte moeder te zijn, het kind kan erkennen, voor welke erkenning dan vanzelfsprekend vereist is dat de in artikel 312, § 2, bedoelde vordering tot betwisting ingesteld en gegrond verklaard wordt.

Het is in het belang van het kind en van de persoon die beweert zijn echte moeder te zijn, dat deze onmiddellijk tot een daad van erkenning kan overgaan. Zij zou immers kunnen overlijden vooraleer zij de in artikel 312, § 2, bedoelde vordering tot betwisting heeft kunnen instellen, en vooral vooraleer op die vordering beschikt is.

.../...

Het ontwerp vertoont hier dus een leemte waarin zou moeten worden voorzien. Is het de Regering hiermee eens, dan kan het doel worden bereikt door aanvulling van artikel 313; dit kan worden gesplitst in twee als volgt te redigeren paragrafen :

"Artikel 313.-

§ 1. Indien in de akte van geboorte geen enkele naam als die van de moeder vermeld is, kan de persoon die beweert de moeder te zijn, het kind erkennen.

(De artikelen 321 tot 323 zijn op die erkenning van toepassing).

§ 2. Wanneer de akte van geboorte de naam van de moeder vermeldt, kan echter een andere dan de aldus aangeduide persoon het kind erkennen als zij beweert zijn moeder te zijn. In dat geval kan de erkenning alleen gevolgen hebben mits de betrokkene de in artikel 312, § 2, bedoelde vordering tot betwisting instelt en die vordering gegrond wordt verklaard".

XXXII. Artikel 26 van het ontwerp, artikelen 314 en 315 van het Burgerlijk Wetboek.

De bepalingen van deze artikelen zouden tot één artikel samengevoegd moeten worden; de woorden "prétendue mère", die in de Franse tekst van artikel 315 voorkomen, moeten worden vervangen door "mère prétendue".

.../...

De gemachtigde van de Regering heeft bij amendement het tweede lid van artikel 314 geschrapt en een algemene bepaling, artikel 333, c, ingevoegd.

Overigens wordt voorgesteld artikel 315 aan te vullen met een als volgt te redigeren lid :

"De vordering wordt ingesteld tegen de moeder en tegen degene die krachtens de artikelen 316 en 317 zou worden geacht de vader van het kind te zijn indien het moederschap vaststond".

XXXIII. Artikel 26 van het ontwerp, artikel 316 van het Burgerlijk Wetboek.

Om een oplossing te kunnen geven voor het geval van het kind dat na de ontbinding van een in extremis voltrokken huwelijk geboren wordt of voor soortgelijke gevallen waarvoor het vermoeden van vaderschap van de man hem wenselijk lijkt, heeft de gemachtigde van de Regering het ontworpen artikel 316 als volgt gewijzigd :

"Het kind dat geboren is tijdens het huwelijk of binnen ten hoogste 300 dagen na de ontbinding van het huwelijk, heeft de man tot vader".

De Raad van State heeft de gemachtigde van de Regering erop gewezen dat die bepaling

1° het wettelijk vermoeden van vaderschap na een vonnis van scheiding van tafel en bed laat bestaan;

.../...

2° het vermoeden van vaderschap ook laat bestaan ingeval de man verdwijnt.

Wat dit tweede punt betreft is de gemachtigde van de Regering het ermee eens dat na artikel 316 een nieuw artikel wordt ingevoegd, luidende

"Artikel ... .-

Het in artikel 316 bedoelde vermoeden van vaderschap geldt niet ten aanzien van het kind dat geboren is meer dan 300 dagen na de verdwijning van de man, ingeval deze afwezig verklaard is".

XXXIV. Artikel 26 van het ontwerp, artikel 317 van het Burgerlijk Wetboek.

Het eerste lid is door de gemachtigde van de Regering ingetrokken.

Het nieuwe artikel 317, tweede lid, neemt de bepaling van het huidige artikel 315, tweede lid, over, maar met belangrijke wijzigingen die volgen uit het nieuwe stelsel dat het ontwerp inzake afstamming invoert.

Dat artikel 317, tweede lid, zou zo kunnen worden geredigeerd dat beter uitkomt dat het een conflict van vermoedens van vaderschap bedoelt op te lossen. Daartoe wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel ... .-

...

Ingeval een kind geboren wordt vóór het verstrijken van de periode van driehonderd dagen na de ontbinding of de

.../...

nietigverklaring van een vorig huwelijk van zijn moeder, maar na de voltrekking van een later huwelijk van de moeder, heeft het de nieuwe man tot vader. Dat vermoeden van vaderschap kan echter worden betwist overeenkomstig de artikelen 318 en volgende; het kan ook worden betwist door de vorige man".

XXXV. Artikel 26 van het ontwerp, artikel 318 van het Burgerlijk Wetboek.

Voor § 3 wordt, in overleg met de gemachtigde van de Regering, de volgende tekst voorgesteld :

"§ 3. Tenzij het kind bezit van staat heeft ten aanzien van beide echtgenoten, of deze feitelijk herenigd zijn, wordt de vordering gegrond verklaard wanneer het kind geboren is meer dan 300 dagen na het proces-verbaal bedoeld in artikel 1258 van het Gerechtelijk Wetboek of na de verklaring bedoeld in artikel 1289 van hetzelfde Wetboek en minder dan 180 dagen na de definitieve afwijzing van de vordering of na de verzoening van de echtgenoten.

Zelfs in het geval bedoeld in het eerste lid kan het bewijs van het vaderschap van de man van de vrouw tijdens dezelfde vordering door alle wettelijke middelen worden geleverd".

§ 4. De woorden "instemmen met de verwekking" zijn kennelijk niet dienstig; men kan zich afvragen met welke handeling de man moet instemmen opdat zijn vordering wordt afgewezen.

Een vraag is ook waarom de instemming van de man de vordering tot betwisting van het vaderschap aan de moeder en aan het kind kan ontzeggen.

.../...

XXXVI. Artikel 26 van het ontwerp, artikel 319 van het Burgerlijk Wetboek.

Paragraaf 1 van dit artikel noemt niet iedereen die het vaderschap van de man kan betwisten.

Volgens § 3 kunnen de erfgenamen van de man die vordering instellen na zijn overlijden.

Volgens § 4 kunnen de erfgenamen van het overleden kind ze instellen binnen een jaar te rekenen van diens overlijden.

Wat deze laatste erfgenamen betreft heeft de gemachtigde van de Regering erop gewezen dat "erfgenaam" moet worden vervangen door "afstammeling".

In § 1 zou echter duidelijk moeten uitkomen dat de erfgenamen van de moeder volgens het ontwerp uitgesloten zijn.

Paragraaf 1 zou als volgt moeten worden aangevuld :

" ... alsook door de erfgenamen van de man en door de afstammelingen van het kind".

Paragraaf 2 bepaalt niet over welke termijn het kind beschikt. De gemachtigde van de Regering is het ermee eens dat die paragraaf wordt aangevuld. Voorgesteld wordt :

"§ 2. De vordering van de man of van de moeder dient te worden ingesteld binnen vijf jaar te rekenen van de geboorte. Wordt de vordering na die termijn ingesteld, dan kan de rechtbank ze niettemin ontvankelijk verklaren om gegronde redenen.

.../...

De vordering van het kind moet uiterlijk binnen vijf jaar na zijn meerderjarigheid worden ingesteld".

Voor de §§ 3 en 4 wordt de volgende tekst voorgestelt :

"§ 3. De erfgenamen van de man kunnen de door hem ingestelde vordering hervatten.

Indien de man overleden is terwijl de termijn voor het instellen van de vordering nog niet verstreken was, kunnen zijn erfgenamen ze instellen binnen een jaar ... (voorts zoals in het ontwerp).

§ 4. De afstammelingen van het kind kunnen de door het kind ingestelde vordering hervatten.

Indien het kind overleden is terwijl de termijn voor het instellen van de vordering nog niet verstreken was, kunnen zijn afstammelingen ze instellen binnen een jaar na het overlijden".

XXXVII. Artikel 26 van het ontwerp, artikel 320 van het Burgerlijk Wetboek.

In het derde lid van § 1 moeten de woorden "of van zijn erfgenamen" worden vervangen door "of van zijn afstammelingen".

Paragraaf 2 zou moeten worden vervangen door de volgende tekst, waarmede de gemachtigde van de Regering heeft ingestemd :

.../...

"§ 2. Indien de moeder overleden is, wordt de vordering van de man of van zijn erfgenamen alleen tegen het kind, en de vordering van het kind of van zijn afstammelingen alleen tegen de man ingesteld.

Indien de man of het kind overleden is, wordt de vordering ingesteld tegen hun erfgenamen en afstammelingen.

Indien het kind zonder erfgenaam overleden is, wordt de vordering voortgezet tegen de procureur des Konings".

XXXVIII. Artikel 26 van het ontwerp, artikel 321 van het Burgerlijk Wetboek.

De eerste twee paragrafen voege men samen, als volgt :

"De vader, zelfs minderjarig, kan het kind erkennen bij authentieke akte, wanneer hij het niet in de akte van geboorte heeft gedaan",

of als ingegaan wordt op het verder te doen voorstel om van de artikelen betreffende de erkenning algemene bepalingen te maken :

"Een persoon, zelfs minderjarig, kan het kind erkennen bij authentieke akte, wanneer hij het niet in de akte van geboorte heeft gedaan".

XXXIX. Artikel 26 van het ontwerp. artikel 322 van het Burgerlijk Wetboek.

Als op het zoëven ter sprake gekomen voorstel wordt ingegaan zal artikel 322 moeten luiden :

.../...

"Artikel 322.- Wanneer een kind door meer dan één persoon van hetzelfde geslacht wordt erkend, heeft alleen de eerste erkenning ... (voorts als in het ontwerp)".

XL. Artikel 26 van het ontwerp
artikel 323 van het Burgerlijk Wetboek.

Met inachtneming van de hem voorgelegde opmerkingen stelt de gemachtigde van de Regering een andere tekst voor :

"Artikel 323. § 1. Iedere erkenning kan door alle wettelijke middelen betwist worden door allen die er belang bij hebben, onder wie degene die ze heeft gedaan.

§ 2. Wanneer degene die het kind erkend heeft, op het tijdstip waarop hij de erkenning deed wist dat hij niet de ouder van het kind was en wanneer de erkenning nietig wordt verklaard op zijn vordering, kan hij veroordeeld worden tot het betalen van een uitkering voor het onderhoud en de opvoeding van het kind, indien het minderjarig is. Artikel 338 is van toepassing".

Met deze tekst wordt geen regeling getroffen voor de toestand van het meerderjarige kind van wie de staat die het sedert zijn geboorte ongestoord bezit, ter discussie wordt gesteld door degene die de erkenning heeft gedaan.

XLI. De artikelen 321 tot 323 zouden algemene bepalingen moeten vormen, in te voegen tussen de artikelen 331 en 332 van het Burgerlijk Wetboek.

.../...

XLII. Artikel 26 van het ontwerp, artikel 324 van het Burgerlijk Wetboek.

Bij amendement verklaart de Regering dat zij het tweede lid van het nieuwe artikel 324 achterwege laat en vervangt door een meer algemene tekst, artikel 333, c.

XLIII. Artikel 26 van het ontwerp, artikel 325 van het Burgerlijk Wetboek.

Het tweede en het derde lid van § 1 voege men samen, als volgt :

"Behalve indien er ernstige twijfel over bestaat, wordt het vaderschap vermoed wanneer is komen vast te staan dat de verweerder gedurende het wettelijk tijdperk der bevruchting gemeenschap heeft gehad met de moeder".

§ 2. Op een hem gestelde vraag heeft de gemachtigde van de Regering verklaard, dat het in deze paragraaf bepaalde geen toepassing zal vinden wanneer is komen vast te staan dat de verweerder niet de vader is.

Hij heeft ingestemd met de volgende tekst :

"§ 2. Behalve indien is komen vast te staan dat de verweerder niet de vader is, kan de rechter, op een zelfs bij conclusies ingestelde vordering, aan het kind een uitkering voor zijn onderhoud en zijn opvoeding toekennen onder de voorwaarden bepaald in de artikelen 336 en volgende, met uitzondering van artikel 341, a, (341bis)".

.../...

XLIV. Artikel 26 van het ontwerp,
artikel 326 van het Burgerlijk Wetboek.

De Raad van State stelt de volgende tekst voor, die de bedoeling van de Regering getrouwer weergeeft :

"Artikel 326.- Het kind wordt behoudens tegenbewijs vermoed te zijn verwekt op enig ogenblik in het tijdvak vanaf de 300ste tot de 180ste dag vóór de geboortedag.

Behoudens tegenbewijs wordt de verwekking geacht plaats te hebben gehad op het voor het kind gunstigste ogenblik, met inachtneming van het voorwerp der vordering die het kind heeft ingesteld of van het verweermiddel dat het voordraagt".

XLV. Artikel 26 van het ontwerp,
artikel 327 van het Burgerlijk Wetboek.

Als tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 327.- Een kind wiens afstamming is vastgesteld op grond van het vermoeden van vaderschap bedoeld in artikel 316, kan niet voor erkenning van vaderszijde in aanmerking komen noch een rechtsvordering tot onderzoek naar het vaderschap instellen.

Wanneer echter het vermoeden van vaderschap niet door het bezit van staat wordt bevestigd, zijn erkenning ... (voorts als in het ontwerp).

.../...

De eiser moet hem die in de akte van geboorte als de vader is vermeld, in het geding roepen".

XLVI. Artikel 26 van het ontwerp,
artikel 328 van het Burgerlijk Wetboek.

De gemachtigde van de Regering is het eens met het voorstel om dit artikel te schrappen.

XLVII. Artikel 26 van het ontwerp,
Artikel 330 van het Burgerlijk Wetboek.

De volgende lezing wordt voorgesteld :

"Artikel 330. § 1. Het bezit van staat wordt bewezen door feiten die te samen of afzonderlijk de betrekking van afstamming en van bloedverwantschap aantonen tussen een bepaalde persoon en de familie waartoe wordt gezegd dat hij behoort.

Het bezit van staat moet onafgebroken zijn.

§ 2. De in § 1 bedoelde feiten kunnen onder andere zijn :

- dat het kind altijd de naam heeft gedragen van degene van wie wordt gezegd dat het afstamt;
- dat laatstgenoemde het als kind heeft behandeld; dat het kind hem heeft behandeld als zijn ouders;
- dat deze als zodanig in zijn onderhoud en opvoeding heeft voorzien;

.../...

- dat het kind als zodanig wordt erkend door de familie of in de maatschappij;
- dat de openbare overheid het kind als zodanig beschouwt".

XLVIII. Artikel 26 van het ontwerp, artikel 331 van het Burgerlijk Wetboek.

Ter wille van de overeenstemming van dit artikel met artikel 312 wordt voorgesteld het als volgt te doen aanvangen

"Onverminderd artikel 312, § 2, kan niemand aanspraak maken ... (voorts als in het ontwerp)".

XLIX. Artikel 26 van het ontwerp, artikel 332 van het Burgerlijk Wetboek.

In de Franse versie moet het artikel als volgt aanvangen : "La reconnaissance et la recherche de paternité ou de maternité ne sont pas admises ...".

Is de naam van de moeder eenmaal in de akte van geboorte van het kind vermeld, dan zijn, zo verklaarde de gemachtigde van de Regering, erkenning en onderzoek naar het vaderschap verboden.

Zolang de afstamming van moederszijde niet vaststaat, onder meer omdat de naam van de moeder niet vermeld is in de akte van geboorte van het kind, kan het kind voor erkenning van vaderszijde in aanmerking komen of de rechtsvordering tot onderzoek naar het vaderschap instellen.

.../...

Er moet ook worden gedacht aan een derde mogelijkheid : de vader heeft het kind erkend vóór diens geboorteakte is opgemaakt. Die erkenning, aldus de gemachtigde van de Regering, heeft al haar rechtsgevolgen en verhindert niet dat de ambtenaar van de burgerlijke stand aan wie naderhand de aangifte van geboorte gedaan wordt, daarin de naam van de moeder vermeldt overeenkomstig artikel 57 van het Burgerlijk Wetboek, noch dat die vermelding het rechtsgevolg heeft waarin het ontworpen artikel 312, § 1, voorziet.

Die interpretatie strookt met de tekst van het ontworpen artikel 332, dat geamendeerd zou moeten worden als men wil voorkomen dat het chronologisch opeenvolgen van de erkenning door de vader en het opstellen van de geboorteakte ertoe leidt dat het vaststellen van een dubbele afstamming mogelijk wordt, hetgeen door artikel 332 principieel verboden wordt.

L. Artikel 26 van het ontwerp, artikel 333 van het Burgerlijk Wetboek.

In § 2, Franse versie, vervange men "délit" door "infraction".

De tekst van die § 2 geeft geen antwoord op de vraag of geschillen van staat prejudicieel zijn ten aanzien van andere dan strafgerechten, met name ten aanzien van de administratieve rechtscolleges.

LI. Artikel 26 van het ontwerp, artikel 333, a, van het Burgerlijk Wetboek.

Terwille van de overeenstemming met de artikelen 725 en 906 van het Burgerlijk Wetboek redigere men de tekst als volgt :

.../...

"Artikel 333bis. Rechtsvorderingen met betrekking tot de afstamming zijn niet ontvankelijk indien het kind niet levensvatbaar geboren is".

LII. Artikel 26 van het ontwerp, artikel 333, b, van het Burgerlijk Wetboek.

Het begin van dit artikel leze men als volgt :

"Wanneer de wet geen kortere termijn stelt ...".

LIII. Artikel 26 van het ontwerp, artikelen 333, c, en 333, d, van het Burgerlijk Wetboek.

Ingevolge de hem meegedeelde opmerkingen stelt de gemachtigde van de Regering voor de ontwerp-artikelen 333, c, en 333, d, andere teksten voor :

"Artikel 333quarto. § 1. De rechtsvordering tot inroeping van staat behoort aan het kind en aan elk van zijn ouders persoonlijk.

Na het overlijden van het kind kan zij ook door zijn afstammelingen of erfgenamen worden ingesteld.

Dezen kunnen de vordering echter niet instellen indien het kind sinds meer dan vijf jaar te rekenen van zijn meerderjarigheid of ontvoogding overleden is.

De vordering wordt ingesteld door de vader tegen het kind en de beweerde moeder, door de moeder tegen het kind en de beweerde vader, door het kind tegen degene die de beweerde ouder is en de vader of de moeder.

.../...

Bij overlijden van de verweerder wordt de vordering ingesteld tegen zijn erfgenamen of afstammelingen of, als er geen zijn tegen de Staat.

§ 2. Onverminderd het bepaalde in de artikelen 319 en 320 :

- kan de rechtsvordering tot betwisting van staat door iedere belanghebbende worden ingesteld;

- wordt de vordering van de vader ingesteld tegen het kind en de moeder;

- wordt de vordering van de moeder ingesteld tegen het kind en de vader;

- wordt de vordering van het kind ingesteld tegen de vader en de moeder;

- wordt de vordering van derden ingesteld tegen het kind, de vader en de moeder;

Artikel 333quinto. Van rechtsvorderingen betreffende de afstamming kan niet worden afgezien.

Erfgenamen kunnen de reeds begonnen rechtsvordering vervolgen, tenzij er uitdrukkelijk afstand van geding is geweest".

LIV. Artikel 26 van het ontwerp,
artikel 333, e, van het Burgerlijk Wetboek.

De volgende lezing wordt voorgesteld :

.../...

"Artikel 333sexies. In een rechtsvordering betreffende zijn afstamming kan een onbekwame niet door zijn vader noch door zijn moeder worden vertegenwoordigd. In zodanig geval voegt de familieraad hem een bijzondere vertegenwoordiger toe op verzoek van enige belanghebbende of van de procureur des Konings.

Degene die een voorlopige bewindvoerder heeft kan, tenzij deze zijn vader of zijn moeder is, door hem worden vertegenwoordigd".

LV. Artikel 26 van het ontwerp, artikel 333, f, van het Burgerlijk Wetboek.

Uit de verklaringen van de gemachtigde van de Regering blijkt het volgende :

1° de beslissing om een bloedonderzoek te verrichten is niet vatbaar voor gedwongen tenuitvoerlegging tegen de wil van de te onderzoeken persoon; het staat aan de rechtbank, de consequenties te trekken uit de weigering van een partij om het onderzoek te ondergaan;

2° voor het besluit van degene die bevoegd is om bloedonderzoek op een minderjarig kind toe te staan, geldt het gemeen recht inzake ouderlijk gezag.

LVI. Artikel 26 van het ontwerp, artikel 333, g, van het Burgerlijk Wetboek.

Het tweede lid kan beter als volgt worden gelezen :

.../...

"De rechter kan zelfs ambtshalve gelasten dat alle belanghebbenden jegens wie hij oordeelt dat de beslissing mede moet gelden, in het geding worden geroepen".

LVII. Artikel 26 van het ontwerp,
Artikel 333, h, van het Burgerlijk Wetboek.

Het ontworpen artikel 333, h, luidt :

"Artikel 333, h. Het beschikkende gedeelte van het vonnis of arrest waarbij een vordering betreffende de afstamming wordt toegewezen, moet binnen vier maanden door de meest gerede partij worden betekend of tegen ontvangstbewijs ter hand gesteld aan de bevoegde ambtenaar van de burgerlijke stand.

Is die formaliteit binnen de voorgeschreven termijn niet vervuld, dan wordt de beslissing als niet bestaande beschouwd. Verlenging van de termijn wordt toegestaan, tenzij bewezen is dat degene die het vonnis of arrest heeft verkregen, van het bekomen voordeel heeft afgezien.

De termijn van vier maanden begint ten aanzien van de vonnissen te lopen bij het verstrijken van de termijn van hoger beroep en ten aanzien van de arresten bij het verstrijken van de termijn van voorziening in cassatie, of vanaf de uitspraak van het arrest waarbij de voorziening wordt afgewezen.

De bevoegde ambtenaar van de burgerlijke stand is die van de plaats waar de akte van geboorte van het kind is opgemaakt of overgeschreven. Indien de akte van geboorte niet in België is ingeschreven, is de bevoegde ambtenaar van de burgerlijke stand die van de woonplaats of de verblijfplaats in België van het kind of, bij gebreke daarvan, die van het eerste district van Brussel.

.../...

Binnen een maand na de betekening of de terhandstelling schrijft de ambtenaar van de burgerlijke stand het beschikkende gedeelte over in zijn registers; melding daarvan wordt gemaakt op de kant van de akten betreffende de burgerlijke stand van het kind".

Overeenkomstig een strekking die reeds in de wet van 14 december 1970 op de ontkenning van vaderschap tot uiting gekomen is, bevat het ontwerp een algemene bepaling, neergelegd in artikel 333, h : de inzake afstamming gewezen beslissing wordt, zo zij niet binnen de wettelijke termijn is overgeschreven, "als niet bestaande beschouwd".

Volgens de gemachtigde van de Regering moet die bepaling een waarborg worden voor de overeenstemming van de registers van de burgerlijke stand met de wijzigingen die bij vonnis worden teweeggebracht in de staat van de personen. Dat resultaat kan gemakkelijk worden bereikt als het openbaar ministerie gelast wordt te zorgen dat het dictum van de beslissingen inzake afstamming wordt overgeschreven. De in het ontworpen artikel 333, h, tweede lid, bepaalde sanctie lijkt buiten verhouding te staan tot het beoogde resultaat.

De formaliteit van de overschrijving en de daaraan verbonden sanctie zijn kennelijk ontleend aan de traditionele regelen inzake echtscheiding, scheiding van tafel en bed, en adoptie. Maar in die bepalingen gaat het om vonnissen die een nieuwe staat verlenen. Bij echtscheiding moet de formaliteit worden vervuld door de echtgenoot die de echtscheiding op grond van bepaalde feiten heeft verkregen, door beide echtgenoten in geval van echtscheiding door onderlinge toestemming. Het niet vervullen van de formaliteit kan worden uitgelegd als de wil om af te zien van de gevolgen van het vonnis dat de echtscheiding toewijst.

.../...

De meeste vonnissen inzake afstamming daarentegen zijn vonnissen tot aanwijzing van recht : zij stellen vast in welke toestand partijen zich inzake afstamming wettelijk bevinden. Het lijkt niet redelijk dat een zodanige rechterlijke beslissing "als niet bestaande" wordt beschouwd omdat een formaliteit, die aan "de meest gerede partij" wordt overgelaten, niet vervuld is.

Gesteld dat een door de wet verboden erkenning van vaderschap vernietigd wordt, dan gaat het niet aan dat partijen de gevolgen van de beslissing ongedaan kunnen maken omdat de termijn voor overschrijving verstreken is. Ook is de vraag hoe het staat met het gezag van het gewijsde van een beslissing die een geschil heeft beslecht maar die door de wet "als niet bestaande" wordt beschouwd.

Door niet te bepalen op welke datum de over te schrijven rechterlijke beslissing gevolgen heeft, verwijst het ontworpen artikel 333, h, stilzwijgend naar het gemeen recht; zo gaan de gevolgen van vonnissen tot aanwijzing van staat, b.v. die welke een einde maken aan een betwisting omtrent het vaderschap of het moederschap van een kind, terug tot de geboortedatum van dat kind, aangezien zij de staat vaststellen welke het steeds heeft gehad. Tussen de dag waarop het vonnis of het arrest is gewezen en de dag waarop de in het eerste lid van de genoemde bepaling voorgeschreven formaliteit vervuld zal zijn, zal de staat van de betrokkene onzeker zijn aangezien hij, zolang die formaliteit niet vervuld is, de staat blijft behouden welke de beslissing nochtans heeft gewijzigd.

Die onzekerheid wordt nog verergerd en voor nagenoeg onbepaalde tijd verlengd wegens de in dat artikel, tweede lid, tweede volzin, verleende mogelijkheid, niet zozeer om een

.../...

"verlenging van de termijn" dan wel op opheffing van het opgelopen verval te verkrijgen. Aangezien de bepaling niet zegt welke overheid bevoegd is om die maatregel te nemen en evenmin op welke gronden zij het verval kan of moet opheffen, zal de "als niet bestaande beschouwde" beslissing leiden tot grote onzekerheid omtrent de afstamming van de betrokkene, althans totdat degene "die het vonnis of arrest heeft verkregen, van het bekomen voordeel heeft afgezien".

Tegen de in zo algemene bewoordingen geformuleerde mogelijkheid om af te zien van de bij rechterlijke beslissing vastgestelde afstamming, zijn eveneens vrij ernstige bezwaren in te brengen. In het geval van de huidige ontkenning van vaderschap kan de man die de in artikel 318, derde lid, van het Burgerlijk Wetboek voorgeschreven formaliteit niet heeft vervuld, worden geacht te hebben afgezien van de mogelijkheid om zich op de ontkenning te beroepen, hetgeen volkomen in de lijn ligt van het eenzijdig karakter van de ontkenning en van het restrictieve beleid dat de wetgever op dit gebied tot dusver heeft gevolgd. Daarentegen lijkt het niet goed in te passen in een stelsel dat, volgens de memorie van toelichting, de weg opent naar "de biologische waarheid", degene die van een werkelijke afstamming heeft doen blijken de mogelijkheid te geven ervan af te zien dat deze in de plaats komt van een vals bevonden afstamming. Ingeval de rechterlijke beslissing een onwettigheid ongedaan maakt, bv. door het vernietigen van een met de wet strijdige erkenning van vaderschap of moederschap, lijkt het bovendien met de traditionele beginselen inzake de staat van personen in strijd te zijn, de betrokken partijen de beschikking te laten over een element van hun afstamming dat meestal met de openbare orde te maken zal hebben.

De gemachtigde van de Regering heeft ermede ingestemd dat artikel 333, h, als volgt wordt geredigeerd :

.../...

"Artikel 333octies. Het beschikkende gedeelte van elk eindvonnis of eindarrest waarbij een vordering betreffende de afstamming wordt toegewezen, wordt binnen twee maanden door toedoen van het openbaar ministerie betekend aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats waar de akte van geboorte opgesteld of overgeschreven is.

Indien de akte van geboorte niet in België is ingeschreven is de bevoegde ambtenaar van de burgerlijke stand die van de woonplaats of de verblijfplaats van het kind in België of, bij gebreke daarvan, die van het eerste district van Brussel.

Binnen een maand na de betekening of de terhandstelling schrijft de ambtenaar van de burgerlijke stand het beschikkende gedeelte over in zijn registers; melding daarvan wordt gemaakt op de kant van de akten betreffende de burgerlijke stand van het kind".

LVIII. Artikel 26 van het ontwerp, artikel 334 van het Burgerlijk Wetboek.

De Regering is het ermee eens dat het woord "families" wordt vervangen door "bloed- en aanverwanten".

*

Het ontwerp zegt niet welke gevolgen het wegwerken van ieder onderscheid tussen wettige en natuurlijke kinderen zal hebben inzake het verlenen van adeldom.

.../...

Wat betreft de reeds verleende adeldom waarvan de overgang bij erfopvolging tot de wettelijke afstammelingen is beperkt, rijst de vraag of het behouden van dat onderscheid overeen te brengen is met de wil die de Regering in het onderhavige ontwerp te kennen geeft. Ook is de vraag of de Koning, wanneer hij later adeldom verleent, de overgang ervan tot de wettige kinderen zal kunnen beperken.

LIX. Artikel 26 van het ontwerp, artikel 335 van het Burgerlijk Wetboek.

De gemachtigde van de Regering heeft, toen hem gewezen werd op de moeilijkheden waartoe § 3 van dit artikel aanleiding geeft, verklaard dat ze moet vervallen.

LX. Artikel 26 van het ontwerp, artikel 336 van het Burgerlijk Wetboek.

In overleg met de gemachtigde van de Regering wordt voorgesteld het tweede en het derde lid van dit artikel te schrappen.

In het vierde lid kunnen de woorden "wegens verwantschap" vervallen.

LXI. Artikel 26 van het ontwerp, artikel 337 van het Burgerlijk Wetboek.

Naar de gemachtigde van de Regering verklaart, heeft dit artikel tot doel te verzekeren dat het kind een opvoeding krijgt overeenkomstig de maatschappelijke stand van de onderhoudsplichtige.

.../...

Na overleg met de gemachtigde van de Regering wordt voorgesteld het als volgt te redigeren :

"Artikel 337. Het bedrag van de uitkering wordt bepaald met inachtneming van de behoeften van het kind en de inkomsten en mogelijkheden van de onderhoudsplichtige en van de moeder.

Voor het beoordelen van de behoeften van het kind kan de rechter rekening houden met de sociale toestand van de onderhoudsplichtige.

De uitkering kan worden gewijzigd overeenkomstig artikel 209".

LXII. Artikel 26 van het ontwerp, artikel 338 van het Burgerlijk Wetboek.

In het eerste lid moeten de woorden "wanneer en" vervallen.

De gemachtigde van de Regering is het ermee eens dat het tweede lid als volgt wordt geredigeerd :

"De uitkering blijft ook verschuldigd na de meerderjarigheid van het kind inzover het nog behoeftig is, tenzij die toestand aan hem te wijten is".

LXIII. Artikel 26 van het ontwerp, artikel 339 van het Burgerlijk Wetboek.

De volgende tekst, waarmede de gemachtigde van de Regering heeft ingestemd, wordt voorgesteld :

.../...

"Artikel 339. De last van de uitkering gaat over op de nalatenschap van de onderhoudsplichtige.

Indien geen rechtsvordering is ingesteld tegen degene die met de moeder gemeenschap heeft gehad, is zijn nalatenschap levensonderhoud aan het kind verschuldigd overeenkomstig artikel 205, §§ 3 en 4".

LXIV. Artikel 26 van het ontwerp, artikel 340 van het Burgerlijk Wetboek.

De gemachtigde van de Regering is het ermee eens dat dit artikel als volgt wordt geredigeerd :

"De uitkering tot onderhoud is niet meer verschuldigd zodra de afstamming van vaderszijde vaststaat ten aanzien van een andere dan de onderhoudsplichtige of indien het kind geadopteerd is".

LXV. Artikel 26 van het ontwerp, artikel 341 van het Burgerlijk Wetboek.

Opdat de schuldvordering ten aanzien van onbetaald gebleven onderhoudsschulden kan blijven bestaan dient de tekst te worden aangevuld met de volgende zin, waarmede de gemachtigde van de Regering heeft ingestemd : "Deze kunnen echter de begonnen rechtsvordering voortzetten".

LXVI. Artikel 26 van het ontwerp, artikel 341,a,van het Burgerlijk Wetboek.

In het eerste lid kunnen de woorden "die de vordering wil instellen" vervallen.

.../...

De gemachtigde van de Regering is het ermee eens dat het tweede lid beter als volgt kan worden geredigeerd :

"De voorzitter bepaalt dag en uur waarop partijen voor hem moeten verschijnen. De oproeping om te verschijnen geschiedt bij gerechtsbrief".

LXVII. Artikel 26 van het ontwerp, artikel 341, b, van het Burgerlijk Wetboek.

In overleg met de gemachtigde van de Regering wordt de volgende tektst voorgesteld :

"Artikel 341ter. De vordering wordt afgewezen indien de verweerder door alle wettelijke middelen het bewijs levert dat hij de vader niet kan zijn of dat de moeder van kennelijk wangedrag was".

LXVIII. Artikel 26 van het ontwerp, artikel 341, c, van het Burgerlijk Wetboek.

In overleg met de gemachtigde ambtenaar wordt voor het eerste lid van dit artikel de volgende tekst voorgesteld :

"Indien de verweerder aanvoert dat de moeder gedurende het wettelijk tijdvak van de bevruchting met een of meer andere mannen dan de verweerder gemeenschap heeft gehad, kan de rechter, bij gebreke van andere gegevens voor een beslissing, zelfs ambtshalve de verweerder gelasten hem in het geding te

.../...

roepen. Op die rechtsvordering kan de rechter de uitkering voor het onderhoud en de opvoeding van het kind ten laste brengen van de verweerder en van de tussenkomende partijen, elk in de door hem te bepalen mate".

De gemachtigde van de Regering heeft aan de Raad van State meegedeeld dat het tweede lid moet vervallen.

Opmerkingen bij hoofdstuk V van het ontwerp, betreffende de adoptie en de wettiging door adoptie.

LXIX. Artikel 30.

Het tweede lid kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Daarenboven moet hij ten minste vijftien jaar ouder zijn dan de geadopteerde; is de geadopteerde echter een kind of een adoptief kind van de, zelfs overleden, echtgenoot van de adoptant, dan is het voldoende dat de adoptant tien jaar ouder is dan de geadopteerde".

LXX. Artikel 32.

Onder 3. verschaft het woord "geldig", dat niet in de huidige tekst staat, geen enkele nuttige verduidelijking. Het moet vervallen.

LXXI. Artikel 33.

De gemachtigde van de Regering is het ermee eens dat in de ontworpen tekst het woord "samen" moet worden ingevoegd

.../...

tussen "hun toestemming" en "verklaren", en dat het volgende lid wordt toegevoegd :

"Hetzelfde geldt voor de vader of voor de moeder wanneer de toestemming van een van hen voldoende is voor de adoptie".

LXXII. Artikel 34.

Ter wille van de duidelijkheid verdient het aanbeveling het eerste lid van § 3 geheel te herhalen en de wijzigingen erin te verwerken als volgt :

"De griffier zendt het verzoekschrift door aan de procureur des Konings. Deze wint alle nuttige inlichtingen in, met name het oordeel van de ouders van de geadopteerde en in voorkomend geval van diens voogd, alsmede van de kinderen van de adoptant indien zij de leeftijd van 21 jaar hebben bereikt. Indien een van die kinderen de leeftijd van 21 jaar niet heeft bereikt, moet het oordeel worden gevraagd van hun vader of moeder, niet-adoptant, zelfs indien deze uit de echt of van tafel en bed gescheiden is.

Het oordeel van de ouders die verklaard hebben de keuze van de adoptant of adoptanten aan een derde over te laten, behoeft niet te worden gevraagd".

*

In het vierde voorstel tot wijziging van artikel 350 van het Burgerlijk Wetboek moet het woord "tweemaal" worden geschrapt.

.../...

LXXIII. Artikel 35.

Het eerste lid van artikel 353, § 1, van het Burgerlijk Wetboek, bepaalt dat de rechtbank de adoptie kan uitspreken indien zij de weigering van hen wier toestemming in de adoptie door artikel 348 vereist is, onverantwoord acht. Het tweede lid bepaalt echter dat de rechtbank, ingeval de weigering van beide ouders of van de ouder aan wie de bewaring van het kind is toevertrouwd uitgaat, de adoptie slechts kan uitspreken indien degene die weigert toe te stemmen "zich niet om de te adopteren persoon heeft bekommerd of diens gezondheid, veiligheid of zedelijkheid in gevaar heeft gebracht".

De ontwerp-tekst voegt aan die bepaling een tweede reden toe waarom de adoptie "uitgesproken", en niet "gehomologeerd", kan worden. Er zijn echter drie duidelijke verschillen tussen de inhoud van die tekst en het huidige artikel 353, § 1 :

1° Met de nieuwe bepaling kan de rechtbank, in plaats van de adoptie uit te spreken zonder in te gaan op een onverantwoord geachte weigering, het ook doen zonder dat de toestemming van de ouders wordt gevraagd.

2° De nieuwe bepaling geeft een in artikel 353, § 1, tweede lid, ontbrekende omschrijving van het "gebrek aan belangstelling" van de ouders.

3° Zij stelt dat de adoptie niet wordt uitgesproken "indien een familielid zich bereid verklaart zelf de bewaring van het kind gedurende zijn minderjarigheid op zich te nemen ...".

.../...

Samenvoeging van de twee gronden waarop de adoptie kan worden uitgesproken lijkt des te minder bevredigend te schenken daar die gronden, al hebben ze iets gemeen (het gebrek aan belangstelling van de ouders), zich op de drie genoemde punten van elkaar onderscheiden.

Worden, zoals in het regeringsontwerp, beide gronden afzonderlijk behouden, dan kunnen een aantal problemen rijzen. Verschilt het in het tweede lid bedoelde, niet wettelijk omschreven gebrek aan belangstelling van dat waarvan in het vierde lid wel een omschrijving wordt gegeven ? Geldt de mogelijkheid dat een familielid zelf de bewaring van het kind op zich neemt, evengoed bij onverantwoorde weigering als voor het geval dat de adoptie wordt uitgesproken zonder dat de toestemming van de ouders is gevraagd ? Als het kind slechts vader of moeder heeft, komt de in het derde lid en volgende genoemde grond dan bij de onverantwoorde weigering, terwijl het derde lid alleen doelt op het gebrek aan belangstelling van de ouders ? Het middel om die bezwaren te ondervangen is, de oude bepalingen met de nieuwe samen te voegen of in het eerste en het tweede lid van het huidige artikel 353, § 1, de onderdelen weg te werken die met de nieuwe bepaling doubleren.

LXXIV. Artikel 36.

De Regering heeft bij amendement aan de Raad van State een andere tekst voorgesteld :

.../...

In artikel 354 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1969, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

"Artikel 354 Het beschikkende gedeelte van een eindvonnis of eindarrest betreffende een adoptie wordt binnen twee maanden door toedoen van het openbaar ministerie betekend aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de verblijfplaats in België van de adoptant of van een der adopterende echtgenoten.

Heeft de adoptant of een van de adopterende echtgenoten geen verblijfplaats in België, dan is bevoegd de ambtenaar van de burgerlijke stand van de verblijfplaats in België van de geadopteerde of van een der geadopteerden.

Heeft geen van de adoptanten of geadopteerden een verblijfplaats in België, dan is de ambtenaar van de burgerlijke stand van het eerste district van Brussel bevoegd.

Binnen een maand na de betekening schrijft de ambtenaar van de burgerlijke stand het beschikkende gedeelte van het vonnis of van het arrest over in zijn registers. Melding van de overschrijving wordt gemaakt op de kant van de akten betreffende de burgerlijke stand van de geadopteerde en aan zijn afstammelingen die vóór de adoptie geboren zijn".

Bij deze tekst is geen opmerking te maken.

LXXV. Nieuw artikel, in te voegen na artikel 36.

Na artikel 36 van het ontwerp moet een artikel worden ingevoegd tot schrapping van de woorden "of terhandstelling" in artikel 355 van het Burgerlijk Wetboek.

.../...

LXXVI. Artikel 37.

Dit artikel moet als volgt worden geredigeerd :

"Artikel ...

In artikel 358, § 3, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1969 ..." (voorts zoals in het ontwerp).

LXXVII. Artikel 38.

Voorgesteld wordt :

"Artikel ...

In artikel 359, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1969, vervalt het woord "wettige".

LXXVIII. Artikel 39.

Voorgesteld wordt :

"Artikel ...

In artikel 361 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1969, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° ...
2° ...
3° ...
4° ...

.../...

5° In § 3, eerste lid, worden de woorden "ouderlijke macht" vervangen door "ouderlijk gezag";

6° (zoals in punt 5 van het ontwerp, maar de woorden "drie maal" moeten vervallen).

LXXIX. Artikel 40.

In de inleidende volzin van dit artikel moeten de woorden "vervangen bij de wet van 21 maart 1969" worden vervangen door "gewijzigd bij de wet van 21 maart 1969".

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 41 tot 44 en 46 tot 48.

In de Franse tekst van het nieuwe artikel 362 moet bovendien worden gelezen : "des deux adoptants, postérieur au jugement ou à l'arrêt".

LXXX. Artikel 41.

In dit artikel moeten de woorden "eenmaal"en "tweemaal" vervallen.

LXXXI. Artikel 42.

In dit artikel moet worden gelezen : "vervallen de woorden "wettig" en "wettige".

.../...

LXXXII. Artikel 46.

In het nieuwe artikel 368 moet § 2 als volgt beginnen : "Ten volle geadopteerd kunnen worden zij die bij het opmaken ...".

LXXXIII. Artikel 47.

In § 1 van het nieuwe artikel 369 kunnen de woorden "betreffende de vormen van de adoptie" vervallen.

Wegens de verwijzing in § 1 en de nieuwe redactie van artikel 354 moet § 2 als overbodig vervallen.

Om te voorkomen dat derden en het kind zelf kennis krijgen van zijn volle adoptie, regelt het ontwerp het opmaken van een "fictieve akte van geboorte" alsook het verdwijnen - door het verbod van mededeling - van de akten betreffende de oorspronkelijke burgerlijke stand van hemzelf of van zijn vóór de volle adoptie geboren afstammelingen (§§ 4 en 5).

Het beschikkende gedeelte van de beslissing die de volle adoptie homologeert of uitspreekt, wordt weliswaar

.../...

betekend of tegen ontvangstbewijs ter hand gesteld aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats waar de akte van geboorte is opgemaakt of ingeschreven, maar wordt niet in diens registers overgeschreven noch op de kantvan de geboorteakte vermeld, in tegenstelling met hetgeen de memorie van toelichting zegt. Het ontwerp bepaalt alleen dat de ambtenaar van de burgerlijke stand aan de hand van dat beschikkende gedeelte een nieuwe akte van geboorte van het kind "opmaakt" (§3), waarin geen melding meer wordt gemaakt van de oorspronkelijke afstamming, evenmin als van de volle adoptieve afstamming, maar waarin staat dat het kind is geboren uit degene of degenen die het hebben geadopteerd en dat de geboorte door hen is aangegeven (§ 3).

Van die "nieuwe akte van geboorte" wordt op de kant van de oorspronkelijke geboorteakte en van de andere akten betreffende de burgerlijke stand van het kind en zijn afstammelingen melding gemaakt onder het hoofd (voor het kind) "Volle adoptie - mag niet worden medegedeeld" (§ 4); van akten met die kantmelding mogen alleen nog aan de Minister van Justitie, de procureurs-generaal bij de hoven van beroep en de procureurs des Konings afschriften en uittreksels worden afgegeven (§ 5), hetgeen afwijkt van artikel 45, en dus ook van het door het ontwerp gewijzigde tweede lid van dat artikel. Zo wordt het praktisch onmogelijk bij inzage van de akte enig verband te leggen tussen de oorspronkelijke en de adoptieve afstamming en omgekeerd.

Die regeling was in grote trekken uitgedacht tijdens de parlementaire voorbereiding van de Franse wet van 11 juni 1966. In "Répertoire civil Dalloz, 2e uitgave", schrijft Ghestin daarover onder "Adoption" (nr. 193) : "Mais au cours des débats parlementaires, il est apparu "qu'une telle mesure

.../...

risquerait de jeter le discrédit sur l'authenticité des actes de l'état civil". Il a également été tenu compte de l'avis des spécialistes en matière d'adoption qui recommandent de ne pas cacher la vérité à l'enfant. Cette connaissance, en effet, n'est le plus souvent traumatisante que dans la mesure où cette révélation est tardive".

De voorgenomen regeling lijkt in de praktijk tot tal van moeilijkheden te zullen leiden telkens als het kind of een derde het bewijs zal moeten leveren van de oorspronkelijke afstamming van het kind om zich te kunnen beroepen op de gevolgen die zij in werkelijkheid vóór het opmaken van de akte van volle adoptie heeft gehad en die door die akte geenszins te niet worden gedaan.

Aan het kind is bijvoorbeeld vóór zijn adoptie een nalatenschap toegevallen : hoe zal men zijn bloedverwantschap bewijzen ? Hoe zullen derden aannemen dat de nalatenschap hem te beurt gevallen is ? Hoe zal, wanneer het meerderjarig geworden kind een goed overdraagt dat hij vóór de adoptie heeft verkregen, de oorspronkelijke eigendom in de akte van verkoop of hypotheek kunnen worden nagegaan ? Of het minderjarig kind heeft vóór de akte van adoptie een feit gepleegd waarvoor zijn ouders burgerrechtelijk aansprakelijk zijn; zal het slachtoffer dan diegene dagvaarden die de volle adoptie heeft verkregen ? Wanneer het kind door afstamming een nationaliteit heeft verkregen, zullen dan de gevolgen welke deze tot aan de adoptie heeft teweeggebracht in verband worden gebracht met de oorspronkelijke afstamming, maar hoe zal men dat bewijzen ? De huwelijksbeletselen wegens (oorspronkelijke) bloedverwantschap blijven bestaan (artikel 48 van het ontwerp - artikel 370, § 1, tweede lid). Hoe zal men het bestaan ervan kennen ?

.../...

In ieder geval zou, zoals in verband met artikel 45 van het Burgerlijk Wetboek is gezegd, moeten worden voorzien in de mogelijkheid dat derden gemachtigd worden om in de akten betreffende de burgerlijke stand van de betrokkene een bepaald onderzoek in te stellen en om afschriften ervan te verkrijgen.

Het kind zelf zou, indien het dat wenst, die machtiging moeten krijgen.

Hoe het zij, is het wel noodzakelijk dat de wet, zelfs met een wettig oogmerk, het initiatief neemt om akten te doen opmaken die eigenlijk fictief en onjuist zijn, en daarmee afbreuk te doen aan de geloofwaardigheid van de akten van de burgerlijke stand ? Wil men hoop geven dat het kind van zijn adoptie onkundig zal blijven, zou het dan niet voldoende zijn in de wet te bepalen wat in het gevraagde uittreksel uit een akte van geboorte van een ten volle geadopteerd kind zal staan ? Onder voorbehoud van deze opmerking zouden de bepalingen van de §§ 3 tot 5 in een artikel 369bis moeten komen.

De bepaling die § 6 vormt en op een andere aangelegenheid betrekking heeft, komt beter als § 2 in artikel 369.

LXXXIV. Artikel 48.

Paragraaf 4 van artikel 370 moet in het Frans luiden :

.../...

"L'établissement de la filiation d'un enfant, après le jugement ou l'arrêt ..." (voorts zoals in het ontwerp).

Opmerkingen bij hoofdstuk VI, betreffende de ouderlijke macht,

LXXXV. Artikel 50.

De gemachtigde van de Regering is het ermee eens dat in het tweede lid van artikel 373 de woorden "met name wanneer zij uit de echt of van tafel en bed gescheiden zijn", worden ingevoegd na "niet samenleven". In de Franse tekst moet bovendien een komma staan tussen "de la jeunesse" en "uniquement".

LXXXVI. Artikel 51.

Dit artikel moet tot gevolg hebben dat artikel 141 opgeheven wordt en dat er eenheid wordt gebracht in de artikelen 142 en 143 alsook in het opschrift van het hoofdstuk waaronder ze staan.

De daartoe strekkende wijzigingen zijn reeds voorgesteld (opmerking XIII).

LXXXVII. Artikel 53.

Dit artikel zou moeten vervallen, onder aanpassing van de in artikel 1186 van het Gerechtelijk Wetboek aan te brengen wijzigingen (Opmerking, C III).

.../...

LXXXVIII. Artikel 54.

Het derde lid van het ontworpen artikel 384 kan de indruk wekken dat het afwijkt van artikel 600 van het Burgerlijk Wetboek. Dat bedoelt de Regering echter niet.

De gemachtigden van de Regering zijn het ermee eens dat dit lid komt te vervallen.

LXXXIX. Artikel 55.

De opheffing van artikel 386 van het Burgerlijk Wetboek maakt het noodzakelijk dat artikel 387 niet meer met "Het" maar met de woorden "Dit recht" begint.

Opmerkingen bij hoofdstuk VII van het ontwerp, betreffende de minderjarigheid, de voogdij en de ontvoogding.

XC. Artikel 56.

Voorgesteld wordt :

"Artikel ....-

Artikel 389 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 8 april 1965 en 1 juli 1976, wordt opgeheven".

XCI. Artikel 60.

Voorgesteld wordt :

.../...

"Artikel ... .-

In hetzelfde Wetboek worden opgeheven :

1° artikel 396bis, aldaar ingevoegd bij de wet van 7 maart 1938 en gewijzigd bij de wet van 10 maart 1975;

2° artikel 401bis, aldaar ingevoegd bij de wet van 7 maart 1938".

XCII. Artikel 61.

Voor artikel 405 wordt, na overleg met de gemachtigde van de Regering, de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 405. Wanneer een minderjarig en niet ontvoogd kind noch vader, noch moeder, noch een door de vader of moeder gekozen voogd, noch bloedverwant in de opgaande lijn heeft, of wanneer de voogd verschoond is of zijn bediening niet langer waarneemt, voorziet de familieraad in de benoeming van een voogd.

De bediening van de benoemde voogd eindigt wanneer de afstamming na zijn benoeming wordt vastgesteld.

Indien de erkenning betwist wordt, blijft de ouder die het kind erkend heeft en voogd geworden is, zijn bediening echter uitoefenen tot aan het eindvonnis of het eindarrest".

XCIII. Artikel 64.

Dit artikel moet als volgt aanvangen : "In artikel 4, derde lid, van hoofdstuk IIbis ...".

*

XCIV.

Het ontwerp doet de gelegenheid aan de hand om de artikelen 1 tot 6 van de wet van 21 maart 1969 zo te nummeren dat ze een plaats krijgen in het Burgerlijk Wetboek.

Daar is des te meer reden toe aangezien die artikelen een hoofdstuk IIbis van dat Wetboek vormen.

Ze kunnen worden genummerd 475bis, ter, enz.

Voorgesteld wordt de tekst als volgt te redigeren :

"De artikelen 1 tot 6 van hoofdstuk IIbis, in titel X van boek I van het Burgerlijk Wetboek ingevoegd bij artikel 3 van de wet van 21 maart 1969, vormen de artikelen 475bis, 475ter ...".

XCV. Artikel 65.

Voorgesteld wordt :

"Artikel ... .-

Artikel 497 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 8 april 1965 en 10 maart 1975, wordt met het volgende lid aangevuld : "...".

XCVI. Artikelen 66 en 67.

In de inleidende volzin van deze artikelen leze men :

"In artikel ..., ... lid".

.../...

XCVII. Artikel 68.

Voorgesteld wordt dit artikel als volgt te lezen :

"Artikel ... .-

In artikel 487quater, in hetzelfde Wetboek ingevoegd bij de wet van 29 juni 1973, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "hun ouderlijke macht" en "de ouderlijke macht" onderscheidenlijk vervangen door de woorden "hun ouderlijk gezag" en "het ouderlijk gezag";

2° het artikel wordt met het volgende lid aangevuld : "...".

Opmerkingen bij hoofdstuk VIII van het ontwerp, betreffende de erfenissen.

XCVIII. Artikel 74.

Door het opheffen van de artikelen 756 tot 766 van het Burgerlijk Wetboek, schaft het ontwerp de bijzondere bepalingen af die in de artikelen 762 tot 764 handelen over de in overspel of bloedschande verwekte kinderen. Die twee termen komen in de bepalingen van het ontwerp niet meer voor. Na dezes inwerkingtreding zal het eerste begrip iedere rechtsinhoud verloren hebben. Daarentegen zullen krachtens het ontworpen artikel 332 van het Burgerlijk Wetboek erkenning en onderzoek naar het vaderschap of moederschap verboden blijven wanneer daaruit aan het licht zou kunnen komen dat er tussen de ouders een band van bloedverwantschap in de rechte lijn bestaat of dat zij broer en zuster zijn.

.../...

Het is nochtans mogelijk dat een zondanige afstamming wettelijk wordt vastgesteld, met name op grond van de interpretatie die de gemachtigde van de Regering aan het ontworpen artikel 332 van het Burgerlijk Wetboek geeft (zie hiervoren de opmerking bij dat artikel). Neemt de wetgever een zodanige oplossing aan, dan zal het kind zijn erfrecht ten aanzien van zijn beide ouders kunnen doen gelden, zelfs indien uit beide wettelijk vastgestelde afstammingen blijkt dat tussen hen het in artikel 332 bedoelde huwelijksbeletsel bestaat.

Ingeval de afstamming van het kind langs vaderszijde niet kan worden bewezen, kan het kind krachtens het ontworpen artikel 336, laatste lid, van de man die met zijn moeder gemeenschap heeft gehad een uitkering tot onderhoud verkrijgen die overeenkomstig het ontworpen artikel 339 op de nalatenschap van de onderhoudsplichtige kan overgaan.

Wanneer daarentegen de afstamming langs vaderszijde in de eerste plaats is vastgesteld, overeenkomstig de interpretatie welke de gemachtigde van de Regering aan het ontworpen artikel 332 geeft, verbiedt die bepaling de vaststelling van het moederschap en kan het kind geen enkel recht doen gelden, noch tegen de vrouw van wie hij beweert dat zij zijn moeder is, noch, na haar overlijden, tegen haar nalatenschap.

XCIX. Artikel 75.

De tekst onder 5 moet als volgt worden geredigeerd :

"5. In II, § 9, 2°, worden de woorden "de kinderen die uit zijn huwelijk met de overleden echtgenoot geboren zijn" vervangen door de woorden "hun gemeenschappelijke of geadopteerde kinderen".

.../...

Opmerkingen bij hoofdstuk IX van het ontwerp, betreffende de schenkingen onder de levenden en testamenten.

C. Artikel 79.

In het ontworpen artikel 960 moeten de woorden "door de geboorte van een wettig kind van de schenker, al is het na zijn dood geboren, of door de wettiging, bij opvolgend huwelijk, van een natuurlijk kind, indien het na de schenking geboren is", worden vervangen door de woorden "door de geboorte, na de schenking, van een kind van de schenker, al is het na zijn dood geboren of wordt de afstamming na zijn dood vastgesteld".

CI. Artikel 81.

De gemachtigde van de Regering stelt het volgende amendement voor, waarbij de Raad van State geen opmerkingen te maken heeft.

"De artikelen 1098 en 1465 van hetzelfde Wetboek worden opgeheven".

Opmerkingen bij hoofdstuk X, betreffende de wijzigingen in het Gerechtelijk Wetboek.

CII. Nieuw artikel in te voegen vóór artikel 82.

Artikel 591, 7°, van het Gerechtelijk Wetboek moet in overeenstemming worden gebracht met de voorgenomen wijzigingen in het Burgerlijk Wetboek : de vermelding van de artikelen 762 en 763 van het Burgerlijk Wetboek komt te vervallen en in plaats van naar artikel 314bis moet naar artikel 336 worden verwezen.

.../...

CIII. Nieuw artikel, in te voegen na artikel 82.

Het ontwerp brengt geen wijziging aan in artikel 1181 van het Gerechtelijk Wetboek, ofschoon de voogdij over de ongeboren vrucht door artikel 58 van het ontwerp wordt afgeschaft en de artikelen 391 en 392 van het Burgerlijk Wetboek, betreffende de bijzondere raadsman van de moeder-voogdes, opgeheven zijn door de wet van 10 maart 1975.

In het ontwerp zou derhalve een artikel moeten worden opgenomen tot wijziging van artikel 1181 van het Gerechtelijk Wetboek.

Voorgesteld wordt :

"Artikel ... .-

In artikel 1181 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid vervallen de woorden "van de curator over de ongeboren vrucht en van de bijzondere raadsman van de moeder-voogdes";

2° het derde lid wordt door de volgende bepaling vervangen : "In de andere gevallen mag de toeziende voogd bij de boedelbeschrijving tegenwoordig zijn".

.../...

CIV. Artikel 83.

De gemachtigde van de Regering stelt bij wege van amendement een andere tekst voor, waarbij de Raad van State geen opmerkingen te maken heeft :

"Artikel ... .-

Artikel 1186, derde lid, van hetzelfde Wetboek, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Staan de minderjarigen onder het ouderlijk gezag van hun ouders, dan moet tot de verkoop worden gemachtigd door de rechtbank van eerste aanleg, op verzoekschrift ingediend door een van de ouders, de andere gehoord of althans opgeroepen".

*

CV. Nieuwe artikelen, in te voegen na artikel 83.

Na artikel 83 moeten artikelen worden ingevoegd tot wijziging van de artikelen 1253bis en volgende van het Gerechtelijk Wetboek en van het opschrift van het hoofdstuk waaronder ze staan, alsook tot wijziging van artikel 1412, zoals is gezegd bij de opmerkingen betreffende de artikelen 22 en 23 van het ontwerp (artikelen 203 b en c van het Burgerlijk Wetboek).

.../...

Opmerkingen bij hoofdstuk XI betreffende de wijzigingen in het Strafwetboek.

CVI. Nieuwe artikelen, in te voegen vóór artikel 86.

In het ontwerp behoren artikelen tot wijziging van de artikelen 263 en 264 van het Strafwetboek te worden ingevoegd ten gevolge van de wijzigingen die in diverse bepalingen van het Burgerlijk Wetboek worden aangebracht.

De volgende teksten worden voorgesteld :

"Artikel ... .-

Artikel 263 van het Strafwetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 263. Met geldboete van zesentwintig frank tot driehonderd frank wordt gestraft de ambtenaar van de burgerlijke stand die een van de bepalingen van de artikelen 34 tot 44, 45, § 1, eerste lid, 57bis en 79 van het Burgerlijk Wetboek overtreedt. Met dezelfde straf wordt gestraft de krachtens artikel 45 van hetzelfde Wetboek speciaal door de ambtenaar van de burgerlijke stand gemachtigde ambtenaar die de bepalingen van dat artikel overtreedt".

.../...

Artikel ... .-

Artikel 264 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 15 juni 1951, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 264. Met geldboete van honderd frank tot vijfhonderd frank wordt gestraft de ambtenaar van de burgerlijke stand die een van de bepalingen van de artikelen 45, § 1, tweede lid, en 369, §§ 3 tot 5, van het Burgerlijk Wetboek overtreedt".

Artikel ... .-

Artikel 265 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 265. Met geldboete van zesentwintig frank tot vijfhonderd frank wordt gestraft de ambtenaar van de burgerlijke stand :

1° die een huwelijk voltrekt zonder zich van het bestaan van de vereiste toestemmingen te vergewissen;

2° die nalaat de vereiste toestemmingen in de akte van huwelijk te vermelden;

3° die een huwelijk voltrekt zonder het bewijs te vorderen dat de aanstaande echtgenoot aan de dienstplichtwetten heeft voldaan".

De gemachtigde van de Regering heeft met die teksten ingestemd.

.../...

CVII. Artikel 87.

De inleidende volzin moet als volgt worden geredigeerd :

"In artikel 360bis, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, aldaar ingevoegd bij de wet van 15 mei 1912, worden de woorden : ...".

CVIII. Artikel 89.

De inleidende volzin moet als volgt worden geredigeerd :

"In artikel 391bis van hetzelfde Wetboek, aldaar ingevoegd bij de wet van 14 januari 1928 en gewijzigd bij de wet van 5 juli 1963, worden de volgende wijzigingen aangebracht : ".

De tekst onder 1. moet als volgt worden geredigeerd :

"1. Het tweede lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Met dezelfde straffen wordt gestraft hij die, in de omstandigheden omschreven in het eerste lid, niet voldoet aan de verplichtingen bepaald in de artikelen 203, 203a (203bis in de door de Raad van State voorge-

stelde nummering) 205, 206, 213, 301, 303, 307, 307bis en 364 van het Burgerlijk Wetboek en in de artikelen 1288 en 1306, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek".

Onder 2. moet de verwijzing naar artikel 1280 van het Gerechtelijk Wetboek vervallen.

CIX. Artikelen 90 tot 92.

Volgens de gemachtigde van de Regering ligt het in de bedoeling van de Regering de strafverzwaringen welke onder meer bepaald zijn in de artikelen 395, 410 en 415 van het Strafwetboek, uit te breiden tot de misdrijven door een geadopteerde gepleegd op de persoon van zijn adoptanten en, in geval van volle adoptie, op de persoon van de bloedverwanten in de opgaande lijn van de adoptanten.

Gelet op de gevolgen van de gewone adoptie blijven de strafverzwaringen bovendien bestaan ingeval het adoptief kind een misdrijf pleegt tegen zijn bloedverwanten in de opgaande lijn in zijn familie van oorsprong; na volle adoptie echter zullen de strafverzwaringen geen toepassing meer vinden op de misdrijven door het kind gepleegd tegen zodanige bloedverwanten.

Met inachtneming van deze opmerking stelt de Raad van State voor, onmiddellijk na artikel 392 een als volgt te redigeren artikel 392bis in te voegen :

.../...

"Artikel ... .-

In hoofdstuk I van titel VIII van boek II van het Strafwetboek wordt een artikel ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 392bis. Voor de toepassing van dit hoofdstuk worden met de woorden "vader", "moeder","ouders" en "bloedverwant in opgaande lijn" ook de adoptanten en, in geval van volle adoptie, ook de bloedverwanten in de opgaande lijn van de adoptanten bedoeld".

De gemachtigde van de Regering heeft met deze tekst ingestemd.

*

Wat artikel 91 van het ontwerp betreft, stelt de gemachtigde van de Regering voor, in het derde lid van artikel 396 van het Strafwetboek het woord "onwettig" te vervangen door "buiten het huwelijk geboren", waardoor in de oorspronkelijke ontwerp-tekst de woorden "verwekt of" kunnen vervallen.

De Raad van State is echter van oordeel dat het woord "verwekt" behouden moet worden; het gevolg van de schrapping zou zijn dat doodslag op het tijdens het huwelijk verwekte maar na de dood van zijn vader geboren kind gestraft wordt met de lichtere straf van het derde lid van artikel 396.

*

.../...

Indien het hiervoren gedane voorstel om in het Strafwetboek een artikel 392bis in te voegen wordt aangenomen, moet artikel 92 als volgt worden gewijzigd :

"Artikel ... .-

1. In artikel 410, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "wettige of natuurlijke ouders, tegen degenen die hem tot kind hebben aangenomen of tegen zijn andere wettige bloedverwanten" vervangen door de woorden "ouders of andere bloedverwanten in de opgaande lijn".

2. In het tweede lid van hetzelfde artikel, aldaar ingevoegd bij de wet van 12 mei 1912, vervallen de woorden "wettige of natuurlijke" en "door degenen die hem tot kind hebben aangenomen".

CX. Artikel 93.

Voorgesteld wordt :

"Artikel ... .-

In artikel 415 van hetzelfde Wetboek vervallen de woorden "wettige" en "of tegen zijn natuurlijke ouders".

.../...

CXI. Artikel 94.

Dat in artikel 450 van het Strafwetboek het woord "wettige" vóór het woord "erfgenamen" vervalt, lijkt geen enkele juridische strekking te hebben.

CXII. Algemene opmerking bij hoofdstuk XII. van het ontwerp.

De wijzigingen welke het ontwerp aanbrengt in de gecoördineerde wetten op de verwerving, het verlies en de herkrijging van de nationaliteit hebben in hoofdzaak tot doel, in dit onderdeel van het Belgische recht, de gevolgen te trekken uit de afschaffing van ieder onderscheid tussen de diverse categorieën van kinderen ongeacht de wijze waarop de afstamming wordt vastgesteld en ongeacht de omstandigheden van de geboorte. Overeenkomstig artikel 1 van het Verdrag van 's-Gravenhage van 12 april 1930 nopens zekere vragen betreffende de wetsconflicten inzake nationaliteit (wet van 20 januari 1939), moet de Belgische wetgever zich beperken tot het vaststellen van de voorwaarden waaronder de Belgische nationaliteit verkregen, verloren of herkregen wordt. Een aantal bepalingen van het ontwerp zijn in dat opzicht niet zeer duidelijk en de redactie ervan moet worden verbeterd zoals hierna zal worden voorgesteld. Bij het ontwerp lijkt ook de bedoeling te hebben voorgezeten de vermenigvuldiging van nationaliteitsconflicten (staatloosheid en dubbele nationaliteit) te voorkomen, hetzij door het verkrijgen van de Belgische nationaliteit afhankelijk te maken van het feit dat het kind geen andere nationaliteit heeft,

.../...

hetzij door te bepalen dat dezelfde nationaliteit alleen wordt verloren als het kind daardoor niet staatloos wordt. Als dat werkelijk de bedoeling van de Regering is, zou ze in de teksten tot uiting moeten komen; de Raad van State acht het nuttig in dat verband enkele wenken te geven.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 95.

Het ontworpen artikel 1, 2°, van de gecoördineerde wetten geeft aan het kind de Belgische nationaliteit van zijn moeder slechts als de afstamming enkel te haren aanzien vaststaat. Ingeval de afstamming van vaderszijde vaststaat maar het kind ten gevolge van die afstamming geen nationaliteit verkrijgt - hetzij omdat zijn vader staatloos is, hetzij omdat het kind niet voldoet aan de voorwaarden waaronder de nationaliteit van zijn vader op hem overgaat - blijft het kind ingevolge artikel 1, 2°, staatloos.

Als, omgekeerd, het kind dat de Belgische nationaliteit van zijn moeder heeft verkregen op grond van het ontworpen artikel 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de nationaliteit, naderhand door zijn vader erkend wordt, en gesteld dat diens vreemde nationaliteit van rechtswege op het kind overgaat, wordt dit laatste bipatride. Geen bepaling van het ontwerp zegt immers dat de aanvankelijk door de moeder overgedragen Belgische nationaliteit in dat geval verloren wordt.

.../...

Wil de wetgever de staatloosheid of de dubbele nationaliteit waartoe een gemis van coördinatie tussen de Belgische en de buitenlandse nationaliteitsregels leidt, voorkomen, een voornemen dat de Regering te kennen lijkt te geven met de voorwaarde die gesteld is in het genoemde artikel 1, 2°, dan moet :

a) die bepaling als volgt worden geredigeerd :

"2° het kind geboren uit een moeder die op het ogenblik van de vaststelling van de afstamming Belg was, tenzij het kind op dat ogenblik de vreemde nationaliteit van zijn vader heeft verkregen".

b) artikel 18 van de gecoördineerde wetten met de volgende bepaling worden aangevuld :

"... door het kind dat de Belgische nationaliteit van zijn moeder heeft verkregen overeenkomstig artikel 1, 2°, indien het, door het vaststellen van zijn afstamming van vaderszijde gedurende zijn minderjarigheid en vóór zijn ontvoogding, vervolgens de vreemde nationaliteit van zijn vader verkrijgt".

*

Voorts zou de inleidende volzin van artikel 95 als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 1 van de wetten op de verwerving, het verlies en de herkrijging van de nationaliteit, gecoördineerd op 14 december 1932, wordt door de volgende bepaling vervangen :".

.../...

Artikel 96.

I. Het eerste en het derde lid van het ontworpen artikel 2 van de gecoördineerde wetten bestaan uit bepalingen die thans in artikel 1, 2°, van die wetten staan. Men kan zich afvragen of het begrip "kind geboren in België uit wettelijk onbekende ouders", waarvan de interpretatie steeds moeilijkheden heeft opgeleverd, dienstig is nu de regel mater semper certa est in het Belgische recht wordt ingevoerd. Dat begrip verwijst immers naar de huidige regel van het Belgische recht, volgens welke de natuurlijke moeder wier naam in de akte van geboorte vermeld is, "wettelijk" onbekend is. Als het ontworpen artikel 312 van het Burgerlijk Wetboek eenmaal in werking is getreden zullen er, op de vondelingen na, geen in België uit wettelijk onbekende ouders geboren kinderen meer zijn, tenzij de bepaling moet worden toegepast op het kind dat geboren is uit een vreemde vrouw wier persoonlijke wet niet toestaat dat een rechtsbetrekking van afstamming ontstaat door de enkele vermelding van de naam van de moeder in de geboorteakte of van wie de wet eist dat die melding met een andere omstandigheid wordt aangevuld (zoals het bezit van staat in artikel 337 van de Franse "Code civil").

Terwijl het huidige artikel 1, 2°, van de gecoördineerde wetten vooral tot gevolg heeft dat het in België geboren kind de nationaliteit krijgt van de Belgische vrouw uit wie het geboren is, zonder dat de rechtsbetrekking van afstamming moet worden vastgesteld, zal de ontworpen bepaling toepassing vinden op vonde-

.../...

lingen alsook op uit een vreemde vrouw geboren kinderen, maar in dat laatste geval zal voor die toepassing volgens de bevoegde vreemde wet moeten worden uitgemaakt of de moeder "wettelijk onbekend" is.

Ligt het in de bedoeling de Belgische nationaliteit te verlenen aan kinderen die in België geboren worden zonder dat zij een nationaliteit verkrijgen ingevolge hun afstamming, meer bepaald omdat die afstamming niet vaststaat, dan dient de bepaling dienovereenkomstig te worden geredigeerd. Ziet men daarin integendeel een bloot vermoeden dat de Belgische nationaliteit overgaat ingevolge een ten aanzien van een Belgische vrouw wettelijk onbekende afstamming, dan is het voldoende de draagwijdte van de bepaling tot de vondelingen te beperken aangezien de enkele vermelding van de naam van de moeder in de geboorteakte voortaan tot gevolg zal hebben dat het kind de Belgische nationaliteit van die moeder verkrijgt op grond van het ontworpen artikel 1, 2°, van de gecoördineerde wetten.

II. Het tweede lid van het ontworpen artikel 2 van de gecoördineerde wetten luidt :

"Deze bepaling is slechts van toepassing voor zover de afstamming van het kind niet tijdens zijn minderjarigheid en vóór zijn ontvoogding wordt vastgesteld".

De Regering blijkt het zo te bedoelen dat het kind de overeenkomstig het eerste lid van hetzelfde artikel verkregen Belgische nationaliteit verliest indien

.../...

zijn afstamming na zijn geboorte, maar vóór zijn meerderjarigheid of zijn ontvoogding wordt vastgesteld. Het is echter niet juist dat de bedoelde bepaling "geen toepassing vindt", aangezien zij integendeel de Belgische nationaliteit wel degelijk aan het kind zal hebben verleend tot zijn afstamming is vastgesteld. Indien de Regering het werkelijk zo bedoelt, dient met dat oogmerk een bepaling te worden ingevoegd onder artikel 18 van de gecoördineerde wetten. De wetgever zal hebben te oordelen :

1° of de enkele vaststelling van de afstamming zonder dat het kind daardoor een vreemde nationaliteit verkrijgt, tot gevolg moet hebben dat het kind de Belgische nationaliteit verliest en dus staatloos wordt;

2° of de adoptie van het kind al dan niet hetzelfde gevolg moet hebben.

Artikel 97.

In het ontworpen artikel 3 van de gecoördineerde wetten regelt de Regering twee verschillende zaken die van elkaar onderscheiden zouden moeten worden : de gevolgen, ten aanzien van het verlenen van de Belgische nationaliteit, van de adoptie door een Belg, en de gevolgen, ten aanzien van de nationaliteit van een adoptief kind van Belgische oorsprong, van zijn adoptie door een vreemdeling.

.../...

I. De oplossing van de Regering is, dat aan het vreemde kind (of, in voorkomend geval, aan het kind dat Belg is door toepassing van het ontworpen artikel 2, eerste lid) de Belgische nationaliteit van de adoptant wordt verleend. Dat voornemen zou juister uitgedrukt zijn indien artikel 1 met de volgende bepaling werd aangevuld :

"3° het kind dat geadopteerd of ten volle geadopteerd is, indien de adoptant Belg is of, in geval van volle adoptie door beide echtgenoten, indien de man Belg is".

Dan zou het tweede lid van het ontworpen artikel 1 als volgt moeten worden geredigeerd :

"Deze bepalingen vinden slechts toepassing indien het kind een niet ontvoogde minderjarige is op het ogenblik dat de afstamming wordt vastgesteld, op het ogenblik dat de akte van adoptie of van volle adoptie wordt opgesteld of op het ogenblik dat het verzoekschrift tot het uitspreken van de adoptie of van de volle adoptie wordt ingediend".

Een variant zou zijn, dat als tijdstip wordt genomen de datum van de homologatie of van de overschrijving. Het lijkt echter noodzakelijk in dat opzicht een verduidelijking aan te brengen die nu in de ontwerptekst ontbreekt.

II. In het geval dat een kind door een vreemdeling is geadopteerd, is het overbodig te stellen dat het de staat van de adoptant volgt als deze onderdaan is van

.../...

de Staat waarvan de wet aan het kind de nationaliteit van de adoptant verleent; dit vloeit immers voort uit artikel 2 van het Verdrag van 's-Gravenhage van 12 april 1930. Als het tweede gedeelte van de bepaling enige rechtsinhoud heeft, dan kan die er niet op neerkomen dat een adoptief kind dat de Belgische nationaliteit heeft doordat het de vreemde nationaliteit van de adoptant verkrijgt, de Belgische nationaliteit verliest. Mocht de Regering het zo bedoelen, dan zou artikel 18 van de gecoördineerde wetten in die zin aangevuld moeten worden.

Artikel 99.

Met de twee veronderstellingen, die in het eerste en het tweede lid van het ontworpen artikel 5 van de gecoördineerde wetten worden onderscheiden, lijkt niet aan alle mogelijke toestanden gedacht te zijn.

1° Ouders en adoptanten oefenen het ouderlijk gezag samen uit : het tweede lid voorziet alleen in het geval dat de ouders gehuwd zijn en bepaalt dat de door de man verkregen Belgische nationaliteit op het kind overgaat. Volgens die tekst zou, wanneer de ouders niet gehuwd zijn en zelfs indien beiden de Belgische nationaliteit verkrijgen, die verkrijging zonder gevolg zijn ten aanzien van de nationaliteit van het kind. Die discriminatie ten aanzien van het uit niet gehuwden geboren kind - blijkbaar de enige waaronder

.../...

het zou lijden - lijkt niet in overeenstemming te zijn met het beginsel van het ontworpen artikel 334 van het Burgerlijk Wetboek.

2° Het is niet zeker dat het eerste lid alle andere mogelijkheden dekt, met name :

a) het kind van wie de afstamming slechts ten aanzien van een van zijn ouders vaststaat;

b) het kind van wie een der ouders overleden is;

c) het kind wiens ouders feitelijk gescheiden zijn en ten aanzien van wie de uitoefening van het ouderlijk gezag geregeld is door het ontworpen artikel 372, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek;

d) het kind wiens ouders uit de echt gescheiden zijn of een geding tot echtscheiding aanhangig hebben gemaakt.

Het zou dienstig zijn dat de Regering haar bedoeling wat die verschillende punten betreft verduidelijkt.

*

In het tweede lid van het ontworpen artikel 5 moet worden gelezen "wanneer het bestuur over de persoon" en moeten de woorden "het vorige lid" worden vervangen door "het eerste lid".

.../...

CXIII. Artikel 100.

Duidelijkheidshalve vervange men het hele artikel 6 van de gecoördineerde wetten. Voorgesteld wordt :

"Artikel 100.-

Artikel 6 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wetten van 11 februari 1953, 22 december 1961 en 21 maart 1969, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 6. De staat van Belg door keuze kan onder de voorwaarden en op de wijze als hierna bepaald, worden verkregen door :

1° het kind dat in België geboren is;

2° het kind dat in het buitenland geboren is en van wie een der ouders of adoptanten de staat van Belg heeft of gehad heeft".

CXIV. Artikel 101.

Artikel 15, tweede lid, van de op 14 december 1932 gecoördineerde wet op de verwerving, het verlies en de herkrijging van de nationaliteit regelt een ander geval dan in het tweede lid van het ontworpen artikel 101 bedoeld is. De gemachtigde van de Regering geeft dat toe. Dat tweede lid, dat door artikel 101 van het ontwerp wordt gewijzigd, kan beter een artikel worden.

.../...

De volgende teksten worden voorgesteld :

"Artikel ... .-

Artikel 15, tweede lid, van dezelfde wetten wordt opgeheven.

Artikel ... .-

In dezelfde wetten wordt een artikel 15bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 15bis. De meerderjarige of ontvoogde kinderen van wie een ouder of een adoptant Belg geworden is door naturalisatie, vóór het verstrijken van hun vijfentwintigste jaar, kunnen hun voornemen te kennen geven om de staat van Belg te volgen, hetzij samen, in welk geval zij vrijgesteld zijn van de voorwaarden bepaald in de artikelen 12 en 13, hetzij binnen zes maanden na de overschrijving van de akte van naturalisatie, volgens de formaliteiten bepaald in artikel 10".

CXV. Artikel 102.

De inleidende volzin redigere men als volgt :

"Artikel 18, 4°, van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 8 april 1965, wordt door de volgende bepaling vervangen : ...".

De tekst onder 4° van het nieuwe artikel 18 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

.../...

"4° Door de niet ontvoogde minderjarige kinderen van een Belgische ouder of adoptant ..., indien zij tegelijk met die ouder of die adoptant de vreemde nationaliteit verkregen hebben. Wanneer het bestuur over de persoon van de kinderen toekomt aan elk van beide ouders of adoptanten, vindt deze bepaling slechts toepassing als de vader of de man de staat van Belg verliest".

CXVI. Artikelen 103 tot 105.

De gemachtigde van de Regering heeft verklaard dat deze artikelen worden ingetrokken.

CXVII. Opmerkingen bij hoofdstuk XIII van het ontwerp, met betrekking tot wijzigingen van enige bepalingen betreffende het huwelijk.

Onder voorbehoud van de bij artikel 113 te maken opmerking, zouden in hoofdstuk XIII van het ontwerp moeten worden samengebracht de wijzigingen in diverse wetsbepalingen die rechtstreeks verband houden met de door het ontwerp gewijzigde teksten.

Het opschrift van hoofdstuk XIII zou derhalve als volgt moeten worden vervangen :

"Wijzigingen in diverse wetsbepalingen".

.../...

In dat hoofdstuk moeten als volgt geredigeerde artikelen worden opgenomen :

"Artikel ... .-

Het decreet van 4 juni 1806 betreffende de wijze waarop wordt geredigeerd de akte waarbij de ambtenaar van de burgerlijke stand vaststelt dat hem een levenloos kind is vertoond, wordt opgeheven.

Artikel ... .-

Het koninklijk besluit van 5 februari 1817 betreffende de wettiging van kinderen geboren uit ouders in de verboden graad wordt opgeheven.

Artikel ... .-

Artikel 18 van het decreet van 18 juli 1831 op de gezondheid wordt opgeheven.

Artikel ... .-

In artikel 5 van de wet van 16 augustus 1887 wijzigingen toebrengende aan sommige schikkingen rakende het huwelijk vervallen de woorden "en tot de wettigmaking van hunne onechte kinderen" (1).

Artikel ... (artikel 106 van het ontwerp).

In artikel 1 van de wet van 26 december 1891 tot wijziging van enige bepalingen betreffende het huwelijk, aangevuld bij de wet van 7 januari 1908, vervallen de woorden "alsmede de voornamen, de namen, het beroep, het domicilie en de verblijfplaats van hunne vaders en moeders" (1).

.../...

(1) Van de gelegenheid zou gebruik kunnen worden gemaakt om de nog geldende bepalingen van de wet van 16 augustus 1887 en van de wet van 26 november 1891 in het Burgerlijk Wetboek op te nemen. Op die wijze zouden beide wetten tevens een rechtsgeldige Nederlandse tekst krijgen.

Artikel ... .-
Artikel 9 van dezelfde wet wordt opgeheven (1).

Artikel ... .-
In artikel 5 van de wet van 10 juli 1931 betreffende de bevoegdheid der diplomatieke en consulaire agenten in notariële zaken worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 4° wordt opgeheven;

2° in 5° vervalt het woord "onechte";
in 6° vervalt het cijfer "4" en vervallen de woorden "Belgisch Congo of Ruanda-Urundi".

Artikel ... .-
In de wet van 12 juli 1931 betrekking hebbende op zekere akten van de burgerlijke stand, alsmede op de bevoegdheid der diplomatieke en consulaire ambtenaren in zake burgerlijke stand, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 3 worden de woorden "artikel 4 der wet van 16 augustus 1887 en artikel 6 der wet van 30 april 1896 (artikel 155bis van het Burgerlijk Wetboek)" vervangen door "de artikelen 151 en 153 van het Burgerlijk Wetboek";

2° in artikel 6 vervalt het woord "onwettige";

.../...

(1) Van de gelegenheid zou gebruik kunnen worden gemaakt om de nog geldende bepalingen van de wet van 16 augustus 1887 en van de wet van 26 november 1891 in het Burgerlijk Wetboek op te nemen. Op die wijze zouden beide wetten tevens een rechtsgeldige Nederlandse tekst krijgen.

3° in artikel 10 worden de woorden "binnen de tien dagen" vervangen door "binnen de termijnen bepaald in de artikelen 55 en 56 van het Burgerlijk Wetboek".

Artikel ... .-

In artikel 7 van de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1967, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De aangifte van geboorte wordt aan de gezagvoerder van het luchtvaartuig gedaan door de vader of de moeder of door beide ouders of, bij gebreke van hen, door enige andere persoon die bij de bevalling tegenwoordig is geweest".

2° in het vierde lid, 4°, vervallen de woorden "het beroep" en "en van de getuigen".

Artikel ... .-

Artikel 2, eerste lid, van de wet van 14 juli 1966 betreffende sommige buiten het Rijk opgemaakte akten van de burgerlijke stand wordt aangevuld met de woorden "overeenkomstig artikel 45, eerste en tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek".

.../...

Opmerkingen bij hoofdstuk XIV van het ontwerp, betreffende de overgangs- en slotbepalingen.

CXVIII. Artikel 107.

Voorgesteld wordt :

"Artikel ... .-

Onverminderd de artikelen 108 tot 110 is deze wet van toepassing op de toestanden die ontstaan en de handelingen die verricht zijn vóór haar inwerkingstelling; die toepassing mag er echter niet toe leiden dat handelingen die onder de vroegere wetgeving op geldige wijze zijn verricht, worden vernietigd of gevolgen doen ontstaan voor een periode die aan die inwerkingstelling voorafgaat.

Het bij deze wet gewijzigde artikel 1, 2°, van de op 14 december 1932 gecoördineerde wetten op de verwerving, het verlies en de herkrijging van de nationaliteit is slechts van toepassing op de kinderen die na de inwerkingtreding van deze wet geboren zijn".

CXIX. Artikel 108.

Voorgesteld wordt de verschillende overgangsbepalingen betreffende de rechtsvorderingen in één artikel samen te brengen.

.../...

Voorgesteld wordt :

"Artikel ... .-

De krachtens de vroegere wetgeving uitgesproken eindvonnissen hebben de in deze wet bepaalde gevolgen als deze niet in strijd zijn met het rechterlijk gewijsde tussen partijen.

De rechtsvorderingen die vóór de inwerkingtreding van deze wet zijn ingesteld, worden voortgezet en uitgewezen volgens de vroegere wetgeving.

Geen afbreuk wordt echter gedaan aan de rechten van de partijen om handelingen te verrichten en vorderingen in te stellen overeenkomstig deze wet, indien zij aan de daarin gestelde voorwaarden voldoen.

Ten aanzien van de rechtsvorderingen die vóór de inwerkingtreding van deze wet zijn ingesteld, begint de in artikel ... van het Burgerlijk Wetboek (artikel 333, b, volgens het ontwerp, dat overeenkomstig 's Raads verder gedaan voorstel artikel 333ter zou worden) bedoelde dertigjarige verjaring eerst te lopen vanaf de dag waarop deze wet in werking treedt".

CXX. Artikel 109.

Voorgesteld wordt :

"Artikel ... .-

Op erfenissen die vóór de inwerkingtreding van deze wet zijn opengevallen, vindt het bepaalde in de artikelen 70 tot 81 van deze wet geen toepassing".

.../...

Opmerking bij de artikelen 111 en 113.

De bepaling die artikel 113 vormt, zou moeten komen vóór die van artikel 111.

CXXI. Artikel 111 van het ontwerp.

Voorgesteld wordt :

"Artikel ... .-

Vanaf de inwerkingtreding van deze wet worden de bestaande wetten en besluiten, in afwachting van de in artikel ... bedoelde aanpassingen, toegepast met inachtneming van het in deze wet gehuldigde beginsel van non-discriminatie inzake vaststelling van de afstamming en bepaling van haar gevolgen".

CXXII. Artikel 112 van het ontwerp.

Voorgesteld wordt :

"Artikel ... .-

Deze wet treedt in werking de eerste dag van de tiende maand na die waarin zij is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad".

.../...

CXXIII. Artikel 113 van het ontwerp.

Talrijke wetsbepalingen die onder meer op het privaat gerechtelijk recht, het administratief recht, het sociaal recht, het belastingrecht betrekking hebben, en ook andere bijzondere voorzieningen zullen in overeenstemming moeten worden gebracht met de nieuwe bepalingen van het Burgerlijk Wetboek.

Dat beoogt artikel 113 van het ontwerp.

Bij dat artikel zijn de volgende opmerkingen te maken :

Volgens de memorie van toelichting zal de goedkeuring van de ontworpen wet tot gevolg hebben dat "tal van wettelijke bepalingen nog moeten worden aangepast". Daar de ontworpen wet onmogelijk in de thans geldende wetgeving alle nodige wijzigingen kan aanbrengen, draagt zij die taak aan de Koning op.

Voor het bedoelde artikel heeft de gemachtigde van de Regering een geamendeerde tekst voorgesteld :

"De Koning wordt belast met het wijzigen en opheffen van alle wetsbepalingen die niet in overeenstemming zijn met het beginsel van de gelijkheid op het stuk van de vaststelling en de gevolgen van de afstamming zoals het in deze wet is neergelegd".

Opdat de Regering haar oogmerken kan verwezenlijken is het volstrekt nodig dat het artikel de Koning twee onderscheiden bevoegdheden geeft.

.../...

In de eerste plaats moet de Koning worden gemachtigd om met uitdrukkelijke bepalingen de wijzigingen vast te stellen welke de ontwerp-wet uit zichzelf in verscheidene wetten stilzwijgend zal hebben aangebracht. Het is onnodig te wijzen op de opheffingen van wetsbepalingen, want opheffingen zijn wijzigingen.

Voorts moet aan de Koning de bevoegdheid worden verleend om de geldende wetgeving in overeenstemming te brengen met het in de ontwerp-wet gehuldigde beginsel van non-discriminatie inzake vaststelling van de afstamming en bepaling van haar gevolgen. Die tweede bevoegdheid is ruimer. Bij de uitoefening ervan zal de Koning gebruik kunnen en moeten maken van enige beoordelingsvrijheid, die beperkt zal zijn door het gebod dat de geldende wetten alleen in zover worden aangepast dat zij aan het door het ontwerp gehuldigde beginsel komen te beantwoorden.

Om duidelijker te doen uitkomen dat het artikel ertoe strekt die twee onderscheiden bevoegdheden aan de Koning te verlenen, redigere men het als volgt :

"Artikel ... .-

De Koning stelt in uitdrukkelijke bepalingen de wijzigingen vast welke deze wet in de geldende wetten aanbrengt.

Hij wijzigt de geldende wetten om ze in overeenstemming te brengen met het door deze wet gehuldigde

.../...

beginsel van non-discriminatie inzake vaststelling van de afstamming en bepaling van haar gevolgen".

*

* *

SLOTOPMERKINGEN.

Indien rekening wordt gehouden met de door de Raad van State voorgestelde wijzigingen waardoor artikelen ingevoegd, weggelaten of gewijzigd worden, zal de nummering van de artikelen van het ontwerp en zullen de talrijke verwijzingen welke de nieuwe teksten bevatten uiterst zorgvuldig moeten worden herzien.

*

Ter wille van de algemene overeenstemming nummere men de in het ontwerp met a, b, c, ... aangeduide artikelen met bis, ter, ... enz.

*

Bij de Wetgevende Kamers zijn thans een aantal ontwerpen hangende in verband met aangelegenheden die in het onderhavige ontwerp aan de orde zijn.

Het betreft inzonderheid :

1° het ontwerp van wet op het erfrecht van de langstlevende echtgenoot (Gedr. St. Senaat, nr 789, zitting 1975-1976, nr 1, van 12 februari 1976, advies van de Raad van State nr 10.488/2);

.../...

2° het ontwerp van wet tot verlaging van de leeftijd van burgerlijke meerderjarigheid tot 18 jaar (Gedr. St. Senaat, nr 673, zitting 1974-1975, nr 1, van 22 augustus 1975, advies van de Raad van State nr 11.670/2) dat van verval ontheven is door de wet van 16 november 1977.

Indien de wijzigingen welke die ontwerpen in het Burgerlijk Wetboek aanbrengen door de wetgever worden aangenomen vóór het onderhavige ontwerp, behoeft het geen betoog dat dit laatste geamendeerd zal moeten worden.

Zijn daarentegen beide genoemde ontwerpen nog niet aangenomen als het onderhavige ontwerp wet wordt, dan zullen zij zo geamendeerd moeten worden dat ze met dit laatste in overeenstemming zijn.

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. E. FALMAGNE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. FALMAGNE, auditeur.